

République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
Université d'Oran

Faculté des Sciences Economiques, Commerciales de Gestion

Ecole Doctorale Economie Management

Mémoire

En vue de l'obtention du diplôme de magister en sciences économiques

Option : Economie Internationale

Thème :

**Les économies émergentes :
Etude de l'expérience des pays du groupe de BRIC**

Dirigé par :

Pr. Abderrahmane MEBTOUL

Elaboré par :

Mecherki IBARI

Devant le jury composé de : Soutenu le 11 Mars 2014

Président	Habib BENBAYER	Professeur
Rapporteur	Abderrahmane MEBTOUL	Professeur
Examineur	Amar ELAFANI	Maitre de conférences
Examineur	Seddik AMROUN	Maitre de conférences

ANNEE UNIVERSITAIRE 2012/2013

Dédicaces

*Je dédie ce travail avant tout à la mémoire de mon
défunt père,*

A ma mère

à mon frère et toute la famille,

sans oublier mes amis Kerim Karim, Sid Ahmed.

A mes enseignants et mes collègues à l'Ecole Doctorale

Remerciements

*Je remercie toutes les personnes qui m'ont aidé pour
réaliser ce travail notamment :*

*Mon encadreur, le professeur Abderrahmane
MEBTOUL,*

Mon ami Hakim BERKANE.

PLAN DU MEMOIRE

Introduction.....	05
Problématique.....	07
Chapitre un : Les caractéristiques géopolitiques des BRIC.....	09
Section une : définition des BRIC.....	10
Sous section 01: définition du concept de BRIC.....	10
Sous section 02 : les caractéristique de rapprochement de ces pays.....	11
Section deux: les systèmes politiques dans le BRIC.....	12
Sous section 01 : la nature de ces systèmes.....	12
Sous section 02 : Le degré de la gouvernance dans les BRIC.....	15
Section trois: les ressources naturelles et démographiques dans les BRIC.....	17
Sous section 01 : les ressources naturelles.....	17
Sous section 02 : Aperçu sur la démographie des BRIC.....	20
Chapitre deux : Aperçu sur les économies émergentes.....	27
Section une : la définition des économies émergentes.....	28
Sous section 01 : classement des pays	28
Sous section 02 : la définition du concept des économies émergentes.....	30
Sous section 03 : l'apparition et la progression des économies émergentes.....	32
Section deux: les trajectoires de l'émergence.....	33
Sous section 01 : les tigres et les dragons asiatiques.....	33
Sous section 02 : Autres trajectoires d'émergence.....	37
Section trois : influence des économies émergentes.	40
Sous section 01 : l'influence des économies émergentes dans les organisations mondiales	40
Sous section 02 : les économies émergentes et la coopération internationale.....	48
Section quatre : les crises économiques dans les pays émergents.....	51
Sous section 01 : les crises de change dans les économies émergentes.....	51
Sous section 02 : les économies émergentes et la crise financière.....	54

Chapitre trois: Les stratégies économiques suivies par les BRIC et leurs conséquences	57
Section une : les stratégies économiques adoptées par les BRIC.....	58
Sous section 01 : les stratégies économiques adoptées par le Brésil.....	58
Sous section 02 : les stratégies économiques adoptées par la Russie.....	63
Sous section 03 : les stratégies économiques adoptées par l'Inde.....	69
Sous section 04 : les stratégies économiques adoptées par la Chine.....	75
Section deux : les effets de ces stratégies.....	81
Sous section 01 : sur la production et le revenu	82
Sous section 02 : sur les indices de développement humain.....	86
Sous section 03 : d'autres indicateurs économiques.....	90
Chapitre quatre : Influence des BRIC dans l'économie mondiale	95
Section une : coordination économique entre le groupe de BRIC.....	96
Sous section 01 : la convergence économique entre les BRIC.....	96
Sous section 02 : constitution de l'alliance de BRIC.....	99
Section deux : le poids de BRIC dans l'économie mondiale.....	102
Sous section 1 : BRIC comme nouveaux acteurs de la mondialisation économique..	103
Sous section 02 : le poids des BRIC dans le G20.....	107
Section trois : partenariat entre BRIC et les économies africaines.....	109
Sous section 01: le poids économique des BRIC dans l'Afrique	109
Sous section 02: les BRIC en Algérie.....	112
Conclusion	117
Annexes	119
Bibliographie	136

Liste des abréviations

- ALENA** : accord de libre échange nord américain
- BIRD** : Banque Internationale pour la Reconstruction et de Développement
- BM** : Banque Mondiale
- BRIC** : groupe des quatre pays : Brésil-Russie-Inde et la Chine
- CAD** : Comité d'Aide au Développement
- CNUCED** : Conférence Des Nations Unies Sur Le Commerce Et Le Développement.
- FMI** : Fond Monétaire International
- GATT** : Général Agrément on Tarifs and Trade
- IDA** : Association Internationale de Développement
- IDE** : Investissement Direct Etranger
- IDH** : Indice de Développement Humain
- IPF** : Indice de Participation des Femmes à la Vie Economique
- IPH** : Indice de Pauvreté Humaine
- NEPAD** : nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
- OCDE** : Organisation De Coopération Et De Développement Economique.
- OMC** : Organisation Mondiale du Commerce
- ONG** : Organisation Non Gouvernementale
- ONU** : Organisation Mondiale des Nations Unies
- PED** : pays en voie de développement
- PIB** : Produit Intérieur Brut
- PND** : Plan National de Désengagement de l'Etat
- PNUD** : Programme des Nations Unies pour le Développement
- SPG** : Système Préférentiel Généralisé
- TVA** : Taxe sur la Valeur Ajoutée
- TBS** : Taux Brut de Scolarisation
- UE** : Union Européenne
- URSS** : l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques

Liste des annexes :

Annexe 01: PIB dans les BRIC

Annexe 02 : PIB par habitant dans les BRIC

Annexe 03 : Agriculture, valeur ajoutée dans les BRIC

Annexe 04 : Industrie, valeur ajoutée dans les BRIC (% du PIB)

Annexe 05 : Balance des paiements courants dans les BRIC

Annexe 06 : Les IDE dans les BRIC

Annexe 07 : Prêts de la BIRD et crédits de l'IDA dans les BRIC

Annexe 08 : Aide publique au développement nette reçue dans les BRIC

Annexe 09 : Total des réserves dans les BRIC

Annexe 10 : Taux d'intérêt réel dans les BRIC

Annexe 11 : Inflation, déflateur du PIB) dans les BRIC

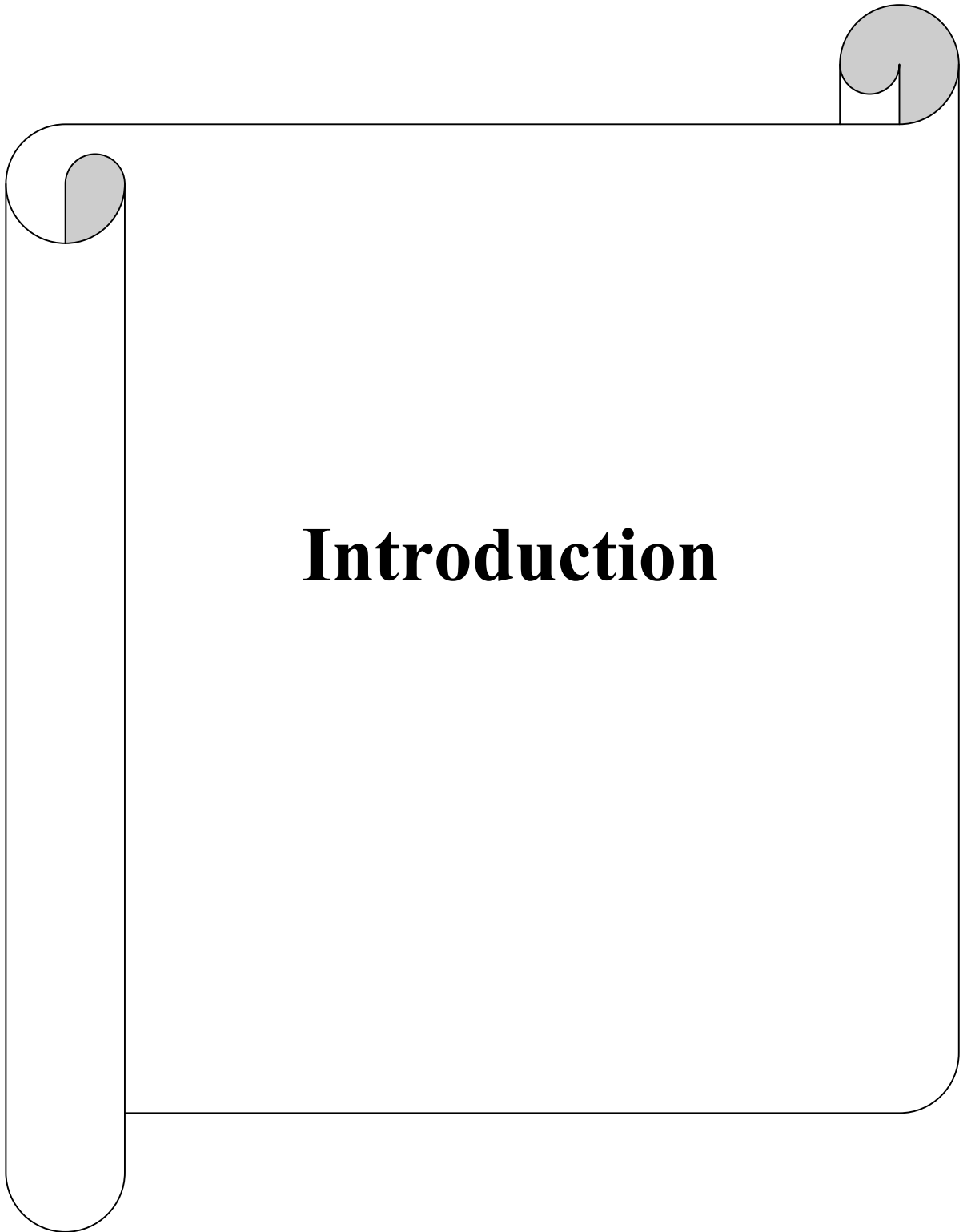
Annexe 12 : Dépenses en recherche et développement dans les BRIC

Annexe 13 : Exportations de haute technologie dans les BRIC

Annexe 14 : Dépenses publiques dans les BRIC

Annexe 15 : Chômage, total dans les BRIC

Annexe 16 : Population, totale dans les BRIC



Introduction :

Après l'effondrement de l'Union Soviétique en 1991, l'économie mondiale était dominée par les Etats-Unis et leurs alliés, ces pays ont utilisé les institutions et les organisations internationale pour mettre les règles régissant l'économie internationale d'une manière leurs permettant de servir leurs intérêts. Dans les dernières années, le monde a connu un bouleversement dans la balance des forces économiques avec l'apparition de nouvelles puissances économiques.

Ces nouvelles puissances économiques ont été appelées des pays émergents ou des économies émergentes, une appellation lancée sur une économie venue tardivement sur la base de certains critères ou indicateurs économiques.

Les économies émergentes sont connues par le changement du courant économique en passant du socialisme au libéralisme en adoptant des politiques économiques qui se reposent sur la libéralisation économique et financière et l'ouverture commerciale. Le choix de ces politiques s'est fait selon les particularités de chaque pays (politiques, sociales et économiques). Elles ont réalisé des taux de croissance élevés et à long terme (dépassant dix ans). Néanmoins, ce terme n'a pas une définition officielle et l'utilisation de ces critères restent des essais pour distinguer les pays en développement dont les économies enregistrent des progrès chaque année sans rejoindre les économies développées.

Les expériences de l'émergence économique sont nombreuses, mais les plus connues sont celles des quatre dragons et quatre tigres asiatiques, et le groupe de BRIC. Le concept du BRIC a été lancé pour la première fois par l'expert économique Jim O'Neill de la banque d'investissement américaine Goldman Sachs en 2001 et qui a étudié les capacités de ce groupe pour être plus forts que les pays de G7 dans l'horizon de 2050.

Le BRIC est un groupe qui contient quatre pays de différents continents (Asie, Amérique Latine et l'Europe), il s'agit :

BRIC

B : Brésil, **R** : Russie, **I** : Inde, **C** : Chine.

Ces pays sont des géants démographiques (40% de la population mondiale) et politiques notamment au niveau régional, aussi, ils possèdent un potentiel considérable des ressources naturelles. En outre, ce groupe a essayé d'adopter un ensemble de stratégies économiques ayant pour objet d'élever leur niveau du PIB, d'avoir la plus grande part du marché mondial y compris l'entrée au marché des pays développés, l'arrivée aux sources de l'énergie et des matières premières par le suivi de la politique des investissements directs étrangers notamment avec la possession par le groupe de BRIC d'un solde très important de réserves de change.

Depuis la réunion de la Russie en 2009, les pays de BRIC cherchent de mettre en place une alliance économique leur permettant de coordonner leurs politiques commerciales et économiques, renforcer la coopération entre eux, effectuer des réformes du système financier international notamment après les effets négatifs de la crise financière sur leurs économies et l'économie mondiale en générale. Et effet, les économies émergentes notamment les pays de BRIC ont un poids croissants au niveau de l'économie mondiale, à titre d'exemple, les décisions concernant le système financier international et l'avenir de l'économie mondiale deviennent être prises par le G20 au lieu de G7, ainsi la pression pratiquée par les BRIC sur les pays développés pour modifier les règles qui gèrent les institutions économiques internationales et celles liées à la concurrence commerciale.

Sur ce qui précède, on pose la problématique suivante :

Problématique :

Quelles sont les caractéristiques de l'expérience d'émergence économique des pays du groupe de BRIC ?

De cette problématique principale, se découlent les questions secondaires suivantes :

- 1- Quelles sont les caractéristiques géopolitiques des BRIC ?
- 2- Qu'est ce qu'une économie émergente ?
- 3- Quelles sont les stratégies d'émergence économique suivies dans les BRIC ?
- 4- A ce que ces pays ont une influence dans l'économie internationale soit comme des pays ou bien comme une alliance ?

Les hypothèses :

- La définition du concept de l'émergence économique et les trajectoires de l'émergence sont déterminées définitivement ;
- Les pays de BRIC ont suivi les mêmes stratégies de développement ;
- Les démarches entreprises ont donné des résultats positifs pour tous les indicateurs économiques ;
- Les pays de BRIC jouent un rôle clé sur la scène économique internationale.

Période d'étude :

Les mutations économiques étudiées et les statistiques exposées et analysées dans ce mémoire concernent les deux dernières décennies c'est-à-dire la période allant de 1990 à 2010, parce qu'au début des années 1990 ou l'émergence de ces économies a été observée et constatée, et 2010 est l'année du début de préparation de ce mémoire.

Pour répondre à cette problématique principale et ces problématiques secondaires, le mémoire est présenté en quatre chapitres : le premier parle des caractéristiques géopolitiques de pays de BRIC. Le deuxième donne un aperçu sur les économies émergentes en général. Dans le troisième chapitre, on va étudier les politiques économiques (intérieures) adoptées dans ces pays et leurs conséquences. Le dernier chapitre est destiné pour exposer l'influence et le poids des pays du groupe de BRIC au niveau mondial (extérieur) :

Chapitre un: Les caractéristiques géopolitiques des BRIC :

Chapitre deux : Aperçu sur les économies émergentes.

Chapitre trois : Les stratégies suivies et leurs conséquences :

Chapitre quatre : influence des BRIC dans l'économie mondiale.

A decorative graphic of a scroll with a black outline and grey shaded corners, framing the central text.

Chapitre un :

**Les caractéristiques
géopolitiques des
BRIC :**

Chapitre un : Les caractéristiques géopolitiques des BRIC :

La mise en œuvre d'un processus de développement est conduite, d'un côté, par le régime de pouvoir existant et sa vision envers la nécessité et la manière de réaliser un ou des niveaux de développement économique ; d'un autre côté, par la possession des ressources naturelles notamment celles de l'énergie qui est l'artère de chaque économie, aussi, la démarche de la croissance nécessite que le pays ait une force humaine considérable surtout celle qualifiée qui présente l'effectif travaillant.

En existence des ressources naturelles et humaines surtout celles qualifiées, la volonté des pouvoirs publics pour réaliser le progrès économique est cristallisée par le changement faits en matière des politiques économiques adoptées.

Dans ce chapitre on va exposer la définition du concept de BRIC en première section, de donner un aperçu sur les régimes de pouvoir des pays du groupe de BRIC en deuxième section, et les ressources naturelles et démographiques en troisième section

Section une : la définition du concept du BRIC :

Les BRIC est un acronyme qui regroupe quatre pays de différents continents et chacun a ses particularités.

Sous section une : la définition du concept de BRIC :

L'expression de BRIC a été apparue pour la première fois dans la revue « Global Economic Papers » numéro 66 du département de la recherche de la banque d'affaires américaine Goldman Sachs dans l'article « Building Better Global Economic BRICS » publié le 30 novembre 2001 sans que ces pays soient préalablement rapprochés¹.

Dans sa démarche d'identifier les grandes zones de croissance aux ses clients (firmes multinationales, fonds souverains, fonds de pension...), la banque américaine

¹ Voir J. O'Neill, *Building Better Global Economic BRICS*, Global Economic Papers n° 66, Goldman Sachs, 2001, page 01.

repère le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine parmi des nombreux potentiels de croissance pour² :

- 1- L'investissement des firmes multinationales des pays développés notamment avec la taille de leurs marchés et le dynamisme de leurs exportations.
- 2- Les placements financiers qui offrent des perspectives de rendement et les mutations économiques de ces pays sont porteuses de fortes valorisations boursières.

En 2003, dans le numéro 99 de la revue Global Economic Papers l'économiste de la banque d'investissement Goldman Sachs Jim O'Nill a donné des prévisions que le PIB des pays de BRIC va dépasser le PIB de G7³ en 2050. Ces prévisions ont aussi précisé les conditions de cette conclusion :

- 1- Le taux de croissance des BRIC est différent entre eux avec une plus forte progression pour l'Inde et la Chine que pour la Russie et le Brésil mais reste toujours plus rapide et pour une période plus longue par rapport aux pays développés ;
- 2- Le renversement dans la hiérarchie de la puissance économique dans la première moitié du siècle, avant 2050, ou la Chine deviendra la première puissance économique devant les Etats-Unis et l'Inde en troisième position devant le Japon.

En juin 2009, les présidents de ces quatre pays (Brésil, Russie, l'Inde et la Chine) ont tenu leur premier sommet LEKATERINBOURGEN Russie, ce qui rend réelle et effective une présentation conceptuelle et théorique donnée par la banque américaine Goldman Sachs.

Sous section deux : les caractéristique de rapprochement entre ces pays

Devant le grand nombre des économies émergentes, les économistes de la banque d'investissement américaine Goldman Sachs sous la direction de Jim O'Nill orientent le regard du monde sur l'acronyme regroupant les pays du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine qui sont situés dans des continents différents.

²Voir P. Rigaud, les BRIC Brésil, Russie, Inde, Chine : puissances émergentes, Bréal, 2010, pages 19 à 22.

³Le G07 est le groupe des pays les plus industrialisés (Allemagne, Etats-Unis, France, Japon, Canada, Italie et Grande Bretagne) qui organisent des réunions annuelles consacrées aux grands problèmes de l'économie mondiale

Les particularités des pays de BRIC que sont des géants démographiques (40% de la population mondiale) et géopolitiques en présentant des puissances régionales ainsi que l'existence des deux pays (la Chine et la Russie) entre les quatre pays dans le Conseil de Sécurité. Ces économies connaissent une forte croissance économique qui s'est traduite par une augmentation du PIB dans les deux dernières décennies ou le PIB brésilien s'est multiplié par 4,51 contre 2,86 pour le PIB de la Russie et 5,44 pour le PIB de l'Inde quant le PIB chinois s'est multiplié par 16,60 (taux de croissance de 1660%)⁴.

Cette croissance a un impact positif sur le niveau de vie notamment les indices de développement humain, aussi, la dynamique de la croissance dans les BRIC dépasse celle connue dans les pays de l'Europe Occidentale dans les trente dernières années.

Section deux : les systèmes politiques dans les BRIC :

Les systèmes de pouvoir dans les pays de BRIC ont un point commun consistant en le changement du régime gouvernemental, en adoptant un régime plus libéral après une période de socialisme.

Sous section une : la nature de ces systèmes.

Dans ce cadre, on va essayer d'exposer les particularités de chaque système de pouvoir des pays de BRIC.

Paragraphe un : Le système de pouvoir brésilien :

Le Brésil est une république fédérale composée de 26 Etats Fédéraux et d'un District Fédéral (la capitale Brasilia). La Fédération Brésilienne est gouvernée par un régime présidentiel basé sur l'exercice du pouvoir par un président et un vice-président, qui sont élus par le scrutin direct pour un mandat de quatre ans.

Le pouvoir législatif dans le Brésil est exercé par le Congrès National Brésilien qui est composé de deux chambres : le Sénat (SENADO FEDERAL dont les membres sont élus par les représentants des Etats Fédéraux) et la chambre des députés (CAMARA DOS DEPUTADOS) dont les membres sont élus par le peuple directement.

⁴ Voir annexe 01 : le PIB dans les pays de BRIC.

Paragraphe deux : Le système de pouvoir russe :

La Russie est le pays continuateur de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques URSS, en 25 décembre 1991, la Fédération de la Russie était officiellement née. Le régime de pouvoir russe est un régime présidentiel par lequel le pouvoir exécutif est exercé par le président de la Fédération qui est élu pour 4 ans au suffrage universel avec la possibilité d'une seule réélection. Le président désigne le premier ministre dont la nomination doit être entérinée par le parlement.

Par ailleurs, Le parlement russe est composé de deux chambres :

Chambre basse : **Douma**. La Douma, exerce une fonction de premier plan dans l'élaboration des lois. Les députés sont élus même si les processus sont marqués par de fortes irrégularités. La Douma et le Conseil de la Fédération forment le corps législatif.

Chambre haute : **Conseil de la Fédération** : cette chambre joue un rôle important bien qu'inférieure à celui de la Douma. Chacune des 89 composantes de l'Union a deux représentants, ces institutions, selon les termes de la constitution, disposent d'une autonomie variable : 21 républiques, 49 oblasts (régions), 6 krais (territoires), 10 Okroug (districts autonomes), 2 villes d'importance fédérale (Moscou et Petersburg) et un oblast autonome (Birobijian).

Paragraphe trois : Le système politique de l'Inde :

Selon sa Constitution, l'Inde est une république souveraine, laïque et démocratique adoptant le système parlementaire, le gouvernement exerce ses fonctions au nom du président dont les fonctions sont en grande partie cérémoniales. Le président et le vice-président sont élus au scrutin indirect pour une durée de cinq ans par un collège électoral spécial.

Le président nomme le premier ministre désigné par le parti ou la coalition ayant la majorité parlementaire, et qui propose à son tour la liste des ministres qui vont être désignés par le président.

Le parlement indien est bicaméral comprenant : la RAIVA SABHA (le conseil des Etats qui se composent de 545 membres élus directement par le scrutin uninominal à

un tour), et la LOK SABHA (chambre du peuple dont les membres sont élu par le scrutin indirect des Etats Fédéraux).

Le système de pouvoir indien est qualifié comme l'un des modèles les plus démocratiques dans le monde, un système qui se base sur le pouvoir de la majorité et le respect des droits de la minorité, et le respect de droit de l'homme.

Paragraphe quatre :_Le système de pouvoir chinois :

La Chine est une république populaire gérée par un pouvoir politique divisée entre trois organes : le Parti, l'Etat et l'Armée, avec une prééminence du parti.

Le Parti gouvernant dans la Chine est le Parti Communiste Chinois qui est géré par une instance exécutive présentée par le Comité du Congrès National du peuple(CCNP) dont les trois cents membres détiennent les principaux centres de pouvoir de l'Etat. Les membres du CCNP choisissent le Président du Parti qui est, au même, temps le Président de la République.

Les organes de l'Etat sont : le Président ; l'Assemblée Nationale Populaire (le parlement élu par le peuple à travers le scrutin direct dont les candidats sont seulement ceux du Parti Communiste Chinois) et le Conseil des Affaires de l'Etat qui présente le gouvernement chinois gérant les affaires de l'Etat dont les membres sont désignés par le Président chinois. Il y a aussi l'Armée de Libération Nationale qui a pour mission d'assurer la sécurité de la Chine, ce dernier est contrôlé par la Commission Militaire Centrale.

Les observateurs étrangers et certaines ONG critiquent toujours la Chine en matière de la démocratie en absence des partis concurrents et une opposition au parti communiste chinois, ainsi pour le respect et la promotion de droit de l'homme, et pour cela le gouvernement chinois travaille pour améliorer son image dans ce cadre.

L'ensemble des pays de BRIC ont une influence politique, soit au sein de leurs zones régionales, ou bien au niveau mondiale notamment la Chine et Russie qui sont des membres permanents dans le Conseil de Sécurité de l'ONU ayant le droit de Vêto qui leur permet de protéger ses droits et ses intérêts et ceux de leurs alliés.

On observe que les régimes de pouvoir dans les BRIC sont différents, ce qui reflète que la mutation et l'émergence économique ne doit pas à la nature des régimes de pouvoir dans ces pays.

Sous section deux : le degré de gouvernance dans les BRIC :

Le terme de gouvernance signifie, selon la Commission de Gouvernance Globale située dans l'abrite de l'Organisation des Nations Unies, l'ensemble des pratiques par lesquelles les individus et institutions, tant privés que publiques, gèrent leurs affaires communes.

Selon les bilans de la banque mondiale, publiés annuellement, les indicateurs de la gouvernance se résument généralement en quatre indicateurs :

- 1- Le respect des voix des électeurs pour choisir leurs représentants ;
- 2- Stabilité politique ;
- 3- Efficacité du gouvernement pour assurer une meilleure gestion des affaires quotidiennes du peuple ;
- 4- La qualité de la réglementation ;

Et chaque indicateur se base sur d'autres indicateurs secondaires, ce qui permet aux experts de la banque mondiale de classer les pays selon le niveau de la qualité de gouvernance.

D'un autre côté, il y a des organisations non gouvernementales ONG, qui sont créées afin de contrôler les indicateurs de la bonne gouvernance et les publier en la matière, comme l'ONG TRANSPARENSY INTERNATIONAL qui étudie et fait des rapports sur le sujet de la corruption qui est l'un des principaux indicateurs décrivant la bonne gouvernance de ce gouvernement ou cette institution. Dans leurs enquêtes, les ONG spécialisées se basent sur trois volets fondamentaux, il s'agit du :⁵

⁵Voir C. Edmond et B.POUT, *transparence financière et bonne gouvernance économique*, fondation pour la recherche stratégique, octobre 2007, page 03.

- volet macro-économique et financier consistant en la restauration d'une vision stratégique et prospective par la définition, l'élaboration, la coordination et la mise en place d'une politique économique et sociale à court et à long terme, la création d'un environnement financier favorable, la modernisation des instruments de financement économique et la poursuite d'assainissement des Finances Publiques.
- volet structural et institutionnel qui induit la poursuite du processus de libéralisation et du désengagement de l'Etat du secteur productif au profit du secteur privé.
- volet renforcement du partenariat Etat/ secteur privé/ société civile pour souscrire à la demande nationale et aux exigences internationales de participation, de dialogue et de concertation.

Les rapports faits par le Banque Mondiale et les différentes ONG présentent une donnée ayant une importance capitale pour les sociétés multinationales et les investisseurs pour s'implanter dans ce pays ou non parce que le capital cherche la sécurité exprimée par l'ensemble des indicateurs de la bonne gouvernance.

Concernant les pays de BRIC :

Actuellement les pays de BRIC ne connaissent pas des conflits militaires intérieurement ou les systèmes politiques sont stables mais au niveau extérieur, il y a des conflits militaires comme l'évasion russe de la Géorgie ou bien le conflit indo-pakistanaï sur le territoire de Kashmiri. Par une simple lecture des indicateurs de la Banque Mondiale relatifs à la gouvernance dans ces quatre pays on trouve :

Brésil : tous les indicateurs sont positifs mais ils sont inférieurs à ceux des pays développés, donc au Brésil, il y a une gouvernance acceptable qui n'est pas au niveau de celle des pays développés.

Chine et Inde : il y a des indicateurs positifs comme la stabilité politique et d'autres négatifs notamment la qualité de la réglementation, pour cela il existe des critiques sur la gouvernance dans ces deux pays.

Russie : pour ce géant politique et militaire tous les indicateurs sont négatifs, c'est-à-dire la Fédération Russe n'a pas une bonne gouvernance.

Par ailleurs, l'ONG Transparency International publie un rapport annuel sur la perception de corruption dans les différents pays du monde, et un rapport a été publié en 26 Octobre 2010 à Berlin (Allemagne) par lequel les BRIC ont été classés comme suit :

- Brésil est en 69^{ème} place.
- La Chine est en 78^{ème} place.
- L'Inde est en 87^{ème} place.
- La Russie est en 154^{ème} place contre 146 en 2009.

Donc, malgré l'absence de la bonne gouvernance dans les BRIC selon les bilans et les rapports de la banque mondiale et l'ONG Transparency, les BRIC ont réalisé le décollage économique

Section03 : les potentiels naturels et démographiques.

Dans l'équation de la réalisation de la croissance économique, l'existence des ressources naturelles et démographique joue un rôle clé.

Sous section 01 : les ressources naturelles :

Les ressources naturelles pour chaque économie consistent en les matières premières, un facteur important pour l'opération de développement, et un atout considérable dans un monde qui en manque.

Concernant les BRIC, ils occupent les premières places au niveau mondial soit dans la production ou bien les réserves de la globalité des ressources naturelles : énergétiques, minières et agricoles.

Paragraphe un : les ressources d'énergie :

Les BRIC sont considérés comme des géants énergétiques (production et réserves) notamment dans les énergies fossiles ⁶qui présentent les principales ressources utilisées par les BRIC :

A- Les sources d'énergie dans le Brésil : le Brésil occupe des rangs avancés dans la production de l'électricité (5^{ème}), l'uranium (12^{ème}), pétrole (14^{ème}) mais il n'est pas

⁶ L'énergie fossile est produite à partir de roches issues de la fossilisation des êtres vivantes : pétrole, gaz naturel et charbon.

classé dans la production des autres produits énergétiques comme le charbon et le gaz naturel⁷.

B- Les sources d'énergie dans la Russie : ce pays est un géant énergétique par excellence en présentant le premier producteur du gaz naturel avec le quart des réserves mondiales de ce produit vital et le deuxième pour la production du pétrole. Elle occupe la 5^{ème} place dans la production du charbon et de l'uranium, et la quatrième pour la production de l'électricité.⁸

C- Les sources d'énergie dans L'Inde : à l'exception du charbon, où elle occupe la troisième place dans sa production, l'Inde ne possède pas des réserves énergétiques considérables, elle est dans le 23^{ème} rang mondialement dans la production du pétrole, 14^{ème} dans celle du gaz naturel, 5^{ème} pour l'électricité, 14^{ème} concernant la production de l'uranium⁹.

D- Les sources d'énergie dans la Chine : la Chine est le premier producteur mondial du charbon, et elle dispose aussi des réserves de pétrole mais elles ne sont pas suffisantes pour son industrie étant en expansion. Concernant les énergies non fossiles, elle est dans le deuxième rang dans la production d'électricité.¹⁰

Par une simple lecture de qui précède, les BRIC possèdent des réserves considérables des énergies, mais : A ce qu'ils se basent sur l'économie rentière ?

Paragraphe deux : Les ressources de minerais :

Comme l'énergie, la possession des mines des matières premières présente un avantage pour chaque pays en vue de réaliser la croissance économique. Selon Atlas géographique 2007, les pays du groupe de BRIC disposent des réserves importantes qui leur permet de commencer l'opération du décollage économique notamment pour les deux matières premières les plus importantes pour chaque industrie, il s'agit du fer et cuivre.

⁷Voir P. Gross, Atlas Géographique 2007 : www.atlasgeo.net/ Amérique/Brésil.

⁸Voir P. Gross, Atlas Géographique 2007 : www.atlasgeo.net/ Europe/ Russie.

⁹ Voir P. Gross, Atlas Géographique 2007 : www.atlasgeo.net/ Asie/ Inde.

¹⁰ Voir P.Gross, Atlas Géographique 2007 : www.atlasgeo.net/ Asie/Chine

Pour le fer, les BRIC occupent les premières places en matière des réserves ferreuses. En effet, la Chine se trouve dans le premier rang mondial suivie par le Brésil, puis la Russie dans la quatrième place et l'Inde dans le cinquième rang. En ce qui concerne le cuivre, on trouve quatre pays parmi les quatre pays constituant les BRIC dans la liste des 10 premiers pays qui possèdent les plus importantes quantités des réserves du cuivre, s'agissant la République Chinoise en quatrième rang et la Fédération Russe au 06^{ème} rang mondialement, le Brésil dans 16^{ème} rang et l'Inde en 27^{ème} rang mondial.

Concernant l'argent, le Brésil, la Chine, la Russie et l'Inde occupent respectivement la deuxième, troisième, sixième et dix-septième place pour les réserves de l'argent.

Nous avons aussi, d'autres ressources du sous-sol dont les BRIC sont les premiers dans la production. Parmi ces ressources on a :

- Diamant : la première place pour la Russie ;
- Phosphates : la première et la deuxième place sont occupé respectivement par la Chine et la Russie ;
- Potasse : deuxième place pour la Russie ;
- L'or : première place pour la Chine et le Brésil

Paragraphe trois : Les ressources agricoles ¹¹:

La possession des ressources agricoles est un avantage comparatif, en effet, ces ressources permet a chaque pays d'avoir les avantages suivants :

- réaliser l'autosuffisance alimentaire ;
- doter les industries alimentaires en matières premières ;
- recouvrer des recettes financières par le biais des exportations de ces produits ;
- influencer sur les cours des produits agricoles boursiers tel que le café.

Pour le groupe des BRIC, l'immensité des pays membres et leurs diversités climatiques leurs permettent d'être des géants agricoles. Par exemple la Chine est le premier producteur mondial du blé et le riz et deuxièmes dans la production du maïs. L'Inde à son tour est derrière la Chine dans la production du blé et le riz et sixièmes pour le maïs. Par contre, la Russie et le Brésil ne sont pas parmi les grands producteurs

¹¹ Voir P.Gross, Atlas Géographique 2007 : www.atlasgeo.net

mondiaux de céréales à l'exception du maïs pour le Brésil (3^{ème}) et le blé pour la Russie (4^{ème}).

Concernant les produits agricoles boursiers, c'est le Brésil qui présente le leader dans leur production ou il occupe la première place dans la production du café et la deuxième dans la production de soja, la cinquième pour le cacao, tant que la Chine est le premier producteur mondial du thé contre la troisième place pour l'Inde.

En ce qui concerne la production des poissons, les BRIC sont parmi les premiers producteurs mondiaux des poissons tous types confondus, et ce grâce au nombre élevé des habitants et à la longueur de la bande maritime. En effet et selon FAO, la production chinoise des poissons dépasse annuellement 46 millions de tonnes en occupant la première place, l'Inde est derrière la Chine avec 7 millions de tonnes, la Russie avec 3 millions de tonnes (3^{ème} place mondiale) contre seulement 1 million de tonnes pour le Brésil (17^{ème} place).

Comme les poissons, les BRIC se trouvent dans les premières places de la production de viandes en possédant un nombre très élevé de cheptel.

D'autre part, les BRIC ont un couvert des Forêt très considérable notamment pour le Brésil (les forêts de l'Amazonie) et l'Inde, ce qui leur permet de produire 247 millions de m³ de bois et 322 millions de m³ pour la Chine.

Sous section deux: Aperçu sur la démographie des BRIC.

La démarche de chaque pays pour développer son économie nécessite la mobilisation de la main d'œuvre qui existe et qui doit être qualifiée.

Paragraphe un : les indicateurs démographiques généraux :

Les pays de BRIC sont considérés comme des puissances démographiques mondiales, qui occupent les premières places dans le nombre des habitants.

Les indicateurs économiques de ce groupe sont généralement similaires comme l'expose le tableau suivant :

Tableau des indicateurs démographiques généraux des pays de BRIC :

Indicateur	Brésil	Russie	Inde	Chine
Population : NBR d'habitant	188 078 227	140 041 247	1 147 995 898	1 360 445 010
Densité de la population	22,1 hab. /km ²	8,4 hab. /km ²	333,2 hab. /km ²	136,9 hab. /km ²
Taux de croissance de la population	1,04 %	-0,467 %	1,38 %	0,59 %
Age médian	28,2 ans	38,4 ans	24,9 ans	32,7 ans
Structure par âge				
0-14 ans	25,8 %	14,8 %	30,8 %	20,8 %
- 15-64 ans	68,1 %	71,5 %	64,3 %	71,4 %
- 65 ans et plus	6,1 %	13,7 %	4,9 %	7,7 %
Rapport de masculinité	0,98 homme/ femme	0,86 homme/ femme	1,10 homme/ femme	1,06 homme/ femme
Part de la population urbaine	84 %	73 %	28 %	40,4 %

Source : The World, ONU- FAO 2007.

Les BRIC comptent environ 40% de la population mondiale (première place pour la Chine, deuxième place pour l'Inde, Brésil 5^{ème} place, la Russie 9^{ème} place). Cette élévation présente un avantage pour ces pays en vue d'accélérer l'opération de développement, cet avantage consiste en la possession des grands marchés, source de la consommation effective, le moteur de la production qui est à son tour le moteur promoteur de la croissance économique.

Et malgré le nombre élevé de la population du groupe, les taux de croissance restent toujours considérables pour le Brésil et l'Inde (dépassant 1%), ce qui risque d'un éclatement démographique dans ces deux pays.

Concernent la structuration des sociétés des pays du groupe, la catégorie d'âge entre 15 et 64 présente deux tiers des totaux de la population, c'est-à-dire les sociétés des BRIC sont généralement jeunes, la population active est disponible et nécessite seulement une qualification pour entamer la mise en œuvre des différents programmes économiques.

La population active dans les pays de BRIC :

Le nombre de la population active	Brésil	Fédération de Russie	Inde	Chine
1990	62668102,6	77349543,3	330697388	643079644
1991	66474564,6	76765271,7	338272247	656387218
1992	70430282,5	75544576,8	346587687	666602655
1993	71936129,6	73120089,8	355093586	673537333
1994	73799135,1	70741314,2	363775982	681385768
1995	75713097,9	70843961,7	370786647	687745024
1996	75214718,9	69849081,5	378492538	695301756
1997	77855410,4	68288032,8	386290043	702371613
1998	79721407,6	67468669,7	393511039	708819598
1999	82402536,4	72511711,9	401441696	716426321
2000	83713964,1	73252488,4	409427198	724480293
2001	84941647,5	72270215,5	420275632	732251387
2002	87753933,3	73060105,9	432005673	741524811
2003	89379564,1	72086057,2	443905307	749937754
2004	92014900,2	72810896,2	455945007	758907350
2005	94507062,6	73431167,9	467332665	767143183
2006	95610276,5	74171828	468583141	775312478
2007	96514745	75144749,1	470274577	782454972
2008	98227293	75766370,1	470827221	786794551
2009	99958636,6	75757632,4	471872607	793808852
2010	101586446	75850869,4	472615193	799469989
2011	103111132	76307744,5	481718093	806026432

Source : la Banque Mondiale 2012

De la lecture de ce tableau, on constate l'augmentation de la population active (entre 15 et 64 ans) pour le Brésil, l'Inde et la Chine contre une diminution pour la Russie dans les deux dernières décennies :

La diminution de la population active dans la Russie doit à la diminution de la population totale aux causes de la progression de l'âge de mariage et de la diminution rapide de la fécondité contre l'augmentation de la mortalité et la migration vers d'autres pays.¹²

Malgré la baisse de la fécondité, le Brésil a enregistré une augmentation de la population y compris celle active, une situation due à la baisse de la mortalité notamment infantile de 9% dans les années 1970 à 5% au début des années 1990¹³.

L'augmentation de la population active en Inde (plus de 141 million) et dans la Chine (plus de 156 millions) est expliquée par l'augmentation de leurs population historiquement, et par rapport à la période précédente à 1990, le taux de l'augmentation a connu une baisse due aux politiques démographiques adoptées dans ces deux pays : action de sensibilisation de la régularisation de la population en Inde¹⁴, et la politique de limitation des naissances et celle de l'enfant unique dans la Chine¹⁵.

En matière d'urbanisation, il y a une grande différence entre les membres de ce groupe :

- Le Brésil et la Russie : un taux élevé, ce qui encourage les secteurs industriels et les services.
- La Chine et l'Inde : un taux bas, ce qui explique le volume des activités agricoles dans ces deux pays.

¹² Voir A. Blum et Cécile Lefèvre, *Après 15 ans de transition la population de la Russie toujours dans la tourmente*, Population et Société n° 420, INED, février 2006, pages 01 et 02)

¹³ Voir revue Population & Société n° 345, Brésil, la transition démographique rapide d'un pays hétérogène, INED, Avril 1999, page 02.

¹⁴ Voir J. Véron et AWINI K.NANDA, recensement en Inde 2011, plus de 181 millions d'habitants de plus en dix ans, Population & Société n° 478, mai 2011, INED, page 02

¹⁵ I. Attané, les défis de la Chine, moins de filles plus de personnes âgées, Population & Société n° 416, octobre 2005, pages 1-2,3.

Paragraphe deux : La qualification de la main d'œuvre :¹⁶

En 2005, les BRIC comptaient 42% de la population mondiale et 45% de la population active mondiale. Le niveau d'instruction de la population est en moyen inférieur au Brésil, en Inde et dans la Chine à celui des G7.

Au Brésil, le gouvernement travaille pour accroître le taux d'achèvement de l'enseignement secondaire, en 2003, 41% des jeunes de 20 à 24 ans avaient le deuxième cycle de l'enseignement secondaire, en revanche 7% seulement des jeunes de 25 à 34 ans avaient un diplôme de l'enseignement supérieur.

En Inde, les jeunes qui sont allés au-delà de l'enseignement primaire sont peu nombreux, 21% des jeunes de 20 à 24 ans ayant un niveau de fin d'étude secondaire, 8% ont un diplôme de l'enseignement supérieur.

Pour la Chine, le tiers des jeunes de 20 à 24 ans avaient le diplôme du deuxième cycle de l'enseignement, le 5% des jeunes de 25 à 34 ans obtiennent un diplôme de l'enseignement supérieur.

En revanche, le niveau d'instruction de la population d'âge actif est élevé dans la Fédération de la Russie que celui dans la majorité des OCDE : 90% des jeunes (20 à 24 ans) ont terminé au moins le deuxième cycle de l'enseignement secondaire contre 73% pour OCDE, et 55% des jeunes (25 à 34 ans) ont un diplôme de l'enseignement supérieur contre 29% pour OCDE.

Dans les quatre pays, le niveau d'instruction s'est amélioré compte tenu de la proportion des jeunes dans la population dans les BRIC, ce qui modifiera le niveau de qualification de la population adulte future. En 2003, et à l'exception de la Russie, les jeunes de 20 à 24 ans et de 25 à 34 ans avaient un niveau d'instruction supérieur à celui de la population plus âgée.

¹⁶Voir Perspectives de l'emploi dans l'OCDE, OCDE, 2007 www.oecd.org/els/documentdetravail .

Concernant les spécialités et les disciplines, la majorité des diplômes obtenus est dans les sciences humaines, droit des affaires, les sciences sociales et le droit en représentant en 2004, 65% des diplômes au Brésil, 58% dans la Russie. Par contre, les diplômes en sciences et en ingénierie représentent 13% au Brésil et 26% dans la Russie.

En 2005, une étude a été faite en comparant les nombres des diplômes en ingénierie et en technologie en Chine et en Inde par GEREFFI et WADHWA. Cette étude a indiqué que les Etats-Unis ont encore un avantage compétitif car ils ont plus d'ingénieurs dynamiques par millions d'habitants : le chiffre est de 500 en Chine, 200 en Inde contre 4500 aux Etats-Unis (en 2004 il y avait 112000 ingénieurs en Inde, 352000 en Chine et 137000 aux Etats-Unis).

Donc, les BRIC ne sont pas similaires en matière de qualification de la main d'œuvre, mais ils travaillent tous pour améliorer le niveau d'instruction de la population d'âge actif, un facteur très important pour réaliser l'émergence économique.

Conclusion du premier chapitre :

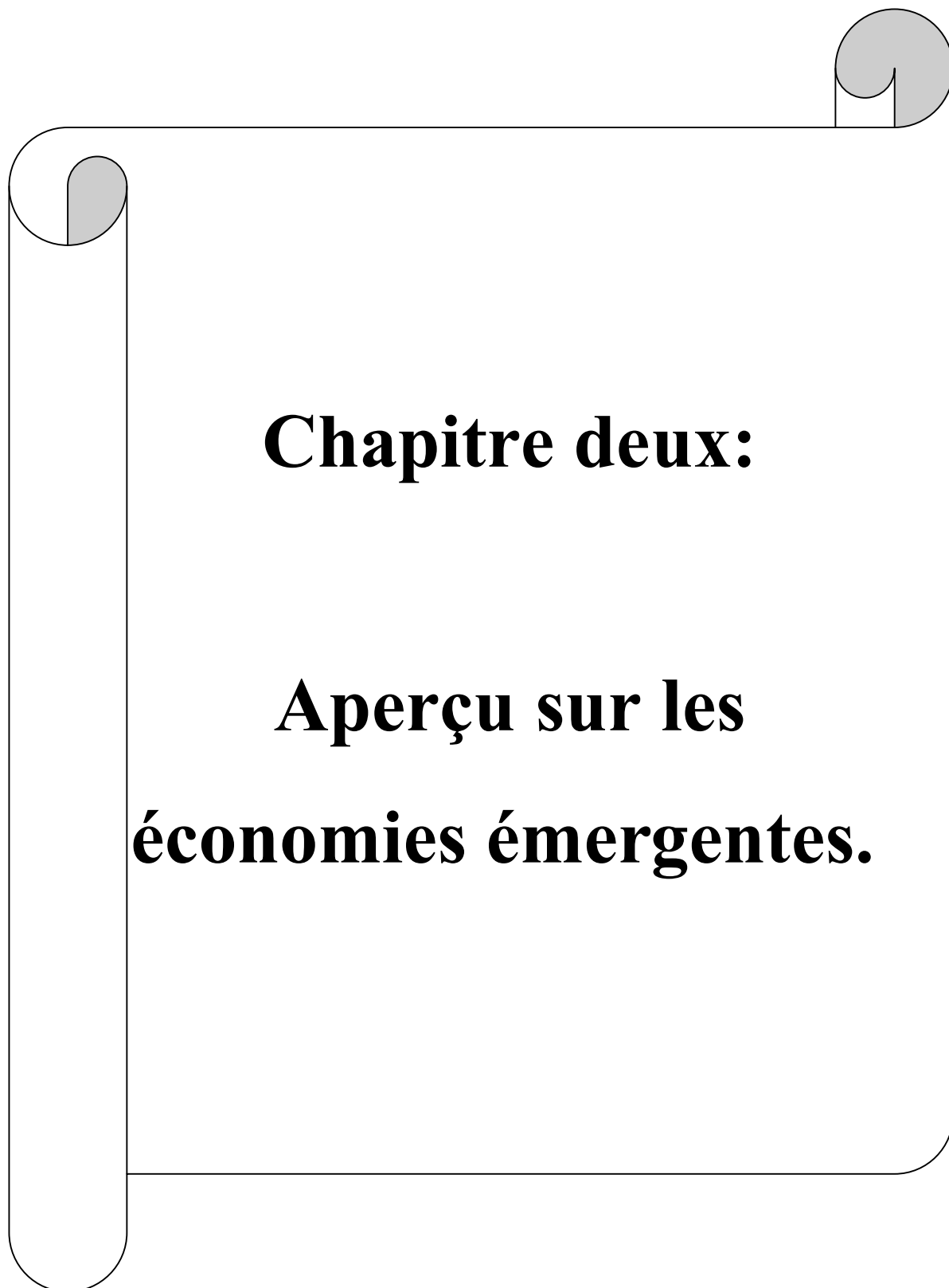
Le terme BRIC est un concept innové par un économiste Jim O'Nill d'une banque d'investissement (Goldman Sachs) pour orienter ses clients vers les pays attractifs de l'investissement, et ce avant d'être utilisé fréquemment par les politiciens et les économistes.

De la lecture des caractéristiques géopolitiques des BRIC, on conclut que leurs régimes politiques sont différents, ce qui pose un point d'interrogation sur la possibilité d'instaurer des mécanismes de coopération entre eux, sachant que le degré de gouvernance reste inférieur à celui souhaité par communauté internationale.

Par ailleurs, les pays de BRIC sont des grands producteurs et exportateurs des matières premières et de l'énergie malgré la différence entre eux dans la production de chaque matière, ce qui leur aide à mettre en place tous les programmes et politiques de développement.

Et c'est la même situation pour le facteur humain ou la population de ces quatre pays dépasse 40% de la population mondiale et dont la majorité est active. Cependant, la qualification de la main d'œuvre se varie entre eux avec une supériorité historique pour la Russie et une progression pour les autres pays.

Différents politiquement, riches en matière premières et forts démographiquement, mais a ce que ces pays suivent la même trajectoire de l'émergence économique ?



Chapitre deux:

**Aperçu sur les
économies émergentes.**

Chapitre deux: Aperçu sur les économies émergentes.

Les pays de BRIC ne sont pas les seuls pays émergents, ou il existe des économies émergentes avant et après l'émergence économique des BRIC et dont chacune a ses particularités.

Ce qui nous pousse, d'une part, d'étudier d'une manière générale la définition, l'apparition et l'influence des économies émergentes sur la scène internationale, et d'autre part, d'exposer la trajectoire ou les trajectoires d'émergence, tout en analysant la situation économiques de ces pays lors des crises économiques et leurs réactions.

Section une : la définition des économies émergentes.

Avant de définir ou bien avant d'exposer les essais de définir les économies émergentes, on va parler des différentes catégories des économies du monde et les critères de cette classification.

Sous section une : classement des pays :

Les organisations internationales et d'autres comme les banques d'affaires donnent chaque année des classements des pays dans des groupes afin de permettre de comprendre leurs actions, ce qui présente un indicateur pour les investisseurs en vue de placer leurs capitaux dans des projets dans tel ou tel pays.

Dans ce cadre la Banque Mondiale classe les pays membres selon trois critères à savoir :

Paragraphe un : classement des pays selon le PIB par habitant :

Le PIB par habitant est un outil de distinction entre les pays à faible, moyen et haut revenu. Le dernier classement se fait sur la base de la valeur du PIB par habitant enregistré en 2008 et ce comme suit ¹⁷.

¹⁷Voir P. Rigaud, les BRIC Brésil, Russie, Inde, Chine : puissances émergentes, Bréal, 2010, page 12. Ainsi que le site de la Banque Mondiale

- **Les pays à faible revenu** : dans lesquels le PIB par habitant est égal ou inférieur à 975 dollars ;
- **Les pays à revenu intermédiaire** : qui enregistrent un PIB par habitant entre 975 et 11905 dollars ;
- **Les pays à haut revenu** : le PIB par habitant est supérieur à 11905 dollars.

Le PIB par habitant est un indicateur de bien-être social et économique car l'augmentation de sa valeur a un impact positif sur la situation des services publics de base comme la couverture sanitaire et sociale, le taux d'enseignement des enfants, la qualité des infrastructures parce que le financement de ces services s'est augmenté, et d'une manière générale, l'augmentation du PIB par habitant signifie l'augmentation de l'indice de l'espérance de vie.

Sur la base de ce qui précède, les économistes utilisent l'expression « pays en développement » pour les pays ayant un revenu faible ou intermédiaire qui se distinguent des pays industriels ou pays à revenu élevé, et ce à cause de la difficulté d'octroi par la population des services et des biens nécessaires et du faible niveau de vie.

Paragraphe deux : Classement des pays selon la catégorie des prêts :

Cet indicateur permet de distinguer entre les pays qui ont des bonnes capacités d'emprunt et ceux qui n'ont pas.

Dans ce stade, les pays ayant un revenu faible et une faible capacité d'emprunt peuvent bénéficier des crédits de l'Association Internationale de Développement IDA, ces crédits sont assortis de conditions favorables (sans intérêt, octroi d'une partie du crédit comme un don). D'autre côté, les pays ayant une capacité d'emprunt sont éligibles aux prêts de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement BIRD.

Les pays à financement mixte ont la capacité de bénéficier des crédits d'IDA à cause de leur faible revenu et ceux de la BIRD grâce à leurs capacités élevées d'emprunt¹⁸.

¹⁸En 2008 les pays bénéficiant des crédits de l'IDA sont 63, les pays bénéficiant des crédits de BIRD sont 64, les pays bénéficiant du financement mixte sont 15.

Paragraphe trois : Classement des pays selon la localisation géographique :

Selon le continent dans lequel se situe le pays. A titre d'exemple, les pays africains sont considérés comme des pays pauvres et les pays européens comme des pays développés.

Ces classements présentent un indicateur pour appliquer telle ou telle politique économique avec ce pays, ou l'appartenance à une catégorie de pays peut ouvrir à ce pays des avantages comme :

- Conditions privilégiées pour accéder aux marchés des autres pays ;
- Crédits sans intérêt ou intérêt bonifié ;
- Octroi des avantages des organisations internationales comme l'OMC.

Sous section deux : Définition du concept des économies émergentes :

Malgré l'utilisation fréquente de l'expression des économies émergentes, les économistes et les organisations internationales n'arrivent pas à donner une définition unifiée et officielle de ce concept, notamment avec la multiplication des appellations comme les pays émergents, les marchés émergents, les zones émergentes...

Paragraphe un : L'origine de cette notion :

La notion des économies émergentes a été utilisée pour la première fois par l'économiste de la banque mondiale Antoine W Van Agtmael qui a indiqué qu'il existe des pays en développement possédant des conditions économiques et politiques pouvant être prises en considération par les firmes multinationales lors de la prise de localisation de leurs projets d'investissement à l'étranger, c'est-à-dire, il existe des pays du tiers monde en phase de développement avancé.¹⁹

Ces pays ont des marchés appelés, par AGTMAEL, émergents et les multinationales d'origine occidentale doivent les exploiter. Donc, la notion de l'émergence a été utilisée dans le premier temps pour distinguer certains pays en développement qui ont des marchés attractifs.

¹⁹ Voir F. Lafargue, des économies émergentes aux puissances émergentes, Questions Internationales n° 51, 2011, page 101.

Néanmoins, la notion des pays émergents ne correspond à aucune définition économique précise, leur liste varie selon les auteurs qui se risquent à les désigner. Dans les années 1980, le développement des quatre dragons asiatiques (Corée du Sud, Taiwan, Hong Kong et Singapour) les avait fait accéder directement au rang des nouveaux pays industrialisés car le revenu moyen par habitant y avait rejoint celui des pays riches. Par ailleurs, les cas de la Chine, de l'Inde et du Brésil sont différents ou le nombre important de la population pauvre rurale empêche ces pays de rejoindre les pays développés en matière du PIB par habitant malgré sa progression.²⁰

Paragraphe deux : essais de définition des économies émergentes :

En absence d'une définition officielle des économies émergentes, on expose les définitions présentées par certains économistes :

Définition donnée par Pascal RIGAUD :

Les économies émergentes sont les pays qui connaissent, sur le moyen terme, une forte croissance économique et une transformation dans le mode de financement à leur développement. Ainsi le qualitatif émergent renvoie à la fois l'univers de la finance et celui de l'économie réelle²¹.

Définition donnée par Jean COUSSY :

On qualifie d'émergents les pays qui possèdent trois caractères :

- 1- Ce sont les pays venus tardivement au développement ;
- 2- Ils enregistrent des taux de croissance élevés (de l'ordre de 10%) sans que leur décollage ne permet d'affirmer qu'ils rejoindront les pays développés ;
- 3- Leur croissance met en question, voire menace la situation économique des pays développés.²²

²⁰ Voir A. Reverchon et Adrien de Tricornot, *Pays émergents : après la Chine, l'Inde et le Brésil, à qui le tour ? Problèmes Economiques n° 2993, 2010, page 29.*

²¹ Voir P. Rigaud, *les BRIC Brésil, Russie, Inde, Chine : puissances émergentes, Bréal, 2010, page 15.*

²² Voir C. Jaffrelot et Autres, *l'enjeu mondial : les pays émergents, l'EXPRESS, 2008, page 69.*

Définition donnée par Julien VERCUEIL :

Les économies émergentes sont celles qui ont trois caractères, à savoir :

- a- Un revenu par habitant situé entre ceux des pays en développement et des pays avancés : entre 10% et 70% de la moyenne de l'OCDE ;
- b- Une série de réformes structurelles ayant contribué à les insérer de manière nouvelle dans l'économie mondiale, ces économies échangent de plus en plus avec le reste du monde et bénéficient d'implantations industrielles et de services de la part des firmes multinationales d'origine occidentale ;
- c- Un potentiel de croissance important, compte tenu de l'écart qui les sépare encore des niveaux de vie des pays avancés.

D'une manière générale, l'expression « économies émergentes » est une notion qui s'est apparue dans le début des années 1980 visant à décrire les économies qui connaissent une forte croissance de leurs PIB (souvent à deux chiffres) mais le PIB par habitant reste toujours inférieur à celui enregistré dans les pays développés. Ces économies partagent aussi d'autres caractères comme l'adoption des séries de réformes structurelles dont l'axe est d'augmenter sa performance et sa compétitivité en vue de s'insérer dans l'économie mondiale.

Sous section trois : l'apparition et la progression des économies émergentes.

Le phénomène des économies émergentes a été apparu et pris en extension au début des années 1990. Les pays de ces économies ont adopté avant un système basé sur la doctrine socialiste, mais le non performance et l'absence d'efficacité du système socialiste, la volonté d'être développés ont poussé ces pays à adopter une série des réformes structurelles fondées sur la libéralisation de l'économie.

La naissance des économies émergentes a été accompagnée par des événements qui ont bouleversé la balance des forces dans le monde telles que la chute du pôle socialiste, URSS, les mutations économiques dans les pays ex-socialistes vers l'adoption du système libéral qui permet aux pays occidentaux de se dominer sur la scène économique et politique internationale.

Cette naissance des économies émergentes s'est faite (Selon l'économiste français Jérôme SGAR) avec la mise en place du programme de 1989, un programme qui se base sur trois (03) facteurs, à savoir ²³:

- 1- Les économies émergentes sont l'une des conséquences de mutation économique de certaines économies en voie de développement vers le courant libéral dans les années 1980, notamment avec la mise en place de la politique de l'ajustement structural dans certain pays.²⁴

Cette politique a constitué le cœur du processus de Washington qui prône à : l'ouverture commerciale, la privatisation, déréglementation des marchés, libéralisation du système bancaire, flexibilité du marché du travail ;

- 2- L'initiative de Brady qui stipule la réduction des dettes exigées sur les pays ayant un revenu intermédiaire (constituant les économies émergentes en avenir). Cette politique a réussi de consolider les réformes et de réaliser la croissance de ces pays,
- 3- D'autre part, le plan de Brady a permis de redessiner les flux des capitaux nord sud, une fois la valeur de ces crédits est réduite, les anciens crédits ont été changés contre des obligations en dollars, ce qui donne la confiance à investir.

Section deux: Les trajectoires de l'émergence :

Les trajectoires d'émergence signifient le processus par lequel passe chaque économie en voie de développement pour devenir une économie émergente.

Sous-section une : Les tigres et les dragons asiatiques :

L'expression des quatre tigres a été annoncée pour la première fois sur quatre pays qui se sont inspirés de l'exemple japonais du développement, il s'agit de : la Corée du Sud, Hong Kong, Singapour et Taiwan qui présentent les premières économies émergentes dans le monde au début des années 1980 suivis par les pays dits quatre dragons qui sont aussi des quatre pays du Sud Est Asiatiques, venant

²³ Voir C. Jaffrelet et Autres, l'enjeu mondial : les pays émergents, l'EXPRESS, 2008, page 42 et 43.

²⁴ Un ajustement structurel (ou réforme structurelle) désigne une mesure de politique économique dont le but est d'améliorer de manière durable le fonctionnement d'un secteur de l'économie ou d'économie entière d'un pays. Elle résulte souvent d'une évolution spontanée des facteurs économiques qui en ont dégradé la situation.

tardivement par rapport aux quatre tigres, il s'agit de : l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande.

L'ensemble de ces pays ont adopté des stratégies d'émergence presque communes, à savoir :

- L'encouragement de l'industrie ;
- La promotion des exportations ;
- L'insertion dans l'économie mondiale sans respecter la logique des avantages comparatifs stipulant la spécialisation dans la production des marchandises dont le coût est inférieur.

Dans ce cadre, ces pays ont travaillé en vue de créer des industries naissantes et les protéger. Cette protection s'est effectuée par la subvention des industries des marchandises destinées à l'exportation, ainsi que de profiter des aides extérieures pour réaliser les réformes agraires qui sont en grande partie l'origine du décollage.

L'arrivée de ces pays au rang des pays développés s'est accompagnée par les mesures prises par leurs gouvernements en différentes phases dont on peut classer en 03 phases :²⁵

Phase une : (1945-1955)

Cette phase avait pour but de mettre en place les conditions politiques et institutionnelles adéquates pour la stabilisation de leurs économies et sociétés par le biais de la mise en place d'un cadre juridique cohérent notamment avec les conflits sur leurs territoires. En ce qui concerne leurs relations avec le reste du monde, les systèmes de la Corée du Sud et du Taiwan restent fermés. Pour les relations commerciales, ils ont exporté généralement des produits traditionnels basés sur les ressources naturelles du pays : les conserves alimentaires pour Taiwan et les produits du bois pour la Corée du Sud tandis que le Singapour et Hong Kong ont tiré leur substance des activités liées à leurs possessions des grands ports.

²⁵Voir J. Vercueil, *les pays émergents*, Bréal, 2010, page 71.

Phase deux: (1955-1970).

Les politiques de l'industrialisation dans ces pays n'ont pas été effectuées simultanément, c'était Hong Kong qui a accomplie avant les autres pays la stabilité institutionnelle et ce dans la deuxième moitié des années 1950, suivi par la Corée du Sud et Taiwan qui ont donné la priorité à l'industrie du textile. Une phase qui s'est caractérisée par la dominance des autorités publiques qui ont joué un rôle important dans la planification et financement des activités économiques y compris Hong Kong pourtant connu par son libéralisme mais c'était le conseil exécutif qui comporte le gouverneur et les représentants du patronat qui a déterminé en réalité les orientations économiques.

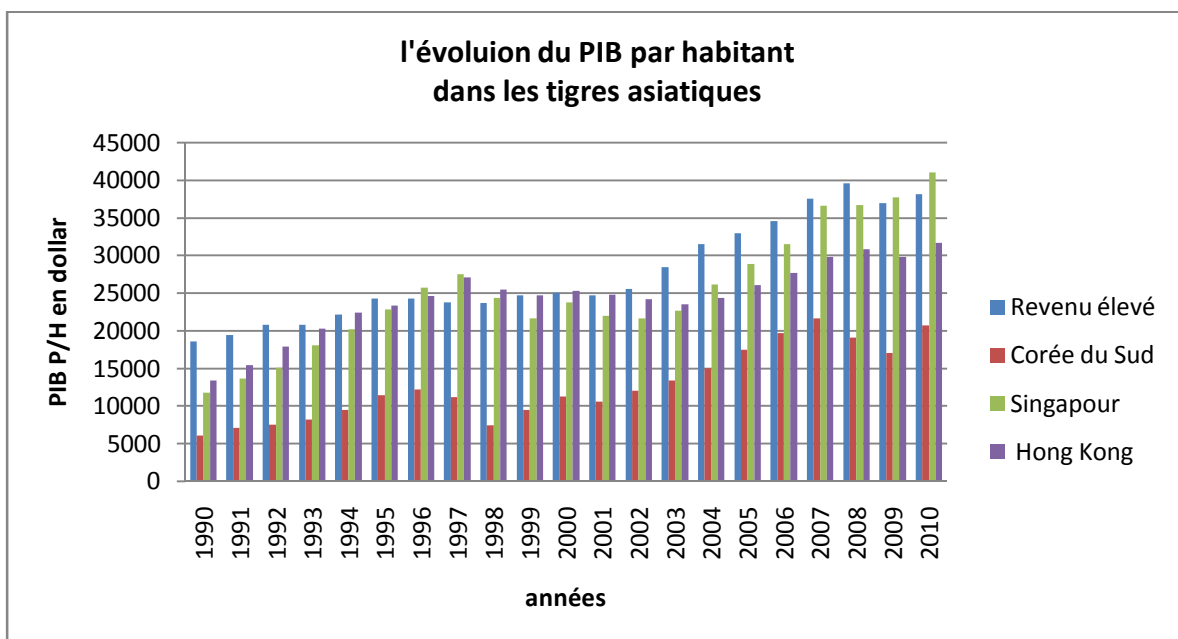
Phase trois : après 1970

Ces quatre pays ont mené programmes portant sur la modernisation de leurs tissus productifs en basant sur l'adoption de la sous-traitance pour l'industrie du textile des pays avancés, une politique qui a été motivée par :

- La défaillance des sociétés américaines du textile devant celles japonaises dans les marchés de ces quatre pays qualifiés grands ;
- La diminution des couts de la main d'œuvre ;
- La diminution des couts de transport international, un facteur permettant de concurrencer les sociétés des pays avancés ;
- Absence des obstacles envers l'importation des produits du textile.

En exploitant ces facteurs, ces pays ont procédé à l'utilisation de l'attractivité fiscale notamment par la mis en place des zones libres.

Ces politiques économiques ont permis aux quatre dragons et quatre tigres de réaliser des taux de croissance considérables et une augmentation continue du revenu individuel comme l'indiquent les graphes suivants :



Source : Banque Mondiale 2012

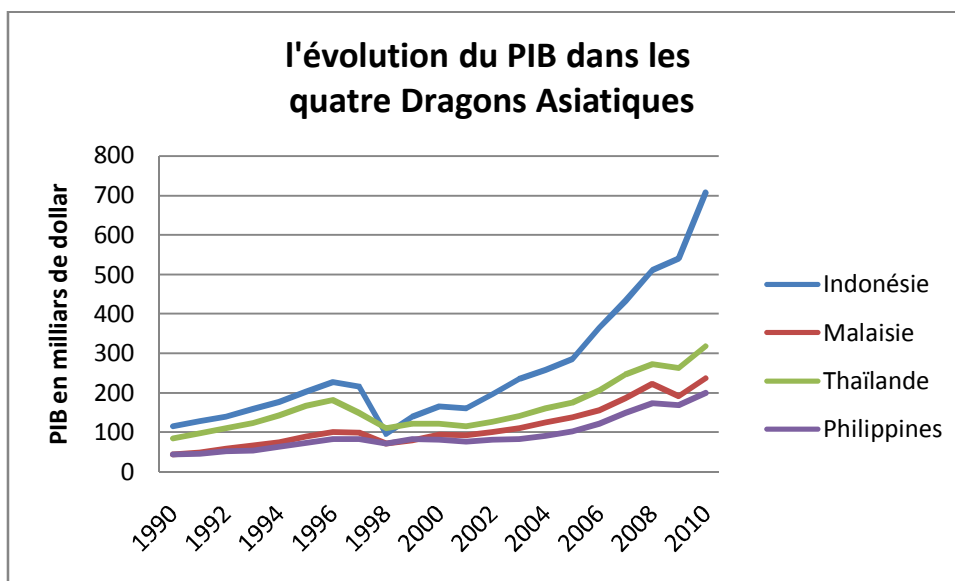
Le PIB par habitant dans les tigres asiatiques ne cesse d'augmenter dans les deux dernières décennies à l'exception de deux périodes : 1997-1999 et 2007-2009 aux causes des effets négatifs de la crise financière sud asiatique et la crise économique mondiale respectivement.

Le niveau de vie est multiplié par :

- 3,37 dans la Corée du Sud mais il reste loin de celui des pays développés à cause du nombre important de sa population ;
- 3,47 dans le Singapour en dépassant 40.000 dollars pour chaque personne et celui des pays ayant un revenu élevé ;
- 2,35 pour Hong Kong mais il reste inférieur à celui des pays développés dont le PIB par habitant s'est doublé.

Donc et d'une manière générale, les tigres asiatiques rejoignent les pays développés en ce qui concerne le PIB par habitant qui constitue un outil pour mesurer le bien être de la population (signe d'émergence économique).

Par ailleurs, on va étudier l'évolution des économies des quatre dragons par le biais de la variation de leurs PIB suivant le graphe ci-après :



Source : Banque Mondiale 2012

On observe que le PIB des quatre dragons enregistre une progression continue depuis 1990, mais cette progression se diffère entre eux : avec une augmentation considérable pour l'Indonésie ou son revenu s'est multiplié presque par six dans vingt ans pour atteindre 706 milliards de dollars en 2010. Pour Malaisie, Thaïlande et Philippines leurs PIB se sont multipliés respectivement par 5, 3 et 4 mais leurs niveaux restent entre 200 et 300 milliards de dollars (loin de l'Indonésie).

Malgré la différence de croissance entre les quatre dragons, ils possèdent une signe de l'émergence économique (forte augmentation continue du PIB)

Sous-section deux_ : Autres trajectoires d'émergence

L'émergence des quatre dragons et quatre tigres asiatiques reste la plus connue dans l'économie mondiale. Cependant, il existe d'autres trajectoires d'émergence des économies des cinq continents, à savoir :

Paragraphe un : L'expérience sino-indienne :

L'Inde et la Chine ne sont pas les premiers pays émergents mais ils sont devenus les plus importants, les plus influents entre eux. Ces deux pays se sont caractérisés par le grand nombre de leurs populations qui présentent généralement un obstacle pour le décollage économique, ainsi que la faiblesse du revenu par habitant, la faiblesse du PIB et de la formation du capital. L'expérience de ces pays sera développée ultérieurement.

Paragraphe deux_ : Trajectoire d'émergence dans les pays miniers et pétroliers :

Les économies des pays pétroliers et miniers sont des économies de rente affectées souvent par la malédiction des ressources, la corruption et la fuite des capitaux, ce qui empêche de réaliser le développement économique.

Néanmoins, il existe certaines expériences qui éclairent que les pays rentiers peuvent devenir des pays émergents, tels que les pays sud-asiatiques qui possèdent des ressources agricoles très considérables²⁶.

Aussi, des pays producteurs du pétrole et d'autres matières premières ont été classés parmi les pays émergents comme la Russie.

La hausse des prix du pétrole et des matières premières présente un outil pour l'émergence économique. En effet, certains pays émergents exploitent la rente des exportations pour assurer un meilleur financement des programmes de sortie de sous-développement.

Les pays ayant des économies de rente ont appris des pays émergents et copient désormais leurs stratégies d'expansion internationale, c'est le cas pour les pays du Moyen Orient et la Russie qui se développent à un système accéléré des placements financiers et immobiliers dans les pays développés et participent aux fusions et acquisitions des entreprises.

Par ailleurs, la plupart des économistes s'accordent à dire que le revenu élevé issu des exportations des matières premières et des hydrocarbures ne font pas partie du groupe des économies émergentes que si ce revenu est utilisé pour diversifier leur appareil de production et s'affranchir de la dépendance à ces exportations primaires, car l'émergence économique est un processus long qui ne se varie que si ces caractéristiques structurelles créent un effet durable et continu, au-delà des soubresauts conjoncturels.²⁷

²⁶Voir J. R. Caponnière, *la Prue et le Riz ; croissance dans le sud asiatique*, Paris, Armand Colin, 1985)

²⁷ Voir A.Reverchon et Adrien de Tricornot, *Pays émergents : après la Chine, l'Inde et le Brésil, à qui le tour ? Problèmes Economiques n° 2993, 2010, page 30.*

Paragraphe trois : Trajectoires d'émergence dans les pays africains :

L'appellation des économies émergentes a gagné tous les continents y compris l'Afrique ou certains pays ont des facteurs favorables pour sortir de sous-développement, parmi lesquels on cite :

- La stabilité politique et la diminution des conflits militaires ;
- L'existence d'un grand potentiel des ressources naturelles et démographiques ;
- L'accroissement des aides étrangères vers les pays africains qui se sont élevées à 44 milliards de dollars en 2008 ;
- Les initiatives régionales pour le développement sous l'égide de l'Union Africaine comme le NEPAD.

Ces facteurs et d'autres ont permis aux gouvernements africains d'adopter des politiques économiques axées sur :

- l'investissement dans les infrastructures ;
- l'investissement dans le capital humain ;
- la transformation de l'agriculture et le développement de l'économie rurale ;
- la promotion de l'innovation et du transfert des technologies aux fins de la transformation structurelle et d'une plus grande valeur ajoutée.

La plus grande économie émergente dans l'Afrique est l'Afrique du Sud qui possède des signes d'émergence économique et qui fait partie du groupe de BRICS, elle dispose des points de forces permettant à son économie d'émerger, il s'agit de ²⁸:

- 1- la stabilité politique, bonne gouvernance et le système judiciaire de gestion des finances publiques ou un engagement en faveur de la bonne gouvernance constitue l'une des priorités de l'Afrique du Sud depuis la fin du régime de l'Apartheid en 1994. Elle est dotée d'une législation respectée qui garantit la transparence dans la gestion financière ;
- 2- Croissance économique robuste : depuis 1999, le PIB de l'Afrique du Sud garde son augmentation ;
- 3- La mise en place des politiques économiques judicieuses, transparentes et prévisibles visant à maintenir à un faible niveau le déficit budgétaire et la dette publique.

²⁸ Voir République d'Afrique du Sud, Document de stratégie pays axé sur les résultats de 2002-2008, Banque Africaine de développement, février 2008, page 10.

Le niveau du PIB de l’Afrique du Sud s’est triplé en dix ans en passant de 132 milliards de dollars en 2000 à 363 milliards de dollars en 2010 avec une petite diminution entre 2008 et 2009 à cause des effets négatifs de la crise économique.

Le PIB global et le PIB par habitant dans l’Afrique du Sud

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005
PIB	132,877648	118,478979	111,100828	168,219302	219,092937	247,06431
PIB P/H	3019,94655	2638,15788	2439,99111	3647,70362	4695,03938	5234,58314
Année	2006	2007	2008	2009	2010	/
PIB	261,007039	286,169134	275,278722	282,754441	363,703903	/
PIB P/H	5468,29806	5930,07153	5641,76414	5733,04098	7275,34396	/

Source : Banque Mondiale 2012

Le PIB par habitant dans l’Afrique du Sud reste dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire (entre 975 et 11905 dollars) mais ne cesse d’augmenter dans la dernière décennie.

Donc l’Afrique du Sud a deux signes des économies émergentes (augmentation forte et continue du PIB et revenu individuel moyen et en progression).

Section trois : influence des économies émergentes.

L’influence des économies émergentes dans le monde peut être reflétée par leur poids dans les organisations économiques et politiques internationales et leurs participations comme des acteurs dans la coopération internationale.

Sous section une : l’influence des économies émergentes dans les Organisations mondiales (ONU et OMC).

Les organisations internationales sont différentes dans les domaines d’intervention, mais les plus importants en ce qui concerne la balance des forces sont celles politiques et économiques.

Paragraphe un : Influence des pays émergents au sein de l’ONU :

L’Organisation internationale des Nations Unies a été fondée en 1945, après la Seconde Guerre mondiale, par 51 pays déterminés à maintenir la paix et la sécurité internationale, à développer des relations amicales entre les nations, à

promouvoir le progrès social, à instaurer de meilleures conditions de vie et à accroître le respect des droits de l'homme²⁹.

Malgré les objectifs nobles souhaités par la création de l'ONU, elle reste toujours comme un outil d'influence par les grandes puissances politiques du monde notamment les membres permanents du Conseil de Sécurité.

Le nombre ne fait pas tout. La majorité des pays émergents sont nouvellement indépendants, ils ont essayé tout d'abord de s'organiser dans des groupes régionaux pour chaque continent (Europe Orientale, Etats de l'Amérique Latine, les Etats Africains, les Etats de l'Asie) pour le besoin de la répartition des postes des différents organes de l'ONU. Aussi, ces pays s'étaient organisés sous des groupes des intérêts comme le groupe des non-alignés et le groupe de G77³⁰ des pays en développement et il est à l'origine pour mettre en œuvre des solutions des problèmes de nature économique.

Ces groupes qui s'étaient institutionnalisés ultérieurement (Union Africaine, Mercosur, Asean...) ont visé d'avoir un poids dans l'Assemblée Générale et de défendre leurs droits qui font l'objet des décisions de cette structure.

Néanmoins, les décisions importantes sont prises au niveau du Conseil de Sécurité qui reste toujours fermé pour les pays émergents dont la position se diffère, mais ils travaillent tous pour améliorer leurs positions au sein de cette organisation par le biais de :

- L'influence au sein du Conseil de Sécurité ;
- L'exigence de la réforme du Conseil de Sécurité ;
- La participation à la sauvegarde de la paix.

Influence des pays émergents au sein du Conseil de Sécurité :

Au sein de cette structure, il existe deux catégories des pays émergents :

- Deux pays émergents permanents : la Chine et la Russie ;
- Des pays non permanents.

²⁹ Voir le site de l'ONU www.un.org.fr.

³⁰G77 est un groupe créé en octobre 1967 par la Charte d'Alger, et il comprend en réalité 130 membres dont le président est élu tous les ans par rotation géographique (Asie, Afrique, Amérique Latine).

La première catégorie joue un rôle clé dans le conseil de sécurité grâce au droit de Vêto qui est utilisé souvent comme un outil de menace dans les dossiers importants.

Dans ce cadre, la Chine utilise ou menace d'utiliser son droit de veto à chaque fois d'un dossier touchant de près ou de loin la question de Taiwan et la reconnaissance de ce pays par les Etats. À titre d'exemple, elle n'a pas hésité d'utiliser le droit de Vêto contre une résolution prorogeant le mandat de la Force de Déploiement Préventif des Nations Unies dans l'ex-République Yougoslave de Macédoine après que cette dernière a reconnu Taiwan et ce malgré l'efficacité de l'action préventive de cette force.

D'autre part, elle a menacé d'utiliser son droit de Vêto contre le maintien de la mission de stabilisation des nations unies dans Haïti à cause du souhait des autorités nouvellement élues de ce pays de reconnaître Taiwan³¹.

Pour la Russie, elle utilise son droit de Vêto dans plusieurs dossiers malgré qu'ils ne touchent ni de près ni de loin ses intérêts telle que l'affaire de Kosovo, toute situation interne d'un Etat (Cachemire, Zimbabwe, Corée du Nord, Soudan, Darfour, Série) pour prouver sa force contre tout projet de résolution proposé par les Etats-Unis. Le 12 janvier 2007, la Chine et la Russie ont apposé leur veto à un projet de résolution américaine concernant la situation en Birmanie ainsi que le refus de ces deux pays d'adopter un arrêt international stipulant des sanctions sur la Syrie.

Pour les membres non permanents, les pays émergents membres du Conseil de Sécurité n'ont pas un rôle décisif, mais ils refusent de petit à petit d'être la simple chambre d'enregistrement des textes préalablement négociés entre les membres permanents. Et afin d'avoir une voie équivalente à un veto collectif, ils ont constitué parfois une union pondérant la décision du Conseil de Sécurité. C'est le cas lors de la crise irakienne ou le Mexique a constitué une union avec d'autres pays (Chili, Pakistan, Guinée, Cameroun et Angola) pour pondérer le refus de la Russie, la France et la Chine contre une résolution stipulant l'autorisation de l'intervention anglo-américaine en Iraq.

³¹Voir C. Jaffrelot et Autres, *l'enjeu mondial : les pays émergents*, L'EXPRESS, 2008, page 263.

Cependant, le poids des pays émergents reste toujours insignifiant dans le Conseil de Sécurité, ce qui a fait apparaître la question de la réforme à ces pays et d'autres.

Exigence de la réforme du conseil de sécurité :

Devant l'admission progressive des autres pays dans l'ONU, la question de la réforme du Conseil de Sécurité est devenue de plus en plus une exigence des pays non membres permanents qui revendiquent son élargissement. A cet effet, les pays émergents augmentent ses revendications pour frapper la porte du Conseil de Sécurité en les justifiant par :³²

- Seulement 8% des 192 pays dans l'ONU sont membres dans le Conseil de Sécurité (permanents ou non) ;
- L'absence des pays africains, une absence qualifiée comme une injustice historique faite à l'Afrique ;
- L'absence des pays de l'Amérique Latine malgré l'existence des grands pays tel que le Brésil ;
- L'absence des importants contributeurs financiers (l'Allemagne et le Japon) et militaires (Pakistan, Bengladesh et l'Inde).

Ces raisons et d'autres comme le changement de la balance des puissances économiques relancent des discussions sur le processus d'élargissement du Conseil de Sécurité et qui se résument comme suit :

Les revendications du G4, un groupe qui comporte le Brésil, l'Inde, l'Allemagne et le Japon, les pays considérés comme les plus légitimes pour accéder au Conseil de Sécurité. Ces revendications sont opposées par d'autres pays connus sous le nom « Unis pour le consensus » (Italie, Pakistan, Mexique, l'Argentine, l'Espagne, la Corée du Sud, la Nouvelle Zélande et le Suède) qui privilégient une simple augmentation des nombre non permanents. Enfin, il existe un S5 « Small Five » (la Suisse, Lichtenstein, la Jordanie, Singapour et Costa Rica) qui demande seulement l'amélioration des méthodes de travail du Conseil de Sécurité.

³²Voir C. Jaffrelot et Autres, l'enjeu mondial : les pays émergents, l'EXPRESS, 2008, page 269.

Le débat sur l'élargissement du Conseil de Sécurité a été refusé catégoriquement par la Chine (qualifié comme un pays émergent). La Chine argue son refus de l'adhésion du Japon au Conseil de Sécurité entant que membre permanent par le motif que le siège japonaise va devenir un siège américain renforçant la politique américaine au niveau international. La position chinoise envers l'accès de l'Inde au Conseil de Sécurité reste ambiguë, et ce le cas dans l'Amérique Latine ou l'Argentine et le Mexique sont contre la tentative du Brésil d'être un membre permanent dans le Conseil de sécurité pour garder l'équilibre de la balance des Forces dans cette région.

Participation à la sauvegarde de la paix :

Les pays émergents ne sont pas les principaux décideurs au sein des Nations Unies, et ils ne présentent des grands contributeurs financiers, mais ils présentent la grande source de militaires des différentes opérations de l'ONU. En effet, les plus grands contributeurs de troupes sont le Pakistan, avec 10.600 policiers et militaires, Bangladesh avec 9.000, l'Inde avec 8.800, et au regard des besoins des nouvelles opérations du maintien de la paix (Minuad au Darfour, le Monuc au Congo, Haïti, Sud de Liban), les pays émergents sont devenus les piliers du maintien de la paix mondiale³³.

Cette position pousse les pays émergents de revendiquer d'être consultés et écoutés : depuis les années 2000, des réunions des contributeurs de troupes militaires sont ainsi régulièrement organisées par le Conseil de Sécurité et par le Secrétariat avant la prorogation du mandat des opérations auxquelles ils participent et ce dans le cadre du comité Spécial pour les opérations de maintien de la paix onusienne(C34)

Les raisons de la surreprésentation des pays émergents dans les casques bleus sont multiples :

- 1- Désintérêt des pays occidentaux ;
- 2- Le remboursement des troupes onusiennes qui offre aux émergents le moyen de contribuer au financement de leur armée ;
- 3- Rechercher de nouveaux arguments en faveur d'un nouveau siège de membre permanent ;

³³Voir C. Jaffrelot et Autres, l'enjeu mondial : les pays émergents, l'EXPRESS, 2008, page 265.

- 4- Affirmation de leur rôle de puissances régionales ;
- 5- La présence dans des zones ayant des sources économiques et énergétiques considérables.

Pour les membres permanents, la Chine et la Russie ont décidé de s'impliquer de plus en plus dans les opérations de maintien de la paix avec une participation de 1900 hommes pour la Chine et 300 hommes déployés pour la Russie.

Paragraphe deux : L'influence des pays émergents dans l'OMC :

L'Organisation Mondiale du Commerce est une organisation internationale qui s'occupe des règles régissant le commerce entre les pays. Au cœur de l'organisation se trouvent les Accords de l'OMC, négociés par la majeure partie des puissances commerciales du monde et ratifiés par leurs parlements. Le but est d'aider les producteurs des marchandises. Elle compte 153 membres en juillet 2008³⁴.

Les pays développés utilisent les règles régissant le commerce international d'une manière leurs permettant de réaliser leurs intérêts, ce qui pousse les pays émergents de chercher de renforcer leur position dans cette organisation.

Faiblesse historique des pays en développement au sein de l'OMC :

Les accords de GATT ont été signés et mis en œuvre en 1948, la signature a été faite par vingt trois pays dont onze en développement et le nombre augmenta jusqu'à atteindre une majorité significative ou chaque pays à une voix. Cependant, cette majorité n'a pas été exploitée par les pays en développement car les décisions sont prises par le consensus et non pas par la majorité.

Cette procédure a placé les pays en voie de développement dans une position de faiblesses à cause de ³⁵ :

- L'absence des moyens chez la moitié des pays les moins avancés d'entretenir une délégation permanente au siège de l'OMC à Genève pour assister aux réunions ;

³⁴ Voir le site de l'OMC www.wto.org.fr

³⁵ Voir C. Jaffrelot et Autres, l'enjeu mondial : les pays émergents, l'EXPRESS, 2008, page 275.

- La crainte des pays en voie de développement de faire une opposition contre les décisions proposées par les pays développés, une opposition pouvant entraîner une des mesures de rétorsion à leurs égards ;
- Les réunions préparatoires se font en petits comité, appelés « réunions de la chambre verte, se tenaient à l'initiative du Directeur Général en absence souvent des P.E.D.

Malgré l'égalité procédurale entre les pays, les résultats et les objectifs restent différents entre eux, car les pays développés ont insisté de programmer seulement les questions reliées au commerce mondial dans les discussions de l'OMC en refusant catégoriquement la programmation des affaires du développement dans le monde, une des principales revendications des pays en développement et ce jusqu'à 1965 avec la création au sein du GATT d'une commission sur le commerce et le développement en ajoutant au texte fondateur une partie (partie 4) sur le commerce et le développement qui stipula officiellement de la non réciprocité pour les pays en développement.

Dans les années 1970, le GATT consentit à l'abandon de la clause de la notion des pays les plus favorisés au profit d'un système des préférences généralisées SPG qui donne aux Etats membres du GATT le droit d'accorder des mesures préférentielles aux pays en développés mais les pays développés ne sont pas obligés d'adhérer au SPG.

Participation des émergents dans l'Uruguay Round :

Les pays développés ont vu à l'Uruguay Round comme une opportunité pour parler de leurs revendications en matière des règles régissant le commerce international en insistant sur la programmation de leurs préoccupation dans les négociations comme les négociations sur le textile et l'agriculture, et le refus de programmer le commerce des services et les droits de propriété dans l'agenda des négociations.

Dans ce stade, un groupe informel a été créé et dominé notamment par l'Argentine, le Brésil, l'Inde, l'Egypte et l'ex-Yougoslavie dans le début de l'Uruguay Round en 1986, ces pays ont mis au point leurs propres propositions pour le nouveau cycle de négociations en refusant de parler du secteur des services

Cette stratégie des blocs a été poursuivie par le groupe des Cairns des exportations agricoles non subventionnées qui se sont réunis en 1986 pour coordonner leurs efforts et confronter les subventions accordées par les gouvernements des Etats-Unis et des pays européens aux agriculteurs locaux, en vue d'encourager leurs compétitivités face aux puissances agricoles traditionnelles (la Chine, l'Inde, Brésil, l'Argentine...), des pays qui sont de plus en plus incapables de faire face à la concurrence des produits européens et américains. Certains pays parmi ceux constituant ce groupe ont exigé de régler les problèmes liés au secteur agricole pour poursuivre les négociations, ce qui a fait suspendre les négociations en 1988 et 1990. Ces exigences n'ont pas empêché les Etats-Unis et la Communauté Européenne de mettre les règles régissant l'agriculture en 1992 dans le cadre de l'accord de Blair House auquel ne participe pas le groupe des Cairns³⁶.

Néanmoins, les pays émergents ont changé leurs stratégies en insistant sur la nécessité d'inclure l'agriculture dans les négociations et en contribuant aux discussions sur le commerce des services (renforcement du cadre multilatéral au lieu d'appeler à l'abrogation du GATT pour des raisons de développement économique).

Les pays émergents à l'Uruguay Round :

Les pays émergents ont poursuivi leur démarche en vue de défendre leurs intérêts. A titre d'exemple, dans la conférence ministérielle de Seattle en 1999, certains pays (de l'Afrique et de l'Amérique Latine) demandent une équité dans le vote sur les décisions de l'OMC en exigeant d'appliquer la règle « un pays, une voix ».

Ensuite, les grands pays émergents se sont intégrés dans le G20 pour renforcer leur position dans l'OMC. Le G20 a mis en place un système de consultation avec les autres pays en développement pour assurer leurs revendications comme la réduction du soutien accordé par les Etats-Unis et l'Union Européenne aux agriculteurs.

³⁶Voir C. Jaffrelot et Autres, l'enjeu mondial : les pays émergents, l'EXPRESS, 2008, pages 276 et 278.

Sous-section deux : Les économies émergentes et la coopération internationale :

La coopération internationale présente tous les mécanismes utilisés par les pays en vue de réaliser le développement économique mais il s'est élargie dans les dernières années à d'autres objectifs tels que la réduction partielle de pauvreté, l'amélioration des conditions d'alphabetisation, la réalisation d'un grand recul des maladies. La réalisation de ces objectifs nécessite un grand financement et la participation de toutes les puissances économiques mondiales, une participation qui deviendra un outil d'influence sur les pays bénéficiaires. Cet avantage pousse certains pays émergents de s'intégrer dans le Comité d'Aide au Développement CAD, les institutions multilatérales et les organisations de coopération régionales.

Par ailleurs, il y a certains pays émergents qui bénéficiaient des programmes mis en œuvre dans le cadre de la coopération internationale.

Paragraphe un : Les pays émergents donateurs :

L'existence de certains pays émergents dans le groupe des pays donateurs se réfère aux années 1950, et elle s'est évoluée par le temps jusqu'à le début de ce siècle ou ces pays ont confirmé leur présence dans le cadre de la coopération internationale notamment par la Chine, l'Inde, Brésil et l'Afrique du Sud :

La contribution chinoise :

La stratégie chinoise de la coopération internationale est mise en œuvre depuis les années 1960, néanmoins, ce pays ne se considère pas comme un pays donateur mais il préfère de parler de la coopération Sud-Sud³⁷.

Le calcul des aides chinoises reste difficile à connaître à cause de l'absence des sources fiables. Selon les éditions du China Statical Year book publiées entre 2003 et 2006, le montant de l'aide chinoise s'élève à près d'un milliard de dollar américain dont 45% est destiné à l'Afrique, mais ce chiffre ne reflète pas la réalité des aides

³⁷Voir G. PERROULAZ, C. FIORONI and G. CARBONNIER, évolution et enjeux de la coopération internationale au développement, *Revue Internationale de développement*, p. 149-169 sur le site www.poldev.revues.org

chinois car il existe d'autres modes qu'on peut calculer comme les IDE dans les pays en développement ou l'Afrique reçoit 10% des IDE chinois.

L'objectif de la Chine est de sécuriser son approvisionnement en ressources naturelles, de rallier à sa cause (de Taïwan) un grand nombre des pays membres de l'Assemblée Générale de l'ONU, et d'avoir de nouveaux marchés pour ses exportations.

La politique d'aide chinoise est gérée surtout en Afrique sous le principe gagnant-gagnant dans les accords de coopération. Un principe caractérisé par la puissance d'accès aux sources des matières premières et de l'énergie contre le financement des opérations de développement, une opération qui connaît une grande réussite pour la Chine qui adopte le principe de non ingérence dans les affaires intérieures, contrairement à la Banque Mondiale, les Etats Unis et l'Union Européenne, et elle exige seulement la stabilité politique.

La contribution indienne :

Comme la Chine, l'Inde cherche d'avoir un poids considérable dans la scène internationale par le biais de la coopération internationale. Le premier pas dans ce stade était par le projet appelé INDIAN DEVELOPEMENT INITIATIVE par lequel l'Inde peut financer des projets à l'extérieur ou emprunter sur les marchés des capitaux mais sous condition d'être dépensés en Inde. Donc, l'Inde vise d'attirer les entreprises étrangères de s'installer en Inde (en vue d'encourager la production et le transfert de la technologie) ou d'exporter sa production (encouragement de la consommation).

Par ailleurs, le gouvernement indien a participé dans le cadre de l'initiative de NEPAD par un montant de 200 à 500 millions de dollar dans une ligne de crédit EXIMBANK pour l'Afrique de l'Ouest dans le cadre de son programme TEAM-9 (Techno Economic Approach for African-Indian Mouvement) destiné au transfert de son expertise dans le secteur informatique et la production des médicaments.

La contribution sud-africaine :

La politique sud-africaine s'inscrit dans une politique extérieure générale qui repose sur trois piliers :

- La priorité à l'Afrique ;
- La coopération sud-sud ;
- Le dialogue nord-sud.

Une politique qui se traduit par une contribution annuelle du « South African International Development Agency (Saida) », une agence placée sous l'autorité du ministère des Affaires Etrangères et du Trésor d'une aide comprise entre 0,20 et 0,50 du PNB. Cette aide est accordée aux pays en situation de post conflit et en voie de démocratisation.

L'Afrique du Sud joue aussi un rôle important dans la résolution des conflits dans l'Afrique comme les conflits en Burundi et République Démocratique du Congo.

Paragraphe deux : Les pays émergents bénéficiaires des programmes de coopération :

Les émergents ont besoin de conclure des accords de partenariat stratégique avec les pays développés afin :

- D'assurer le financement à certain projets ;
- De partager les expériences de croissance avec les autres pays ;
- D'assurer le transfert des technologies vers leurs territoires.

Et en vue de réaliser ces objectifs, les gouvernements de ces pays ont travaillé pour attirer les aides des pays développés comme les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne, et Royaume Uni.

L'Allemagne considère que les relations avec certains pays (comme la Chine, le Brésil, l'Inde, l'Afrique du Sud, le Mexique, la Russie et la Turquie) doivent faire objet de partenariat stratégique reposant sur les axes suivants : favoriser le dialogue, construire des réseaux scientifiques et les échanges des compétences. Donc,

la coopération allemande ne considère pas ces pays comme des simples bénéficiaires des programmes d'aides car ils ont des capacités de construire leurs programmes de la réduction de pauvreté. L'aide allemande a été donnée sous forme des prêts à conditions proches à celles appliquées dans les marchés financiers.

Pour les Etats-Unis, l'aide au développement économique est le troisième pilier de sa politique extérieure avec la diplomatie et la défense. Le gouvernement américain a conclu des accords de partenariat stratégique avec les Etats démocratiques, bon gouvernés et qui réalisent les préoccupations de leurs populations³⁸.

Section quatre: les crises économiques dans les pays émergents.

Les économies émergentes ont connu des crises de change et elles ont été affectées par la crise économique mondiale.

Sous section une : les crises de change dans les économies émergentes.

L'émergence économique de certains pays s'est accompagnée par des crises de changes qui sont à l'origine des crises bancaires se transformant, par la suite, en crises de change à cause de la libéralisation financière :³⁹

1- La relation entre la libéralisation financières et les crises bancaires :

Une étude empirique a été effectuée par KAMINSKI et REINHART (1996) sur 20 pays de tous les continents (Asie, Amérique Latine, Europe et Moyen Orient) entre 1970 et le milieu des années quatre vingt dix, et dont les résultats sont les suivants :

- La rareté des crises bancaires dans le moment où les marchés financiers étaient contrôlés par les Etats ;
- A la suite de la libéralisation financière les crises bancaires a fortement augmenté.

Ces résultats ont été confirmés par les études de DEMIRGUC et KUNT DETREGIACHE(1998) qui ont éclairci que la libéralisation financière augmente la probabilité de crises bancaires.

³⁸ Voir C. Jaffrelot et Autres, l'enjeu mondial : les pays émergents, l'EXPRESS, 2008, pages 225 à 229.

³⁹ Voir L. MIOTTI et D. PLION, Libéralisation financière, spéculation et crises bancaires, Revue de CEPII n° 85, 2001, pages 04 à 08

La causalité de la libéralisation financière dans les crises bancaires peut prendre l'un des deux types suivants :

- 1- L'existence d'un processus de paniques bancaires conduisant à la fermeture, fusion ou prise de contrôle par le secteur public ou par d'autres institutions financières (comme la crise en Argentine en 1984 et 1994). Dans ce cas, le problème est un problème des ressources bancaires brutalement asséchées par une défiance des déposants,
- 2- En absence de paniques bancaires, la fermeture ou la fusion d'établissements en difficulté, ainsi que la mise en place de plans de sauvetage des banques sur une grande échelle (Mexique 1992), dans ce cas le problème provient sur les difficultés des actifs bancaires dont la qualité se dégrade au point de compromettre la solvabilité des banques concernées.

2-La relation entre les crises bancaires et les crises de change :

La même étude de KAMINSKI et REINHART (1996) a indiqué que 56% des crises bancaires ont été suivies par des crises de changes dans les trois ans et 24% dans un délai de moins d'une année. Ces crises jumelles ont été expliquées par ce qui suit : la libéralisation financière stimule les entrées des capitaux, cette stimulation résulte l'une des deux conséquences :

- L'accroissement rapide des crédits bancaires et de la masse monétaire favorisant l'inflation et la constitution des bulles spéculatives ;
- Une surévaluation de la monnaie qui freine les exportations et ralentit la croissance, amenant une montée du chômage.

3-Exemple des crises de changes dans les économies émergentes :

Dans les années quatre vingt dix, les pays émergents ont connu plusieurs crises de changes, parmi lesquels on cite :

La crise mexicaine :

Dans le cadre de l'accord de libre échange ALENA, conclu en 1994, les entreprises mexicaines ont bénéficié des prêts dont les primes de risque étaient devenues plus élevées après les crises politiques dans le pays.

Grace à la fixation du taux de change, le peso n'était pas affecté par l'augmentation des primes de risque, mais la diminution des réserves de changes poussait le gouvernement à dévaluer sa monnaie, ce qui donnait lieu à la hausse des taux d'intérêt dans

une période connaissant la venue de l'échéance des dettes et le refus des investisseurs de prêter encore pour les entreprises mexicaines (sortie massives des capitaux).

Cette crise était la cause d'une récession économique et le recul de tous les indicateurs économiques notamment la croissance du PIB et la diminution de la valeur du peso.

L'évolution de certains indicateurs économiques au Mexique

Indicateur	1993	1994	1995	1996	1997	1998
PIB par habitant en dollar	4524,709377	4650,11423	3107,07392	3546,92896	4206,56404	4342,33412
PIB en milliard de dollar	403,1955087	421,725049	286,698252	332,908981	401,480129	421,214803
taux d'inflation (%)	7,522849222	9,98275397	15,6353635	4,31606599	3,78332379	9,5099714
réserves de changes milliard de dollar	25,29870395	6,44139082	17,0455641	19,5269139	28,8524769	31,8631833

Source : Banque Mondiale 2012.

De la lecture des données exposées dans ce tableau, on observe la chute du PIB mexicain une année juste après le début de la crise en passant de 421 milliards de dollars en 1994 à 286 milliards de dollars en 1995 et ce avant la reprise de l'économie mexicaine dès 1996, et c'était la même situation pour le niveau vie ou la PIB par habitant a connu une baisse considérable (diminution de plus de 1500 dollars entre 1994 et 1995) avant la reprise de l'augmentation du niveau du revenu individuel à partir de 1996.

En ce qui concerne les réserves de change, elles ont connu une chute brutale de plus de 19 milliards de dollars en 1994, cette baisse est due à l'utilisation de ces capitaux pour affronter les effets négatifs de la crise économique. Par ailleurs, le taux d'inflation s'est augmenté pour deux ans consécutifs (1994 et 1995) avant d'être maîtrisé par les autorités mexicaines à partir de 1996.

La crise sud asiatique :

La crise de change sud asiatique s'est déclenchée dans la Thaïlande avec la décision des autorités de laisser flotter le bath en vue d'éviter le problème de liquidité qu'a connu l'économie thaïlandaise qui risque le financement des activités économiques.

Cette situation était aux causes suivantes :

- l'augmentation de l'endettement notamment sur le secteur privé et dans des domaines non productifs comme l'immobilier ;

- sortie massive des capitaux devant le paiement des prêts et la hausse des importations ;
- dépréciation du taux de change ;
- la hausse du taux d'intérêt ;
- la faiblesse de la valeur des actifs notamment avec la montée du taux d'inflation.....

Cette crise avait touché ensuite les monnaies et les économies des autres pays sud asiatiques : Malaisie (ringgit), la Corée (won), les Philippines (peso) et l'Indonésie (roupie), et l'augmentation du taux d'inflation comme l'indique le tableau suivant :

Le taux d'inflation dans certains pays émergents sud asiatiques

Pays	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Corée du Sud	6,34931747	7,83518201	7,38714901	5,11904404	4,61687012	5,82172049
Malaisie	3,98637214	3,93740518	3,63348156	3,6807778	3,48194356	8,49871453
Indonésie	8,88010548	7,77637773	9,70327686	8,85359129	12,5713089	75,271284
Philippines	6,83215813	9,9913146	7,55087024	7,66103784	6,22439202	22,381723

Banque Mondiale 2012.

Additivement à la baisse de leurs PIB comme l'on a vu précédemment et dépréciation de leurs monnaies, ces pays ont connu une augmentation considérable des taux d'inflation après la crise financière du sud de l'Asie (1997) notamment pour l'Indonésie qui a enregistré un taux d'inflation de deux chiffres en 1998(75%) et même situation pour les Philippines mais avec moins de gravité (22%).

Donc l'émergence économique provoque des crises financières et économiques, mais les pays émergents ont trouvé les solutions pour en faire face.

Sous section deux : les économies émergentes et la crise financière.

A la fin 2007, le monde a connu la plus grave crise économique après la deuxième guerre mondiale, une crise qui s'est passée par cinq étapes⁴⁰ :

- Le bénéfice des ménages insolubles des prêts immobilier avec peu de garanties et des taux d'intérêts élevés ;

⁴⁰Voir A. MEBTOUL, Comprendre l'essence de la crise d'octobre 2008 et les perspectives de l'économie mondiale 2010/2020

- Diffusion des mauvaises créances dans le marché : par la titrisation de créances et les revendre sous forme de différents produits financiers dans tous les marchés financiers du monde (à cause de la mondialisation). La majorité de ces produits (subprimes) ont été achetés par les fonds spéculatifs pour doper leurs rendements (jusqu'à 30 % par an) ;
- Retournement du marché immobilier américain : à la fin de 2005, le taux d'intérêt s'est remonté mais la majorité des ménages a été incapable d'honorer ses crédits, une situation entraînant des pertes pour les banques et les investisseurs notamment avec l'effondrement de la valeur des obligations dans les marchés financiers ;
 - Crise de confiance : devant l'insolvabilité des ménages, une crise de confiance a paralysé le marché interbancaire ou les banques ont douté que les autres banques sont dans une ligne rouge ;
- Intervention des banques centrales : le paralyse du marché bancaire, les gouvernements sont intervenus à l'effet d'injecter des milliards de dollars et d'euros, une liquidité qualifiée comme des actifs toxiques continuant de produire leurs effets.

Les effets de la crise internationale sur les économies émergents :

La crise financière internationale était l'origine d'une grande récession économique dans les pays développés ou le taux de croissance a connu une grande diminution et il était dans certains pays négatif. Néanmoins et selon les études et les rapports des institutions économiques internationales, les économies émergentes étaient bénéficiaires de cette crise.

La croissance n'a pas amorcé un ralentissement qu'à partir du deuxième trimestre 2008 et avec un taux réduit par rapport aux pays développés. Dans ce cadre, le PIB agrégé des 26 principaux pays émergents indique que la croissance était 7% au second trimestre 2008 contre 7,8% au premier trimestre de la même année, et 8,1% dans le quatrième trimestre 2007.

Ce ralentissement était différent entre les pays émergents selon les particularités de chaque économie : la Chine, l'Inde et la Russie ont enregistré des taux de croissance entre 7,5 et 10%, des pays comme l'Argentine et l'Afrique du Sud ont été affectés négativement parce qu'ils se sont basés sur les flux des capitaux étrangers dans le financement de son économie.

La résistance de la croissance dans les pays émergents s'explique essentiellement par le dynamisme de la consommation privée, et malgré la diminution du pouvoir d'achat, le crédit domestique a présenté un facteur de soutien dans l'Amérique Latine et l'Europe de l'Est. Pour les pays asiatiques, la résistance a été à l'origine de la grande taille des marchés intérieurs qui ont constitué des bouches remplaçant le ralentissement des exportations à cause de la diminution de la demande dans les pays développés. Ces facteurs de résistance ont présenté ultérieurement des facteurs de décollage économique rapide et de sortie de crise⁴¹.

Conclusion du deuxième chapitre :

Le terme « les économies émergentes » est utilisé aujourd'hui fréquemment, mais il n'existe pas une seule définition de cette notion, et tous les essais de les définir se basent soit sur l'évolution de certains indicateurs (comme le PIB) ou sur les mutations économiques dans ces pays.

Pour s'émerger économiquement, il n'y a pas une seule trajectoire, c'est-à-dire les économies émergentes n'adoptent pas les mêmes politiques économiques dans leurs démarches de développement mais elles se varient selon les particularités de chaque économie. La majorité des trajectoires d'émergence économique ont connu des crises économiques et financières dont elles sont sorties rapidement grâce aux réformes appliquées par leurs gouvernements, des expériences qui leurs permettraient plus tard de résister devant la crise économique et ses effets négatifs.

Par ailleurs, le poids de ces pays se progresse au niveau mondial par l'influence dans les organisations internationales politiques et économiques et la participation dans les différents programmes instaurés dans le cadre de la coopération économique internationale.

⁴¹Voir G. Longueville et F. Faure, les pays émergents désormais ébranlés par la crise internationale, Décembre 2008, page 04 et 05

Chapitre trois:

Les stratégies économiques suivies par les BRIC et leurs conséquences

Chapitre trois: Les stratégies économiques suivies par les BRIC et Leurs conséquences :

La réalisation de l'émergence dans les pays de BRIC doit à la mise en place des politiques économiques au niveau interne afin d'échapper de sous développement, des politiques qui sont différentes entre les quatre pays soit en ce qui concerne leur nature ou en ce qui concerne les résultats et les conséquences. On va étudier les stratégies d'émergence pour chaque pays, et leurs effets sur certains indicateurs économiques.

Les réformes étudiées dans ce chapitre, pour chaque pays, sont celles adoptées dans les pays du groupe de BRIC dès le début des années 1990 ou les économies émergentes ont pris en extension dans les différents continents du monde.

Section une : les stratégies économiques adoptées par les BRIC.

Les pays de BRIC ont adopté des politiques économiques selon la nature de leurs économies et les particularités de leurs problèmes économiques.

Sous section une : Les stratégies économiques adoptées par le Brésil :

Le Brésil est le premier acteur politique dans l'Amérique Latine et qui restait en sous développement jusqu'à les années 1980. Cette situation a poussé les autorités brésiliennes au début des années 1990 d'adopter plusieurs stratégies économiques et qui se résument comme suit :

- * Adoption du plan Real
- * Encouragement de la privatisation
- * Les atouts d'une régulation équilibrée.

Paragraphe un : Adoption du plan Real :

Le plan Real est un plan lancé en juillet 1994 par Fernando Cardoso, ministre des finances dans le gouvernement du président Collor, un plan qui visait de briser l'inflation et d'établir la stabilité financière.

1- Les objectifs du plan Real :

Le plan Real venait notamment pour diminuer le taux d'inflation qui était à quatre chiffres (il était d'un chiffre annuel de 2251% dans le 12 mois précédents la réforme monétaire commencée en juillet 1994).

Les objectifs de ce plan peuvent être résumés dans les points suivants :

- 1- Réduire ou éliminer le déficit public par le recours au seignuriage comme ultime moyen de financement des dépenses de l'Etat. La diminution de la dette publique, qui était en grande partie interne, constituait l'une des conditions de ce rééquilibrage des comptes publics et le déficit global est dû à la charge financière de cet endettement. Donc, la réussite du plan impliquait une baisse des taux d'intérêt domestique;
- 2- Briser le mécanisme de réalimentation inflationniste provoquée par l'indexation généralisée de l'économie ;
- 3- Importer la désinflation, en fixant de manière plus ou moins rigide le taux de change nominal ;
- 4- Améliorer l'affectation des ressources (financières, naturelles et démographiques) disponibles et augmenter donc la productivité ;
- 5- Accroître la concurrence interne en vue d'atteindre la performance des entreprises brésiliennes ;
- 6- Améliorer le fonctionnement des marchés et augmenter la demande global qui pousse à l'augmentation de la production ;
- 7- Augmenter l'épargne interne et externe par le biais des IDE ;
- 8- Promouvoir l'ouverture commerciale pour amplifier la concurrence externe et réduire le ratio des intérêts de la dette sur les recettes externes.

⁴²Voir S. Zantman et J. Trotigno, *Brésil : Héritage de Fernando Henrique Cardoso*, Alain, revue de l'OCDE n°83, octobre 2002, pages 295 et 296.

2- Les mesures du plan Real :

En vue de réaliser la stabilité financière et monétaire, le plan Real a touché les quatre dimensions de l'institution monétaire ⁴³ :

La dimension symbolique : par la création d'une nouvelle unité monétaire Real qui signifie : réel et royal et qui marque la volonté de rompre avec l'ancien système monétaire qui s'est caractérisé par la complaisance envers les déficits et de l'absence de rigueur économique.

La dimension communicationnelle : une vaste campagne de communication a été lancée et qui a touché la population brésilienne pour l'assurer que ce plan diffère des tentatives précédentes soldées par un échec.

La dimension technique : avant la création du Real, les autorités brésiennes ont utilisé l'URV (Unidade Real De Valor), une unité de compte établie plusieurs semaines auparavant pour préparer les agents économiques à l'utilisation d'une nouvelle monnaie stable au lieu de l'ancienne monnaie. Par ailleurs, le gouvernement s'engageait à limiter l'expansion budgétaire, alimenté par l'endettement.

La dimension internationale : le real est défini sur la base d'une parité fixe avec le dollar (encrage nominal). Cette opération a constitué un repère extérieur permettant de crédibiliser et contrôler l'engagement des autorités monétaires en vue de stabiliser leur monnaie

Les résultats de ce plan ont commencé de s'apparaître à partir de 1995 où le taux d'inflation était décrié à 93% et 17% en 1996 pour aboutir 04 % en 1998. Le plan real a été renforcé par d'autres mesures visant à ouvrir l'économie brésilienne au niveau interne et externe.

⁴³Voir C. Jaffrelot et Autres, l'enjeu mondial : les pays émergents, l'EXPRESS, 2008, pages 76 et 77.

Paragraphe deux : Encouragement de la privatisation :

Au début des années 1991, le gouvernement brésilien a mis en place une politique économique tirée des recommandations du processus de Washington : libéralisation des flux des capitaux, l'ouverture commerciale, la privatisation qui était difficile à appliquer car elle touche le secteur public intouchable selon les militaires, parce qu'il présente le patrimoine du peuple, aussi, la privatisation donne lieu à la dénationalisation des ressources de l'Etat.

En effet, la première opération de privatisation ne s'est effectuée qu'en octobre 1991, par la mise aux enchères de l'entreprise sidérurgique USUMINAS, fondée en 1946⁴⁴, cette opération a été faite dans le cadre du PND(Plan National de Désengagement de l'Etat), lancé en 1990 et qui a donné l'autorisation de privatiser quelques entreprises des secteurs suivants : sidérurgique, chimique, pétrochimique et ce entre 1991 et 1994, mais sans impact significatif. Le PND a été relancé au début de l'année 1995 par un vote de février 1995 en mettant les conditions de concession à des tiers des droits d'exploitation des services publics comme la télécommunication, l'énergie électrique, transport. Cette période a été aussi marquée par la privatisation de l'une des plus grandes compagnies minières du monde (compagnie Vale do Rio Doce CVRD) pour un montant de 3,6 milliards de dollar.⁴⁵

La privatisation au Brésil a été adoptée pour deux raisons : le premier est d'augmenter la performance des entreprises brésiliennes, le deuxième est de financer le plan REAL. Pour le premier objectif, les vagues de la privatisation permettaient de renforcer les entreprises brésiliennes et d'orienter certaines d'entre elles vers l'exportation. A titre d'exemple, dans le secteur aéronautique, l'entreprise EMBAER (EMPRESA BRASILEIRA DE AERONAUTIEA) est une figure de proue, créée en 1969 dans le cadre d'un programme de substitution aux importations et privatisée au début des années 1990, elle a cédé ensuite 20% de son capital à DASSAULT AVIATION –EADS et elle était restructurée au début des années 2000. Elle devient le

⁴⁴Voir S. MONCLAIRE, Urgence et retard des privatisations au Brésil, , cahiers des Amériques Latine n° 26, 1998.

⁴⁵ Voir A.S. ZANTMAN ET J. TROTIGNON, BRESIL, HERITAGE DE FERNANADO HENRIQUE CARDOSO, , REVUE DE L'OCDE N°83, OCTOBRE 2002, PAGE 317).

quatrième avionneur mondial avec 12.000 employés et une part du marché mondial de près de 50% sur le segment des avions de 30 à 60 places.

Pour le deuxième objectif, les opérations de privatisation ont permis de réduire la dette publique de 08,40% sur la période 1995-1999 et limiter les dérivés financiers en laissant le temps aux pouvoirs publics de procéder aux réformes favorables à l'équilibre budgétaire à long terme.

Paragraphe trois : Les atouts d'une régulation équilibrée :

Le monté en puissance de l'économie brésilienne est due aux mesures prises par les pouvoirs brésiliens pour éviter les déséquilibres menaçant les économies émergentes notamment :⁴⁶

1- Les déséquilibres sociaux :

Le Brésil a consenti des efforts considérables pour réduire les disparités sociales pour que la croissance économique bénéficie à l'ensemble de la société. Dans ce cadre, le système hospitalier a été renforcé par l'établissement d'un système unifié d'assurance médicale gratuite SUS dont la gestion représente 04% du budget de l'Etat. Le Brésil a décidé d'adopter une politique de santé publique sans respecter les conditions de l'Organisation Mondiale du Commerce ou en 1999, une loi a été promulguée et a autorisé la fabrication de 400 médicaments génériques, normalement protégé, par des brevets internationaux, par des laboratoires publics et privés brésiliens. Leur cout étant 40% moins élevé que celui des remèdes protégés, ils ont été aussi commercialisés à Costa Rica, en Coté Ivoire et en Corée du Sud.

Par ailleurs et en vue de réduire l'exclusion sociale, les dirigeants brésiliens ont établi la bourse de la famille en 2000 proposant une allocation aux familles pauvres sous condition de leur participation aux programmes publics de scolarisation, vaccination, nutrition et d'autres réformes sociales prises telles que les programmes de retraite, la relance du logement social, le crédit populaire et l'assurance du chômage.

⁴⁶Voir J. Vercueil, les pays émergents, Bréal, 2010, page 79 et 80.

2- Les déséquilibres économiques:

L'enjeu du Brésil jusqu'à les années de 1990 est de réduire la dette extérieure notamment après l'enregistrement de la balance commerciale des excédents dans les 15 dernières années. L'excédent commercial doit à la diversité des exportations (produits agricoles, matières premières et produits industriels) et une diversité géographique des échanges commerciaux ou la Chine est devenue en 2009 le principal partenaire commercial du Brésil devant les Etats-Unis et l'Argentine. Aussi les réserves de change en 2009 dépassant 150 milliards de dollar et dépassent ainsi les dettes extérieures. Le Brésil a passé d'une terre d'accueil des IDE depuis les années 1990 à un exportateur des capitaux dans le cadre des IDE.

Sous section 2 : les stratégies économiques adoptées par la Russie.

La Russie est un membre dans le groupe des pays les plus industrialisés G8. Son économie est en transition du système soviétique planifié au système capitaliste libéral, elle tend vers l'économie de rente ou l'exportation des ressources naturelles (pétrole, gaz et divers métaux) domine sur l'ensemble de l'économie, ainsi que l'Etat possède toujours les grandes entreprises économiques.

Devant la faillite du système planifié, les pouvoirs russes ont opté de changer le système économique en adoptant des programmes de développement inspirés du système libéral. Ces programmes ont été lancés à la fin des années 1980 par la mise en place du programme de la réforme du système soviétique dit **Pestoraika**⁴⁷.

Ce programme a levé le monopole de l'Etat sur le commerce extérieur en donnant l'autonomie de gestion aux coopératives privées, tout en assurant le contrôle de l'Etat sur le commerce extérieur par le système de l'octroi de licences du commerce extérieur.

Toutefois, ce programme n'a pas réalisé ses objectifs de croissance, ce qui poussé le gouvernement russe à l'époque de changer sa stratégie de développement par le lancement de la thérapie de choc.

⁴⁷ Ce programme a été lancé par le président Mikhaïl Gorbatchev et qui comporte des idées inspirées par l'académicien Abel Abanbegain

Paragraphe un : la politique de thérapie de choc.

Le programme de thérapie de choc a mis en place une politique qui reflète l'ouverture économique de la Russie. Ce programme a été lancé par Egor Gaider dans la fin de l'année 1991(entre septembre et décembre), inspiré du modèle polonais, préparé et appliqué sous légide du FMI en deux ans avant⁴⁸.

1-Les piliers de la politique de thérapie de choc :

Le programme de thérapie de choc est une politique de transition systémique qui vise à assurer le passage du système soviétique planifié à un système libéral du marché, ce passage repose sur trois piliers à savoir : la libéralisation, la stabilisation et la restructuration⁴⁹.

La libéralisation : est un principe qui permet de décentraliser la prise des décisions économiques, et de confier aux entreprises privées au lieu de l'Etat les activités de la production. Cette décentralisation touche toutes les activités économiques : l'innovation, création des entreprises et l'investissement notamment celui étranger direct, marketing et détermination des prix sur le marché intérieur. Donc la libéralisation encourage l'initiative privée suivant le principe d'Adam Smith : « laisser passer, laisser travailler » et donne à l'Etat la mission de régulation au lieu de la production.

La stabilisation : le rôle de régulation de l'Etat vise à réaliser et garder les équilibres des marchés et surtout la stabilisation financière qui est dévolue à la banque centrale, chargée de lutter l'inflation dont le taux est élevé en travaillant pour maintenir le niveau des prix avec la possibilité de sa croissance à un taux faible, et d'établir la stabilité du taux de change vis-à-vis les principaux partenaires du commerce extérieur.

Par ailleurs, l'Etat cherche d'atteindre la stabilisation budgétaire en réduisant le déficit et d'endettement, c'est-à-dire de ne pas distribuer trop de pouvoir d'achat dans

⁴⁸ Voir l'article : M. Petrovski et R. Fabre, la thérapie de choc : dix ans de transformations économiques en Russie, page 145

⁴⁹ Voir J. Vercueil, les pays émergents, Bréal, 2010, page 105.

l'économie, ce qui donne lieu à la création du déséquilibre extérieur ou l'apparition de l'inflation ou les deux au même temps.

La restructuration : ce pilier s'est apparu par le changement du mode de propriété. Avant 1991, la propriété des moyens de production dans la Russie était publique de l'Etat qui représentait la communauté des citoyens soviétiques, les collectivités locales ou les collectifs d'ouvriers possédant solidairement les entreprises, les immeubles et les terrains.

Donc, la restructuration avait pour objet de remplacer ce mode de propriété par un mode qui encourage la propriété privée. Cette mutation a été motivée par l'absence de performance dans le secteur public et la quête des autorités russes de réaliser l'efficacité et la compétitivité de son économie.

2-Les objectifs de Thérapie de choc :

Les autorités russes ont visé de mettre ces principes de leur cohérence pour réaliser les trois types de la soutenabilités : politique, économique et financière.

La soutenabilité politique : qui s'est réalisée par la cohérence entre la libéralisation et la stabilisation économique qui rendront le simple citoyen comme le bénéficiaire des réformes économiques qui visent l'amélioration du niveau de vie, et donc ce citoyen sera favorable à ces changements.

La soutenabilité économique : réalisée par la cohérence entre la stabilisation et la restructuration, ce qui permet d'atteindre un niveau élevé de l'efficacité économique, l'augmentation de la production et l'encouragement de la compétitivité des entreprises.

La soutenabilité financière : réalisée par la cohérence entre la restructuration et la libéralisation, une politique qui permet de contrôler l'inflation et attirer les capitaux (nationaux et étrangers) à l'investissement dans l'économie russe.⁵⁰

⁵⁰ Voir J. Vercueil, *les pays émergents*, Bréal, 2010

Paragraphe deux : adoption de la privatisation :

Devant l'absence de performance des entreprises publiques, le gouvernement a décidé de les mettre en cause afin de rendre le secteur productif efficace et ce par l'adoption d'une politique de privatisation organisée en vue d'atteindre les objectifs souhaités.

L'organisation de l'opération de privatisation :

La mission d'organiser et de gérer les opérations de privatisation ont été dévolue au Russian Privatization Center (centre russe de la privatisation) qui présente une organisation gouvernementale fondée en 1992 avec la participation de Havard Institue for international développement qui cordonnait l'ensemble de la coopération économique américaine dans la période post soviétique⁵¹.

Ce centre était soutenu par les responsables de la banque mondiale qui ont participé à la définition des politiques économiques allant jusqu'à participer à la rédaction des décrets présidentiels de privatisation⁵².

La privatisation de masse :

Les autorités russes ont essayé de suivre le modèle adopté dans les pays occidentaux dans les années 1980 mais avec la prise en considération de certaines contraintes constatées dans la Russie : économiques comme la faiblesse du taux d'épargne qui a tardé la vente des milliers d'entreprises, politiques car les opérations de la privatisation se heurtent de l'opposition des Soviet Suprêmes de la Fédération de la Russie et le risque de miner le soutien populaires aux réformes, ce qui a poussé l'équipe chargée de la privatisation sous présidence de Anatoli Tchaoubaïs de décider de suivre le modèle tchèque de la privatisation de masse.

⁵¹ Voir C. Durand, les privatisations en Russie e la naissance d'un capitalisme oligarchique, *Recherches Internationales*, vol n° 74 juillet-septembre 2005, page 33-50).

⁵² Voir J. Wedel, *The Havard Boys do Russia*, *The Nations*, June 1, 1998).

Le 11 juin 1992, le gouvernement russe a adopté une loi régissant la privatisation en trois variantes :

- **La première possibilité** : les travailleurs peuvent obtenir 25% des parts de leurs entreprises mais avec le droit de vote ;
- **La deuxième possibilité** : les salariés peuvent acheter à un prix privilégié 51% de leur entreprise ;
- **La troisième possibilité** : permet à un groupe de managers ou de salariés d'acheter 20% prioritairement mais avec droit de vote.

La deuxième variante a été choisie par 70% dans les opérations de l'actionnariat dans la première vague de la privatisation. Une deuxième vague a été lancée par un décret présidentiel au printemps 1993 et une troisième qui a accordé un rôle plus important aux particularités de chaque région dans la détermination du mode de privatisation.

En ce qui concerne le bilan de la privatisation, dans le milieu de l'année 1994 : 15000 entreprises ont été privatisées et 60% du PIB russe provient du secteur privé.

Paragraphe trois : L'ouverture commerciale et libéralisation des prix :

L'ouverture économique dans la Russie a touché aussi le secteur commercial ou le gouvernement d'Egor Gaïdar a autorisé la liberté du commerce, dans les quinze premiers jours de 1992, 90% des prix de détail et 80% des prix de gros étaient totalement libérés et une ouverture totale aux capitaux étrangers a été lancée avec la suppression de tous les droits des douanes , et devant ces avantages accordés , le déficit budgétaire est fixé à 01% du PIB avec le maintien des taux de TVA et de l'impôt sur les sociétés.

Ces décisions avaient des effets négatifs sur le taux d'inflation qui atteint 250% dans le mois de janvier 1992 seulement, ce qui provoque l'opposition du parlement et de la population. Le gouvernement était obligé de revoir certaines décisions : réduction du taux de la TVA, le gel de certains prix, rétablissement des droits des douanes mais sans atteindre les résultats souhaités, ce qui a poussé le

gouvernement russe, par une loi adoptée en avril 1992, de se prêter par le FMI 40 milliards de dollars sous les conditions suivantes :

- Réduire à 0 le déficit budgétaire dans un délai de 09 mois ;
- Réduire le taux d'inflation mensuel de 250% à 02% ;
- Unifier les multiples taux de change du rouble avec sa libre convertibilité ;
- Diminuer de 15% le nombre des fonctionnaires,
- Cesser de subventionner les entreprises publiques déficitaires.

A la fin de l'année 1992, le gouvernement russe a unifié le taux de change et il s'est chargé d'importer les produits nécessaires (ces importations ont présenté 15% du PNB en 1992 et 2,3 en 1993). La banque centrale a suivi une politique monétaire expansionniste pour contrecarrer la baisse des subventions gouvernementales à l'économie. Cette ouverture commerciale à l'étranger a été confrontée par l'absence de crédibilité du rouble, ce qui a provoqué la dollarisation rapide des transactions courantes.⁵³

Paragraphe quatre : L'émergence pétrolière :

Les pays rentiers sont affectés par la malédiction des ressources et c'était la situation dans la Russie dans l'époque du système soviétique planifié. Mais à la fin des années 1990, le gouvernement russe a décidé de profiter du pétrole et de le rendre comme un outil d'émergence.

L'augmentation des prix du pétrole en 1999 a permis au gouvernement russe de réaliser certains objectifs économiques :

- Assurer le financement du budget de l'Etat en augmentant la fiscalité pétrolière ;
- Réaliser un excédent de la balance commerciale de 40 milliards de dollars en 1999 contre seulement 10 milliards de dollars en 1998 ;
- Procéder au paiement des dettes avant l'arrivée de la date de leur échéance.

Néanmoins, le secteur des hydrocarbures absorbe la majorité des ressources humaines et financières, ce qui laisse les autres secteurs économiques en retard. Aussi,

⁵³ Voir J. Vercueil, *les pays émergents*, Bréal, 2010.

la détermination des prix des capitaux est un facteur exogène pouvant influencer négativement sur l'équilibre de l'économie en cas de baisse des prix.

La Russie a créé un fonds de stabilisation devenu récemment un fond de réserve et un fonds d'épargne, des fonds ayant pour objet de gérer les recettes issues des exportations des hydrocarbures en les investissant dans les marchés financiers et sous forme des actions dans des firmes multinationales. Par ailleurs, les autorités russes ont réussi de freiner l'appréciation de leurs devises en termes réels afin de minimiser l'impact de la hausse des prix des hydrocarbures sur les prix des biens et des services dans le marché intérieur (garder ou augmenter le niveau du bien-être de la population).

Sous section trois: les stratégies économiques adoptées par l'Inde.

Les réformes en Inde ont touché tous les volets économiques à savoir : les réformes agricoles, libéralisation industrielle et la révolution des services.

Paragraphe un : les réformes agricoles en Inde.

Depuis son indépendance, l'Inde a suivi plusieurs politiques de réforme agricole mais sans atteindre les objectifs prédéterminés (autosuffisance alimentaire, réduction du taux de pauvreté, participation au développement économique du pays). Au début des années 1990, le gouvernement indien a décidé d'introduire des nouvelles réformes dans le secteur agricole, tout en prenant les mesures suivantes :

1- La réduction des fonds publics à l'agriculture.

Avant la libéralisation économique, et selon les mesures de la révolution verte, l'Etat investissait directement dans les infrastructures d'irrigation pour la subvention des intrants nécessaires (eau, électricité). Mais à partir des années 1990, le gouvernement cherchait de favoriser les capacités d'investissement productif et de créer une concurrence entre les producteurs par l'adoption du système de la sélection des bénéficiaires des aides publiques en donnant la priorité aux investisseurs rentables, et en autorisant une hausse des prix agricoles. Cette politique a engendré une diminution de la contribution des fonds publics alloués à l'agriculture dans

l'investissement au quart, et les trois autres quarts proviennent des fonds privés à cause des conditions du FMI dans le cadre de l'ajustement structurel⁵⁴.

Les couts des programmes d'irrigation et des infrastructures sont supportés par les paysans par le biais des associations bénéficiaires (Water User Associations) qui participent à tous les stades du programme de la construction et gèrent-elles même le fonctionnement et la maintenance des infrastructures, cette participation s'est faite par le transfert de certains couts d'investissements, de fonctionnement et de maintenance aux utilisateurs directs.⁵⁵

2- La politique de microcrédit :

La diminution de l'intervention de l'Etat par le biais des fonds publics était remplacée par l'adoption, en 1991, du programme appelé Swarnjayanti Gram Swarozgar Yojana SGSY qui privilège le microcrédit et le soutien de l'existence des femmes dans le secteur agricole, le rôle de l'Etat est devenu participatif au lieu d'interventionniste. Cette politique est consolidée par la création dans le département du développement des femmes et des enfants un nouveau fond public (RASHIRA MAHILA KOSH RMK) qui soutient le travail des femmes dans le secteur agricole.

Grace au succès incontestable de cette politique ou 95% des prêts sont remboursés, il était prévu de favoriser ce système de microcrédit auprès de 200.000 selfs help Group SHG en 2002-2003, et en 2008, 25000 banques rurales, 2000 fédérations de SHG et 4000 ONG sont associés pour mettre en place 1 million de SHG.

Sur le plan social, l'octroi de microcrédit a permis aux paysans de cultiver eux-mêmes leurs terres et d'avoir des revenus réalisant l'autosuffisance, c'est-à-dire l'émergence d'une classe moyenne au lieu des grandes entreprises, résultat de la révolution Verte.

⁵⁴Par la politique de l'ajustement structurel, FMI exige la diminution de l'intervention de l'Etat dans l'économie y compris le secteur agricole)

⁵⁵Voir M. Saglio- Yatzimisky, Population et Développement en Inde, Ellipses, édition 2002, pages 168 et 169.

Paragraphe deux : Libéralisation du secteur industriel :

Cette libéralisation s'est faite par les mesures suivantes :

1- L'annulation du système de licence RAJ :

Le système de licence Raj est un système par lequel chaque entreprise doit demander une autorisation administrative pour augmenter ou diversifier sa production pour assurer une exploitation optimale des ressources naturelles disponibles, cette mesure consiste un obstacle devant les investisseurs surtout avec l'existence de la corruption dans l'administration indienne.

Les démarches de l'Inde dans la libéralisation de son économie au début des années 1990 a nécessité l'assouplissement ou l'annulation de ce système. En juillet 1992, le gouvernement de NARASHIMA RAO a supprimé la licence Raj sur l'industrie nationale à l'exception des secteurs liés à la défense nationale et à la protection de l'environnement. En effet, en 1991 seules 08 industries étaient encore réservées à l'Etat, 18 demeuraient dans le régime des licences, 34 bénéficiaient d'un régime d'autorisation automatique d'accords technologiques et d'investissements étrangers à hauteur de 51%, 03 autres secteurs sont sorties du régime de licence Raj en 1998.

Aujourd'hui, seuls 06 secteurs nécessitent des licences obligatoires et 16 sont ouverts à 100% aux IDE⁵⁶.

Par ailleurs, les restrictions administratives aux activités des grandes entreprises sont aussi assouplies. Parallèlement, le financement de la croissance industrielle est stimulé par l'ouverture des marchés financiers (la bourse de Bombay prend son essor dès 1994), et l'allègement de la tutelle publique sur le secteur bancaire.

La mise à la mort du système de licence Raj a libéré l'industrie indienne en permettant aux producteurs d'investir selon leurs capacités, ce qui a créé la compétitivité entre eux et amélioré la situation de l'industrie indienne qui a réalisé un taux de croissance de 07% à partir de 1995. Aussi, le gouvernement indien a ouvert certaines industries devant l'IDE.

⁵⁶ Voir J. Ruet, réformes et nouvelle économie politique en Inde, Critique Internationale n° 32, juillet-septembre 2006, page 197.

2- L'incitation des investissements directs étrangers en Inde :

Les mesures de libéralisation économique mises en place au début des années 1990 ont également ouvert l'Inde aux IDE. En effet, l'Inde possède les conditions les plus importantes pour attirer les IDE à savoir :

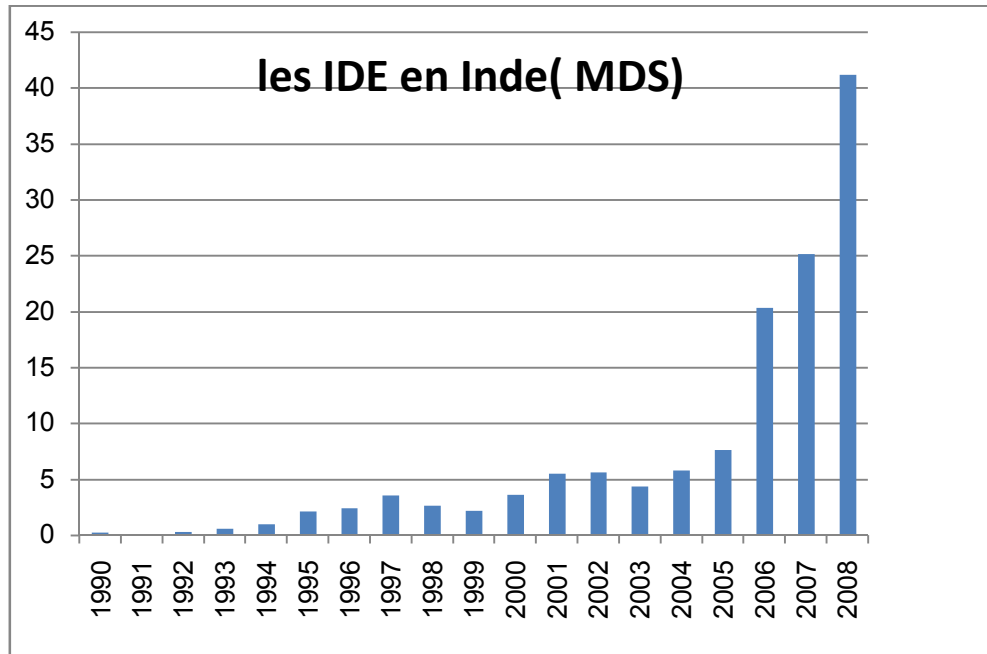
- Un système démocratique qui assure un contexte politique stable ;
- Une administration très développée et un système judiciaire indépendant ;
- Un pays immense qui fait l'Inde un grand réservoir des ressources naturelles ;
- Une source sans équivalent de main d'œuvre travailleuse et qualifiée ;
- Un grand marché grâce au nombre élevé de la population, ce qui présente une base de consommation considérable ;
- Un système financier dynamique et fort qui compte un réseau bancaire et un certain nombre d'institutions financières solides.

L'existence de ces conditions a aidé l'Inde d'attirer les flux des IDE en donnant la liberté aux firmes multinationales d'installer leurs projets dans le territoire indien, cette liberté fait l'objet d'une restriction légale stipulant que la licence industrielle est requise si l'emplacement est situé dans un rayon de 25 Km des limites urbaines des villes d'une population supérieure à un million d'habitant selon le recensement de 1991 car ces villes sont désignées comme des zones industrielles. Les industries non polluantes comme l'électronique, les logiciels informatiques et l'imprimerie sont exemptées des restrictions sur les emplacements.

Le gouvernement indien par le biais de cette politique des emplacements des IDE vise d'atteindre deux objectifs : le premier est environnemental en vue d'éviter la pollution dans les grandes agglomérations populaires, et le deuxième est socio-économique en vue de développer tout le territoire indien et de créer des postes d'emploi pour tous les indiens.

Les investisseurs étrangers dans certains projets peuvent bénéficier d'une procédure automatique, c'est-à-dire, ils peuvent effectuer leurs projets sans autorisations préalables des autorités indiennes, mais d'autres nécessitent ce qu'on appelle

l'approbation gouvernementale sur les recommandations du Conseil De Promotion Des Investissements Etrangers (FIPB- Foreign Investissement Promotion Board).⁵⁷



Source : Banque Mondiale

De ce graphe, on observe que les flux des capitaux dans le cadre des IDE en Inde ont connu une augmentation continue depuis le milieu des années 1990 grâce aux avantages accordés par les autorités indiennes aux investisseurs étrangers et aux firmes multinationales comme la réduction des obstacles administratifs et des barrières fiscales et douanières.

Cette montée des IDE s'est accélérée entre 2005 et 2008 où les IDE ont été multipliés par six (passant de 07 à 42 milliards de dollars). Une croissance réalisée malgré la diminution de l'investissement mondiale à cause de la crise financière, cette croissance est tirée de la grande taille du marché indien et des marchés des pays voisins (la hausse de la demande poussant à l'opération de la production).

⁵⁷ Pages 7,8, 9 et 11 du manuel des IDE en Inde, ministère du Commerce et de l'Industrie Indienne, n°2, 2004.

Paragraphe trois : La révolution des services :

La particularité de l'émergence économique indienne est qu'elle est tirée du secteur des services. En effet, les services sont le moteur de la croissance économique des vingt dernières années⁵⁸.

La promotion du secteur des services :

Les atouts de l'Inde dans les services s'expliquent par le nombre des ingénieurs et leur excellente formation, ainsi que le retour des cerveaux formés à l'étranger à leur pays. Le gouvernement indien valorise les études et les recherches dans les domaines scientifiques comme l'informatique, la mathématique et la médecine. Cette stratégie d'enseignement a créé une caste des lettrés qui soutient le secteur des services et l'a donné d'avantages sur les autres.

Le secteur informatique est le premier secteur qui a bénéficié de la révolution des services. D'abord, la libéralisation économique a permis la création des nouvelles entreprises comme INFOSYS qui est un leader mondial des services aux entreprises, et la réorientation des anciennes entreprises, à titre d'exemple : WIPRO une firme agroalimentaire a investi dans le secteur informatique. Ensuite, l'Inde a trouvé des clients à l'étranger dans le marché des services informatiques et des logiciels en profitant des rapports qualité-prix. Le monde a découvert l'avantage comparatif de l'Inde en matière informatique à l'occasion du « bug de l'an 2000 » lorsque les entreprises américaines feront massivement appel aux talents des ingénieurs indiennes auxquels le fuseau horaire de leur pays permet de travailler quand il fait nuit aux Etats-Unis⁵⁹.

La révolution des services a touché aussi d'autres secteurs comme les banques, la communication, services sociaux (éducation, santé, recherche scientifique) et le transport. Tous les secteurs des services ont bénéficié des flux des capitaux dans le cadre des IDE.

⁵⁸Voir S. Chauvin et F. Lemoine, *l'économie indienne en bonne voie*, éditions la Découverte, collection Repères, Paris, pages 70-83).

⁵⁹Voir C. Jaffrelot et autres, *l'enjeu mondial : les pays émergents*, l'EXPRESS, 2008, page 95

Les effets de a révolution des services :

La révolution des services a réalisé deux résultats :

- Augmenter le taux de croissance des services qui est souvent à deux chiffres ;
- Augmenter le taux de la contribution de la croissance des services dans la croissance du PIB. En 2000, le secteur organisé a assuré 18% des emplois dans les services et fournit 50% de la valeur ajoutée.

Par ailleurs, les services ont contribué à l'augmentation des échanges indiens de fait qu'en 2007, les exportations des services s'établissaient à 85,5 milliards de dollars contre 48,6 milliard de dollars, c'est-à-dire avec un excédent de près de 37 milliards de dollar⁶⁰.

**Sous section quatre : Les stratégies économiques adoptées par la
Chine :**

Après la deuxième guerre mondiale et jusqu'à la période de pouvoir de MAE ZEDONG, la Chine était l'un des pays les plus pauvres de la planète. Le retour de ce pays à la scène internationale doit aux politiques de réforme mises en place par le dirigeant historique DENG XIAOPING dans les années 1978-1979 lors de son arrivée au pouvoir en engageant un grand programme de réformes économiques soutenant ce qui a été appelé « les quatre modernisations » à savoir l'industrie, l'agriculture, la défense nationale et les sciences de technologie. Il a proposé au peuple chinois de construire un socialisme aux couleurs de la Chine, une proposition qui a contenu quatre objectifs :

- Doubler le PIB avant la fin de la décennie de 1980,
- Améliorer le niveau de la Chine en matière de la nourriture,
- Dotation en eau, l'accès à l'éducation et à la santé ;
- Atteindre un niveau du PIB par habitant équivalant à celui des classes moyennes des pays développés.

La Chine au début des années 1980, a lancé des programmes ambitieux en vue de rattraper l'écart de développement économique entre les pays occidentaux et son économie, tout en adoptant le slogan disant « il est glorieux de s'enrichir ».

⁶⁰Voir P. Rigaud, les BRIC Brésil, Russie, Inde, Chine : puissances émergentes, Bréal, 2010, page 38.

Pour rendre les programmes de réforme efficaces, les différents gouvernements de la Chine ont suivi ces stratégies :

- la privatisation ;
- l'incitation des IDE ;
- l'encouragement de l'innovation technologique.

Paragraphe un : La privatisation dans la Chine :

A cause de manque ou de faiblesse de performance des entreprises publiques, les gouvernements chinois ont appliqué plusieurs formules pour désengager les entreprises du secteur étatique et collectif notamment celles les petites et les moyennes, et ce selon le principe de ZHUDA JANGXICO disant « retenir les grandes entreprises d'Etat et lâcher les petites ». Donc la Chine a favorisé la privatisation comme un facteur promoteur de la restructuration des PME et ce par la vente des actifs des entreprises non performantes que les distribuer gratuitement (vente du capital sous forme d'action).

Le gouvernement central a permis aux gouvernements locaux de choisir les formules par lesquelles ils veulent réformer les PME. Ces formules sont diverses entre les provinces, dans ce stade, on expose deux exemples :⁶¹

Exemple de la province Guangxi :

entre 1993 et 1998 l'Etat local a réformé 1205 PME publiques soit 15% des entreprises travaillant dans le territoire local parmi ces 1265 sociétés, 93% ont été transformé en société par action ou l'Etat garde la majorité des actions, 22 entreprises ont été transformées en société par action vendues au personnel dans le cadre de l'actionnariat coopératif, 29 entreprises ont été cédées à un investisseur chinois, 44% ont été fusionnées avec une autre entreprise des la région, 649 ont été données en location, 30 mises en location, le reste (318 entreprises) réformées à l'aide d'autres méthodes non spécifiées.

⁶¹La Chine dans l'économie mondiale : les enjeux de politique intérieure et l'économie internationale, OCDE, 2002, page 201.

Exemple de la municipalité de SHUNDE de la province de GUANGDONG :

Cette municipalité a mis en place depuis 1992 un programme ambitieux pour réformer 1001 entreprises publiques dont seulement 94 ont été restées sous le contrôle du gouvernement local dans les infrastructures, certaines industries de haute technologie ou dans des secteurs considérés comme stratégiques. Dans 70 entreprises, l'Etat a gardé la minorité des actions. Pour le reste des sociétés, elles ont été vendues ou mises en location.

L'expérience chinoise à la grande échelle a été commencée en 1994 dans la ville de ZHUCHENG ou 210 entreprises publiques ont été privatisées sous formes d'actionnariat coopératif, un type qui a été généralisé dans l'ensemble des Etats Fédéraux à la suite de la décision du 15^{ème} congrès du parti communiste en 1997. La deuxième méthode utilisée pour la mise en cause des entreprises publiques en difficulté est la vente aux enchères des actifs de l'Etat et ce, dans les centres des échanges et des ventes créés dans toutes les municipalités. La troisième méthode est celle de vente du capital à des investisseurs extérieurs à l'entreprise, notamment pour les sociétés fortement endettées, la dernière méthode est la privatisation partielle avec maintien du contrôle majoritaire ou minoritaire de l'Etat(pour les sociétés en bonne santé financière car elle a permis aux fonctionnaires locaux de participer dans la gestion des affaires de l'entreprises en tant d'acquéreurs d'une partie du capital).

Généralement, les actifs ou le matériel des PME chinoises à réformer ont été vendues aux investisseurs chinois. Concernant les investisseurs étrangers, et au regard du nombre important d'entreprises vendues, la part des IDE est très petit en raison des couts élevé des transactions dans ce genre d'opération.

Les études statistiques sur la privatisation dans la Chine sont multiples, exactes au niveau local, mais au niveau national, il est difficile de connaître l'ampleur de privatisation des entreprises publiques. Dans ce cadre, des études de cas ont été menées par Jean François Huchet en 2000, ou il a donné de multiples exemples de reprise des PME chinoises par des investisseurs effectuées par d'autres provinces, au total 13 PME depuis 1983 dans diverses provinces.

L'annuaire statistique 2000 a indiqué que le nombre des entreprises étatiques a connu une diminution sensible notamment dans l'industrie : le nombre des dites entreprises était 127.000 en 1996 contre seulement 11.300 en 1999. Cependant les chiffres donnés n'ont pas éclairci la destination donnée à ces sociétés après leurs réformes ou leur liquidation, ainsi leur taille. Généralement, entre 18 et 23 % des entreprises recensées en 1996 ont été privatisées, un chiffre qui porte les évolutions profondes de l'économie chinoise.

Paragraphe deux : L'incitation des investissements directs étrangers :

Les IDE sont considérés le mode de financement idéal pour les économies émergentes, en effet le dragon asiatique a devenu la deuxième destination des IDE grâce :

- aux réformes structurelles de l'économie ;
- à l'ouverture économique et commerciale notamment après son adhésion à l'OMC ;
- à l'amélioration de la législation et la réglementation régissant l'investissement.

Les déterminants des IDE dans la Chine :

Au début des années 1980, le gouvernement chinois a cherché d'exploiter les facteurs d'attractivité des IDE, s'agissant notamment :⁶²

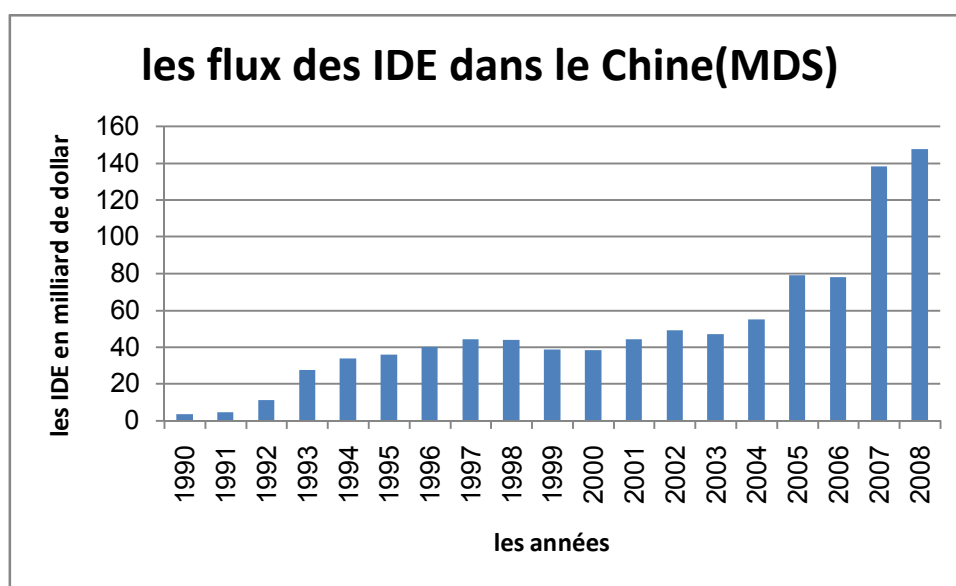
- 1- **la qualification et la faiblesse des coûts de la main d'œuvre** : en plus de sa qualification en existence d'un nombre considérable des ingénieurs et techniciens, les salaires dans la Chine sont inférieurs à ceux appliqués dans les pays développés ou ceux dans les pays industrialisés voisins comme les quatre dragons.
- 2- **Conquête du marché intérieur** : la Chine possède le premier marché mondial grâce au nombre de la population qui dépasse 1,3 milliard d'habitants, ce qui attire les multinationales de se localiser sur le territoire chinois.
- 3- **La réforme et la transparence des institutions** : la Chine a centralisé ses réformes sur les institutions gouvernementales qui encadrent la vie économique, et la promulgation des nouvelles lois régissant l'investissement en vue de permettre aux investisseurs étrangers d'installer leurs activités dans ce pays.

⁶²Voir : S. Poncet, *les investissements directs en Chine, moteurs de croissance*, notes de synthèses du SESP N° spécial, juillet 2008, page 10.

4- **L'annulation des contraintes bancaires** : la forte croissance des flux des IDE doit à la suppression de certaines distorsions inhérentes du marché chinois bancaire. Les entreprises privées ont été obligées de rechercher un investisseur étrangers car elles étaient contraintes dans leurs activités à cause des distorsions sur le système financiers qu'engendre le contrôle de l'Etat surtout avec l'apport de capital-risque aux entrepreneurs dans un système qui applique des contraintes du crédit drastiques au secteur privé.

L'évolution des IDE dans la Chine :

Dés 1990, les IDE dans la Chine ont connu une forte croissance pour devenir aujourd'hui la deuxième destination (de plus de 14 milliards de dollars en 2008) des IDE derrière les Etats-Unis avec une augmentation continue du volume des flux, ce qui est montré par le graphe suivant :



Source : Banque Mondiale

La montée des IDE reste à un taux stable dans la Chine malgré l'impact négatif de la crise financière sur l'investissement, cette résistance doit à la taille du marché chinois qui présente des bouches importantes pour les marchandises (l'existence de la demande qui s'est fortement réduit dans les pays développés). Le volume des réserves de change a joué aussi un rôle important pour attirer les firmes multinationales qui bénéficient des prêts à condition d'être investis dans le territoire chinois.

Paragraphe trois : l'encouragement de l'innovation technologique.

L'encouragement de l'innovation technologique était l'un des axes de la politique chinoise pour rattraper son retard économique et ce grâce aux facteurs suivants⁶³ :

1- Diversification et montée en gamme :

Grâce à la baisse des coûts de la main d'œuvre non qualifiée, la Chine a longtemps été une base privilégiée pour la production des produits à faible valeur ajoutée, sous traitant des commandes des autres pays (les Etats-Unis, le Japon, Corée, Singapour...). Mais, depuis le milieu des années 1990, les entreprises chinoises ont progressivement évolué leur spécialisation vers des produits plus intensifs en capital et plus sophistiqués.

Les résultats de cette démarche ont commencé à s'apparaître au début de ce siècle. La Chine est devenue le premier producteur des produits électroniques, téléphones, semi-conducteurs, (avec 200 milliards de dollars hors frontières). En 2004, la Chine a produit 05 millions de véhicules en occupant la cinquième place au niveau mondial.

Par ailleurs, les entreprises cherchent aujourd'hui de promouvoir son existence dans d'autres domaines industriels à haute technologie. La Chine a racheté des marques connues (IBM, THOMSON, MARIONNAUD...) en vue d'accéder à des technologies qui n'existent pas dans le pays et afin de gagner des points d'entrée aux marchés occidentaux. Les opérations d'achat sont suivies par la création des multinationales chinoises à partir de l'initiative, les capitaux et les talents locaux comme LEVONO (qui a acheté la branche de l'ordinateur personnel à IBM), HAIER, le géant chinois de l'électroménager qui équipe 15% des foyers américains.

2- Stratégie compétitive de l'Etat :

Le développement technologique de la Chine est le fruit d'une stratégie gouvernementale visant à encourager les étrangers à localiser leurs achats de composants (qui nécessitent une haute technologie) en Chine et pousser les entreprises à développer des unités de recherche et de développement. La réalisation de ces

⁶³ Voir M. AGLITTA et Y. LANDRY, *la Chine vers la superpuissance*, ECONOMICA, 2007, pages 33 à 39.

objectifs s'est accompagnée par la création des parcs technologiques comme la création du triangle Shanghai- Suzhou-Wuxi pour l'industrie des semi conducteurs.

Sur un plan plus global, l'accent est mis sur la recherche et l'enseignement, le nombre des chercheurs a passé de 531.000 en 1999 à 633.000 en 2003 grâce aux efforts nationaux dévolus à la recherche par le cinquième plan (2001-2005), suivi par un autre plan 2006-2020 visant de rendre la Chine une puissance scientifique. Les dépenses de la recherche et du développement ont connu des augmentations considérables avec 15 milliards de dollars en 2003 soit 1,31% du PIB.

La stratégie chinoise s'appuie également sur le diaporama scientifique chinoises, principalement installée aux Etats Unis, qui joue un rôle prépondérant dans les performances des laboratoires nationaux qui profitent du reverse brain drain (retour des cerveaux) encouragé par les autorités.

3- Le rôle des IDE dans l'assimilation technologique :

Les autorités chinoises ont agi intelligemment avec les multinationales en levant tous les barrières devant l'investissement étrangers notamment les barrières fiscales et les obstacles administratifs. Cette politique a eu une influence dynamique : elle a permis de l'arrivée de nouvelles technologies et d'un nouveau savoir faire en matière de gestion. La forte montée des IDE a contribué à l'intensification de la formation du capital en réduisant la contribution de la main d'œuvre et de la remplacer par l'utilisation de nouvelles technologies.

Section deux : Les effets des stratégies adoptées par les pays de BRIC :

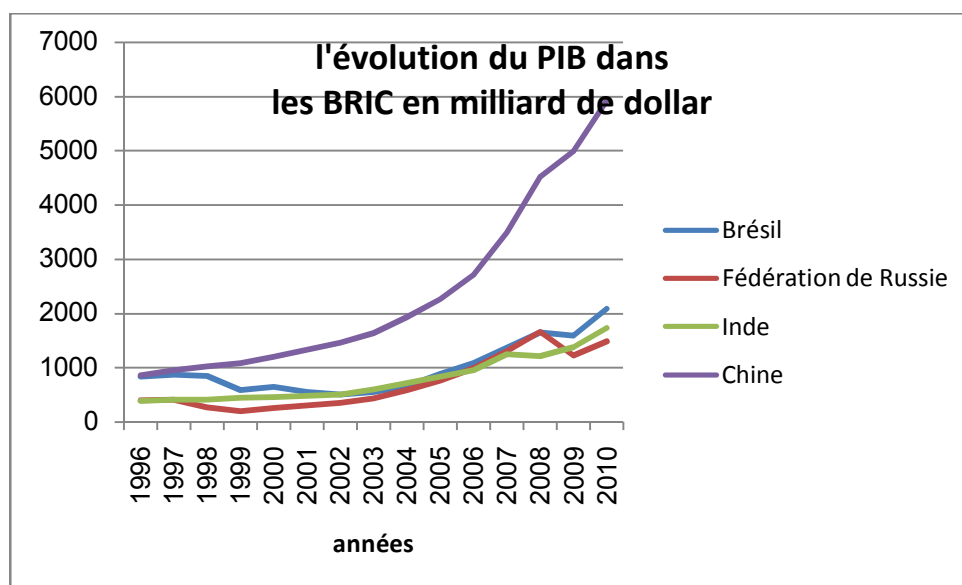
Afin de donner un meilleur aperçu sur effets et les conséquences des stratégies économiques adoptées par l'ensemble des pays de groupe de BRIC, on va exposer dans la première sous-section les effets sur l'évolution du PIB, ensuite sur les indices du développement humain et enfin sur d'autres indicateurs financiers.

Sous section une_: les effets de ces stratégies sur la production et le revenu.

L'étude du produit intérieur brut présente un indicateur très important pour évaluer la réussite d'une stratégie économique. La croissance est mesurée par l'augmentation du PIB. D'autre part, le PIB par habitant est un indicateur pour mesurer le bien être de la population.

Paragraphe un: les effets de ces stratégies sur le PIB.

A partir de la moitié des années 1990, l'évolution du PIB dans les pays de BRIC est présentée par le graphe suivant :



Source : Banque Mondiale 2012.

On observe que les pays de BRIC ont réalisé une augmentation dans leurs PIB à partir des années 1990, c'est-à-dire les stratégies ont commencé à donner les résultats souhaités rapidement, cette rapidité dans l'apparition des fruits des réformes doit à la mauvaise situation de ces économies avant la mise en place des nouvelles politiques économiques suscitées et l'efficacité de ces réformes et ce jusqu'au début de la crise financière et économique avant de reprendre la croissance de leurs économies.

Dans la décennie 2000-2010, la part du PIB des BRIC dans le PIB mondial s'est passé de 8,5% à 17,77%, ce qui reflète leur poids dans l'économie mondiale. Cependant, le processus reste différent entre les quatre pays :

1- **La croissance économique chinoise** : l'économie chinoise a enregistré une croissance continue à partir des années 1980 jusqu'à la fin de cette décennie et avec des taux de croissance souvent à deux chiffres. En 2010, le PIB chinois s'élève jusqu'à 5926 milliards de dollars contre 1198 milliards de dollars en 2000, c'est-à-dire le PIB chinois a été multiplié par cinq. Cette croissance n'a pas été affectée par les effets de la crise économique mais seulement elle a perdu deux points du taux de croissance (de 11% à 09%). En juin 2010, la Chine est devenue la deuxième économie mondiale derrière les Etats-Unis et devant le Japon avec presque 9,4% du PIB mondial.

2- **La croissance de l'économie russe** : en 2010, le PIB russe s'est élevé à 1479 milliards de dollars contre 259 milliards de dollars en 2000 soit une augmentation de 479% dans une décennie seulement. L'économie russe a connu un recul en 2009 à cause des effets négatifs de la crise financière mondiale mais elle a redécollé en 2010. La Russie participe de 2,34% dans le PIB mondiale.

3- **La croissance de l'économie brésilienne** : le Brésil a enregistré une croissance économique continue mais avec des taux qui ne dépassent 6%. A long terme, le PIB brésilien s'est accru de 263% en passant de 644 milliards de dollars en 2000 à 2087 milliards de dollars en 2010. Cette croissance a été influée par les effets de la crise financière en enregistrant un taux négatif en 2009. La part du PIB brésilien dans celui mondial est 3,3%.

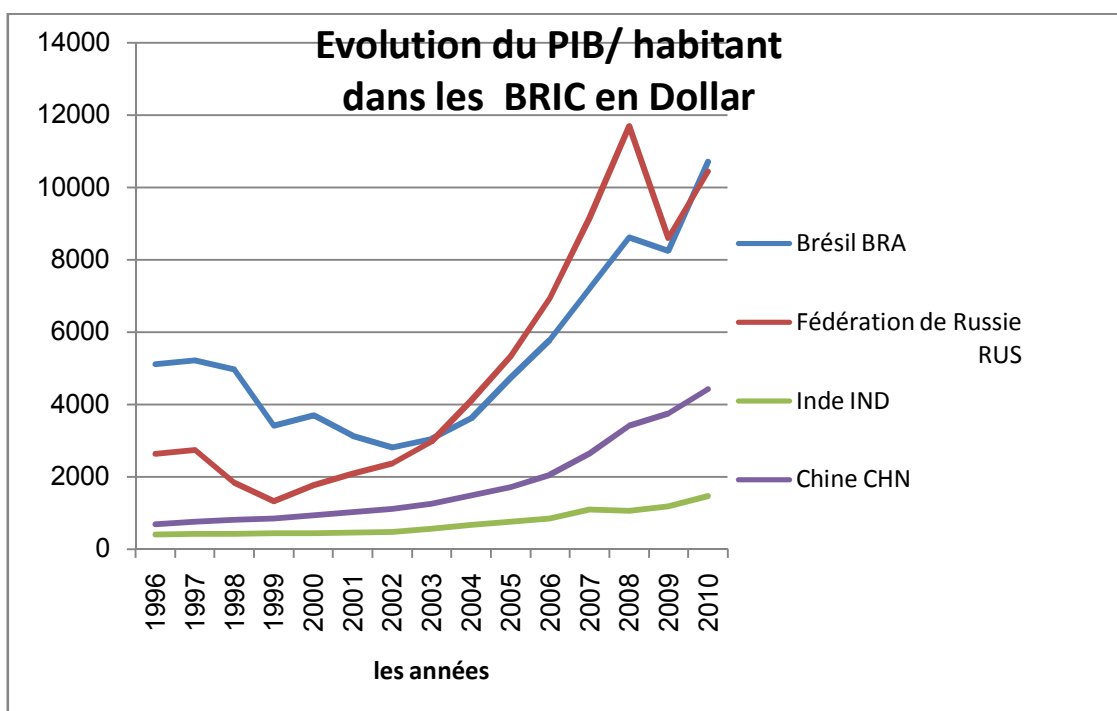
4- **La croissance de l'économie indienne** : le PIB indien a connu des taux de croissance considérables arrivant jusqu'à 9,6% en 2006. Entre 2000 et 2010 le PIB indien a été triplé, et sa part dans le PIB mondial était 2,73% en 2010 avec 1727 milliards de dollars.

Les stratégies d'émergence adoptées par les BRIC ont permis d'augmenter les taux de la croissance économique et la participation des ces quatre pays dans la produit intérieur brut mondial. Mais ces résultats doivent être accompagnés par la hausse du revenu des habitants.

Paragraphe deux: les effets de ces stratégies sur le PIB par habitant.

Le PIB par habitant est un indicateur visant de connaître le revenu de chaque individu dans chaque pays, c'est-à-dire sa part dans le produit intérieur brut réalisé par chaque économie. Il permet de distinguer entre les pays développés (revenu élevé) et les pays en voie de développement (revenu faible).

Le PIB par habitant des BRIC est représenté par le graphe suivant :



Source : Banque Mondiale 2012.

Le PIB par habitant des quatre pays a connu une croissance continue mais avec des taux différents. Il a été multiplié par trois pour le Brésil et l'Inde, par six pour la Russie et par quatre pour la Chine et ce dans la décennie allant de 2000 à 2010.

Le revenu individuel dans la Russie et le Brésil est élevé dépassant 10000 dollars en 2010. Généralement, il est égal ou supérieur au PIB par habitant mondial, mais il reste dans la catégorie des pays ayant un revenu intermédiaire (entre 3856 et 11905 dollars).

Pour la Chine, le PIB par habitant est dans la catégorie des pays ayant un revenu intermédiaire, mais il reste inférieur au PIB par habitant mondial (9227 en 2010). Concernant l'Inde, le PIB par habitant est dans la catégorie des pays ayant un faible revenu et il est inférieur à celui mondial et il reste toujours inférieur et très loin de celui enregistré dans les pays ayant un revenu élevé comme l'indique le tableau ci-dessous :

Comparaison entre le PIB/H dans les BRIC et dans les pays un revenu élevé
(en dollar)

Pays	Brésil	Fédération de Russie	Inde	Chine	Revenu élevé
2000	3696,14677	1775,14129	452,9694	949,178062	25122,6421
2001	3129,75546	2100,74379	462,819523	1041,6377	24720,8908
2002	2812,33422	2375,16293	483,66418	1135,44795	25621,538
2003	3041,6778	2976,13705	563,19257	1273,64074	28528,9926
2004	3609,87551	4108,57449	668,295902	1490,38006	31521,9405
2005	4743,26411	5337,06532	761,966704	1731,12523	33030,8268
2006	5793,40096	6946,881	857,208329	2069,34363	34617,8087
2007	7197,03131	9146,41636	1104,58803	2651,26012	37598,139
2008	8627,98528	11700,2211	1066,69317	3413,58866	39661,9799
2009	8251,06156	8614,67292	1192,07815	3748,93449	36963,4942
2010	10710,066	10439,6424	1474,98082	4428,4646	38208,2223

Source Banque Mondiale 2012.

En 2010, le revenu individuel dans les pays ayant un revenu élevé présente quatre fois celui enregistré dans la Russie et le Brésil, et presque neuf fois du PIB/H dans la Chine et vingt cinq fois u revenu individuel indien qui est très proche du seuil de la pauvreté (1000 Dollars).

Donc les BRIC ont des signes des économies émergentes : des taux de croissance élevés du PIB et un PIB par habitant qui reste toujours inférieur à celui enregistré dans les économies développés mais en progression.

Sous section deux_ : les effets de ces stratégies sur les indices de développement humain.

Avant d'exposer l'impact des réformes effectuées dans les BRIC, on va définir d'abord l'indice de développement humain et quelles est la méthode de son calcul.

Paragraphe un_ : définition et calcul de l'IDH.

Avant les années 1990, le bien-être des peuples était mesuré par le volume du PIB par habitant. Néanmoins, cette vue a été changée par les experts du Programme des Nations Unies pour le développement PNUD qui utilisent une normalisation comparative internationale comprenant trois indices :

- 1- L'indice de développement humain ;
- 2- L'indice de pauvreté humaine ;
- 3- L'indice de participation des femmes à la vie économique.

Cependant, L'indice de développement humain présente l'outil le plus utilisé par les experts du PNUD.

L'IDH est un indicateur sommaire visant la mesure du progrès socio-économique dans chaque pays, et dont la définition reste différente selon sa composante⁶⁴:

1- Définition des objectifs du développement humain :

Dans le premier rapport sur le développement humain publié en 1990, les expert du PNUD l'ont défini comme suit : « un processus permettant d'élargir la capacité de choix des individus, donc son objectif devrait en particulier consister à créer un environnement permettant aux individus de profiter de vies longues, saines et créatives⁶⁵.

⁶⁴Voir A. BOUTAUD, les indices synthétiques du PNUD : IDH, IPH, IPF en ile de France, page 14-17

⁶⁵voir UNDP(1990), HumanDevelopment Report 1990, Concept And Measurement Of Human Development, Oxford UniversityPress, Page 122

2- Définition des dimensions du développement humain :

L'IDH est un indice multidimensionnel permettant de prendre en considération les conditions indispensables dans le processus de développement, s'agissant :

A- L'espérance de vie à la naissance qui permet de mesurer la capacité de bénéficier d'une vie longue et sainte ;

B- La capacité d'accès à l'éducation et aux connaissances qui est mesurée par deux taux à savoir le taux d'alphabétisation des adultes et le taux brut de scolarisation TBS.

C- Le produit intérieur brut (PIB) par habitant qui mesure la capacité d'accès aux ressources matérielles indispensables pour atteindre un niveau de vie décent.

Donc, l'IDH couvre trois dimensions qui sont mesurées par quatre indicateurs (L'espérance de vie à la naissance, le taux d'alphabétisation des adultes, le taux brut de scolarisation TBS et PIB par habitant).

3-le mode de calcul des indices dimensionnels de l'IDH :

Avant le calcul de l'IDH, il faut calculer les indices dimensionnels intégrés dans lui :

- a- l'indice de l'espérance de vie
- b- les taux d'alphabétisation et de scolarisation,
- c- le PIB par habitant,
- d- Agrégation des indices dimensionnels en un indice final : IDH :

L'indice de développement humain est une simple moyenne arithmétique des trois indices suscités :

$$\text{IDH} = (\text{indice d'espérance de vie} + \text{indice d'instruction} + \text{indice de PIB}) / 3$$

Paragraphe deux : évaluation de l'IDH des BRIC.**Evolution de l'IDH dans les pays de BRIC.**

Rang IDH	Pays	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
84	Brésil	0.600	0.634	0.665	0.692	0.695	0.700	0.705	0.708	0.715	0.718
66	Fédération de Russie	..	0.675	0.691	0.725	0.733	0.742	0.748	0.747	0.751	0.755
134	Inde	0.410	0.437	0.461	0.504	0.512	0.523	0.527	0.535	0.542	0.547
101	Chine	0.490	0.541	0.588	0.633	0.644	0.656	0.665	0.674	0.682	0.687

Source : PNUD 2012

Les pays du groupe de BRIC occupent actuellement(en 2011) des places différentes dans le classement des pays selon les indicateurs de développement humain, ou la Russie et le Brésil sont parmi les 100 premier pays et l'Inde au bas du classement en 134^{ème} et la Chine dans la position n° 101. L'indice de développement humain des quatre pays reste toujours très loin de celui des premiers pays dans ce cadre (comme le Norvège avec 0,943).

Néanmoins, l'IDH des pays de ce groupe a connu une croissance continue depuis les années 1990 avec une augmentation de 0,2 ce qui reflète le progrès socio-économique dans ces pays grâce aux stratégies de développement adoptées par leurs gouvernements.

Dans le Brésil, et depuis des décennies, le gouvernement brésilien améliore le quotidien des ménages à faible revenu en élargissant l'accès à l'eau et l'assainissement et assure la protection sociale minimale, ce qui fait augmenter l'espérance de vie à 72ans. Le Brésil se distingue aussi par la forte dépense budgétaire sur l'éducation en consacrant, entre 2000 et 2007, 14,5% des dépenses gouvernementales à l'éducation. Ce qui lui permet de réaliser un niveau d'IDH supérieure à celui enregistré dans la majorité des pays émergents, mais en absence d'une justice dans la répartition de la richesse ou 10% de la population en 2007 n'a pas de niveau de vie décent (13% de la population vit avec moins de 2 dollars par jour).

Concernant la Russie, elle est dans des places avancées par rapport à un pays émergent, elle est classée toujours parmi les pays ayant un développement humain

élevé. Cet avancement dans le classement, qui ne peut pas cacher le redressement dans l'espérance de vie qui a diminué à 66,2 en 2007, doit à la couverture sociale et sanitaire de la population russe. En matière d'éducation, le taux d'alphabétisation de la population de moins de 15 ans est 99,40% sans distinction entre les hommes et les femmes.

Pour l'Inde, l'IDH reste au dessous de celui souhaité à cause du nombre de la population dépassant 01 milliard d'habitant, ce qui influe négativement sur les politiques du progrès socio-économique dans l'Inde, ainsi que le retard enregistré historiquement en la matière. Néanmoins, la situation de développement humain a passé d'un niveau faible à un niveau moyen de 0,547. Concernant les composantes de l'IDH : en 2007, l'espérance de vie à la naissance est égale à 63,4 année, le taux d'alphabétisation est 66%, le taux de scolarisation 61%, le PIB par habitant est 2753 dollars, des chiffres qui restent toujours les plus mauvais dans l'ensemble des pays de BRIC. Avec un taux de pauvreté de 28% en 2007, les trois dimensions de développement humain ne sont pas assurées pour le tiers de la population indienne (signe d'inégalité sociale).

La Chine reste parmi les derniers pays dans ce classement mais elle enregistre des progrès remarquables. A titre d'exemple, le revenu par habitant a connu une croissance incroyable de 1200% en 40 ans, ainsi que les effets des politiques de la régularisation de la croissance démographique (enfant unique) pour augmenter le bien-être de la population. Le taux de pauvreté en 2007 est 7,7%, ce qui reflète la progression du niveau de vie dans la Chine mais le tiers de la population dispose moins de 2 dollars par jour pour vivre.

Conclusion :

Malgré les taux élevés de croissance réalisés dans les économies de BRIC (souvent à deux chiffres) la population ne bénéficie pas de la richesse à cause de la mauvaise répartition de la richesse, un résultat confirmé par les taux de pauvreté qui restent élevés. La croissance économique dans les pays de BRIC ne signifie pas le développement économique notamment dans son coté social, donc la performance économique doit être accompagnée par une augmentation du niveau de vie de la population.

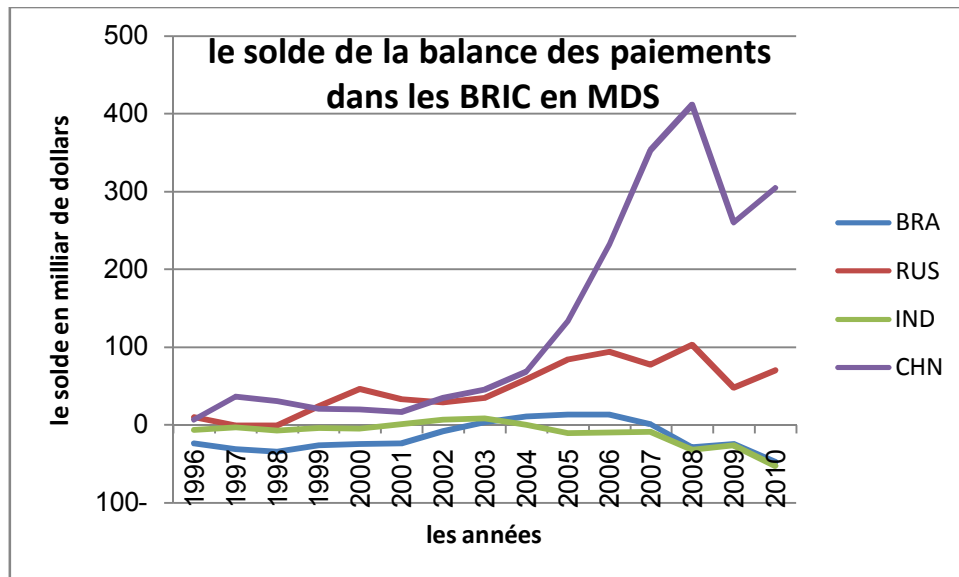
Sous section 03 : les effets de ces stratégies sur d'autres indicateurs.

Il est utile d'étudier l'évolution de certains indicateurs liés aux échanges avec le reste du monde (balance des paiements), aux capacités de financement de l'économie (les réserves de change) et à la stabilité de la monnaie (taux d'inflation).

Paragraphe un : Les effets de ces stratégies sur la balance des paiements.

La mesure de l'insertion de chaque économie dans l'économie mondiale se fait par l'étude et l'analyse des données de la balance des paiements et celui du commerce extérieur.

La balance des paiements est un état récapitulatif comprenant les flux commerciaux et financiers entre un pays et le reste du monde. Elle est divisée en deux parties : la première pour les transactions courantes (balance commerciale et la balance des services) et la deuxième est affectée au transfert des capitaux.



Source : Banque Mondiale 2012

La situation de la balance des paiements dans les pays de BRIC est différente entre eux ou la Chine et la Russie ont enregistré des excédents continus et un solde souvent négatif pour le Brésil et l'Inde.

L'excédent dans la balance chinoise doit à la politique de l'encouragement des industries destinées à l'exportation, une politique qui rend la Chine le premier exportateur mondial avec une valeur des exportations de près de 1217,8 milliard de dollars en 2007. Cette politique résulte aussi la possession de la Chine des réserves de change de plus 1900 milliard de dollars en 2008, ces réserves sont utilisées dans la prestation des prêts et l'obtention des grandes sommes comme des intérêts qui participent dans le renforcement de la situation de la balance des paiements, ainsi que les investissements directs étrangers contribuent dans cet excédent.

Pour la Russie, l'excédent de la balance des paiements est issu des exportations des matières premières notamment les hydrocarbures avec le dynamisme que connaissent les prix du pétrole et du gaz naturel dont la Russie est le premier producteur et exportateur mondial. En 2007, les exportations des marchandises se sont élevées à 352,4 milliard de dollars et les exportations des services à 39,4 milliard de dollars. Concernant les transferts des capitaux, il s'agit des intérêts des crédits accordés à d'autres pays sachant que les réserves de change aient touché 500 milliards de dollars en 2007.

Concernant le Brésil, le solde de la balance des paiements n'est pas stable. Entre 2003 et 2007, la balance des transactions courantes était excédentaire, en 2007, les exportations s'élevaient à 137 milliards de dollars contre 91 milliards de dollars des importations soit un excédent de 46 milliards de dollars. Après 2008, la balance est déficitaire, une situation qui s'explique par l'évolution du taux de change réal/dollar. Pour le transfert des capitaux, le Brésil reçoit les flux des capitaux dans le cadre des IDE notamment.

En ce qui concerne l'Inde, la balance des paiements est souvent déficitaire malgré la hausse des exportations surtout celles des services. Une situation doit à la hausse des importations du pétrole brut, des produits chimiques, des fertilisants agricoles (déficit de la balance des transactions courantes).

Paragraphe deux : les effets de ces stratégies sur les réserves de change.

Les réserves de change sont le volume des devises auprès de chaque pays et qui sont issues de l'excédent commercial, le produit des opérations effectuées dans le marché financier ou bien les intérêts des prêts.

Les réserves de change ont une importance capitale pour chaque économie, elles permettent de financer certaines activités économiques, elles peuvent être prêtées avec la possibilité d'avoir des intérêts.

Pour les pays de BRIC, l'évolution des réserves de change est différente entre les quatre pays :

Les réserves de change dans les pays de BRIC en milliards de dollars

Pays	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Brésil	33,02	35,8664	37,832	49,3	52,93	53,8	85,84	180	193,8
Russie	27,92	23,6046	32,405	37,71	44,31	46,99	56,84	60,8	50,95
Inde	41,06	49,0508	71,608	103,7	131,6	137,8	178,1	277	257,4
Chine	171,8	220,057	297,74	416,2	622,9	831,4	1081	1546	1966

Source : Banque Mondiale 2012.

La Chine occupe la première place au niveau mondial en matière des réserves de change avec presque 2000 milliards de dollars en 2008, dont la majorité est investie sous forme des actions du Trésor Américain finançant l'économie américaine. Cette opération permet aux autorités chinoises d'avoir un outil d'influence sur les Etats-Unis.

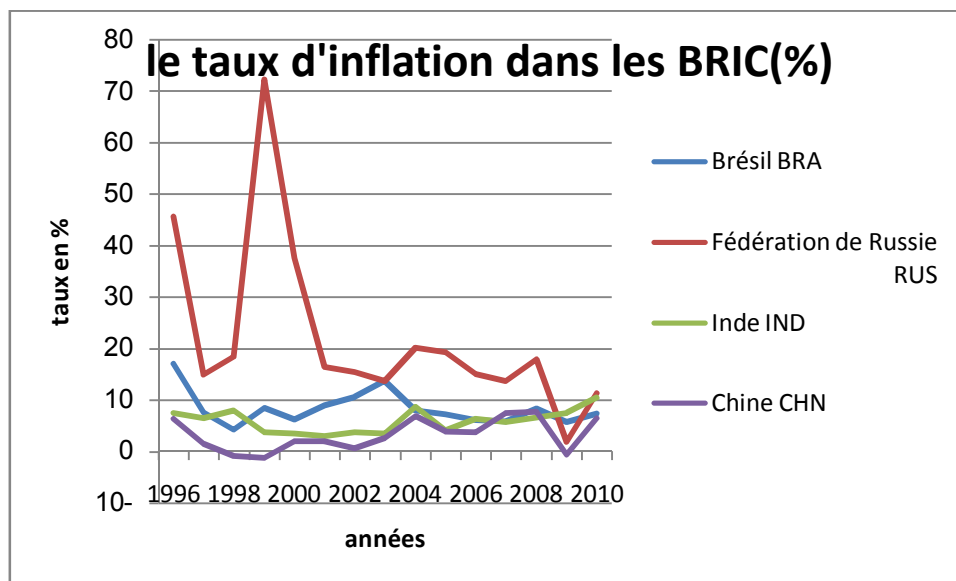
Pour la Russie, la baisse des réserves de change doit à l'utilisation des montants issus des exportations des hydrocarbures dans le financement des activités économiques et gouvernementales et ce devant la domination des hydrocarbures dans l'économie russe.

Concernant l'Inde et le Brésil, les réserves de changes sont considérables, elles sont issues des exportations des produits agricoles et des services pour l'Inde et des exportations des produits agricoles pour le Brésil. Elles sont exploitées dans les marchés financiers et dans les banques occidentales avec des intérêts.

Paragraphe trois : les effets de ces stratégies sur le taux d'inflation

L'émergence économique repose sur l'ouverture commerciale et la libéralisation financière, ce dernier est l'origine des crises bancaires et financière, caractérisée par la montée du taux d'inflation.

Le graphe suivant représente l'évolution du taux d'inflation dans les BRIC :



Source : Banque Mondiale 2012.

La Russie est le pays le plus affecté par l'inflation et qui était souvent à deux chiffres, il est arrivé jusqu'à 72% en 1999 après la crise financière (le taux d'inflation à 4 chiffres), c'est-à-dire, le gouvernement russe a rencontré des problèmes pour maîtriser la libéralisation des prix et du mouvement des capitaux.

Pour le reste des pays, le taux d'inflation reste toujours élevé et immaîtrisable à cause de la libéralisation financière. Il était des fois à deux chiffres, ce qui influe négativement sur le pouvoir d'achat des citoyens et fait perdre la confiance dans les monnaies locales.

Néanmoins, les pays de BRIC ont maîtrisé la progression du taux d'inflation grâce aux différents programmes appliqués dans ce sens comme le REAL PLAN au début des années 1990 dans le Brésil.

Conclusion du troisième chapitre :

Les stratégies économiques adoptées dans les pays de BRIC étaient différentes et elles ont été déterminées selon les caractéristiques de chaque économie et ses problèmes avant la mise en place des réformes économiques. Cependant le point commun entre ces pays est la libéralisation de l'économie en passant d'un système socialiste vers un système plus libéral mais le degré de la libéralisation est aussi différent en enregistrant un niveau élevé dans le Brésil et l'Inde à celui de la Russie et la Chine dont la majorité des programmes de libéralisation a été destinée vers les nationaux.

En ce qui concerne les fruits de ces mutations économiques, les économies des BRIC ont enregistré, dès la mise en place de ces réformes, d'un côté, une forte croissance économique ou le taux de croissance était dans des années à deux chiffres notamment pour la Chine, et d'un autre côté, l'augmentation continue de la part des BRIC dans le PIB mondial (presque 14% du PIB du monde). Aussi, le revenu individuel augmente chaque année mais reste inférieur au PIB par habitant dans les pays développés (deux signes de l'émergence économique des BRIC).

Pour le développement humain, l'IDH dans les quatre pays, à l'exception de la Russie, reste bas notamment pour l'Inde et la Chine, c'est-à-dire, la population ne bénéficie pas de la croissance économique enregistrée (inégalités sociales)

Ces réformes économiques ont permis aux BRIC d'augmenter leurs capacités de financement de l'économie grâce au volume important des réserves de change et de maîtriser le taux d'inflation.

Néanmoins, les résultats obtenus restent différents entre les quatre pays du groupe avec une supériorité de l'économie chinoise dont le PIB est égale aux PIB des autres trois pays, ce qui pourra poser des problèmes pour ces pays dans leur démarche de l'alliance et de rapprochement économique.

A decorative graphic of a scroll with a black outline and rounded corners. The scroll is partially unrolled, with the top edge curving upwards. The text is centered within the scroll's frame.

Chapitre quatre :

**Influence des BRIC
dans l'économie
mondiale.**

Chapitre quatre : influence des BRIC dans l'économie mondiale.

Avant d'étudier l'influence des pays du groupe de BRIC dans l'économie mondiale, il convient tout d'abord de parler de la coordination économique entre les quatre pays, ensuite, leurs poids dans l'économie mondiale, et enfin leur partenariat avec les économies africaines y compris l'économie de l'Algérie.

Section une : coordination économique entre le groupe de BRIC.

La hausse des taux de croissance des BRIC ont poussé les gouvernements du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine de travailler pour consolider les relations économiques entre leurs économies. Cet objectif était atteint par la tenue des sommets des chefs des quatre Etats

Sous section 1 : la convergence économique entre les BRIC

Les pays de BRIC ont des caractéristiques communes qui leurs permettent de réaliser un rapprochement politique et économique, de construire une alliance en vue d'unifier les stratégies de développement et de renforcer la coopération entre leurs économies. Dans ce cadre, la banque américaine d'investissement Goldman Sachs a publié une étude comprenant des prévisions de montée en puissances des BRIC.

Paragraphe un : les facteurs de convergence entre les BRIC

La convergence économique entre deux pays ou plus signifie le rapprochement entre eux en matière des stratégies économiques et des objectifs à atteindre d'une manière permettant de réaliser et de renforcer les intérêts communs. Selon ABRAMOVITZ et BAUMOH(1986), les pays qui réalisent des taux de croissance hétérogènes ils peuvent réaliser des taux de croissance homogènes s'ils se regroupent en sous-ensemble (clubs).

Dans ce cadre, les quatre pays de BRIC tiennent des réunions annuelles en vue de renforcer leur rapprochement politique et économique, un rapprochement qui s'est établi grâce à certains facteurs :

Facteurs politiques :

- Brésil, Russie, Inde et Chine sont des puissances politiques soit au niveau régional ou mondial, aussi, ils présentent des forces militaires ou la Chine et la Russie possèdent les armes nucléaires ;
- L'existence des relations historiques entre la Chine et l'Inde ;
- Les liens stratégiques entre la Chine et la Russie qui présentaient les grands pays du pôle socialiste ;
- Les relations stratégiques entre l'Asie et l'Amérique Latine dans le cadre de la coopération sud-sud.

Facteurs démographiques :

La population de l'ensemble des quatre pays présente 40% de la population mondiale, ce qui pousse les gouvernements des quatre pays de penser à la manière adéquate pour augmenter le bien être de leurs populations (objectif commun)

Facteurs économiques :

- Les pays de BRIC possèdent des réserves importantes des matières premières et de l'énergie, ce qui nécessite la cohérence de leurs efforts pour garder des bons prix des matières premières ;
- la croissance, d'une année à l'autre, des échanges commerciaux entre les membres de ce groupe ;
- les démarches des quatre pays pour exiger aux pays développés de procéder à la réforme des institutions économiques et financières comme le FMI ;
- la richesse financière (la possession des réserves de change importantes) ;
- capacité d'innovation technologique ;
- la vocation commune d'avoir un grand poids dans l'économie mondiale.

Ces facteurs ont poussé les quatre pays de chercher les mécanismes de coopération économique et politique entre eux.

Paragraphe deux : Les études de Goldman Sachs :

En 2001, la banque américaine d'investissement Goldman Sachs a publié une étude intitulée de « Building Better Global Economic BRICs », dans laquelle l'économiste JIM O'NILL a indiqué que les taux de croissance dans le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine étaient supérieurs à ceux enregistrés dans le G7 en 2001.

66

Des prévisions ont été données : à la fin des années 2000, le PIB dans les pays de BRIC va présenter entre 23% et 27% (la part des BRIC était 17,77% en 2010), ces prévisions ont indiqué aussi que la Chine va devenir la deuxième économie mondiale derrière les Etats-Unis, l'Inde en quatrième place, le Brésil et la Russie en neuvième et dixième place respectivement, c'est-à-dire les BRIC seront parmi les dix premiers économies dans le monde⁶⁷.

Cette étude a aussi posé la problématique du maintien du même rôle du G7 notamment devant la montée en puissance des BRIC, un groupe qui pourrait remplacer par le G9 : G5 (la première forme de la constitution du G7 et ce en absence de l'Italie et Canada) + BRIC.

Néanmoins, les possibilités d'adhésion des BRIC au G9 sont différentes.⁶⁸

- la Russie pourrait avoir la vocation d'adhérer au G9 plus que les autres pays de BRIC car elle est membre dans le G8 et vu sa place comme un producteur et exportateur du gaz naturel ;
- le Brésil pourrait accepter l'adhésion au G9 parce qu'il est la plus grande économie en Amérique Latine et son économie est très attractive grâce à la possession des ressources naturelles ;
- la Chine et l'Inde pourraient hésiter d'être membre dans le G9 parce que leur mode économique est différents à celui du G7, mais la possession des ressources naturelles et démographiques leurs pourrait permettre de rejoindre le G9.

⁶⁶ Voir J. O'Nill, **Building Better Global Economic BRICS**, *Global Economic Papers* n° 66, Goldman Sachs, 2001, page

⁶⁷ en 2010, les économies de BRIC sont effectivement dans la liste des dix grandes économies du monde, la Chine en deuxième place, Brésil en sixième place, Russie et l'Inde sont classé respectivement en neuvième et dixième place

⁶⁸ Les membres du G9 sont : les Etats-Unis, la Chine, le Brésil, la France, le Japon, l'Inde, le Russie, le Royaume Uni et l'Allemagne

L'objectif du G9 était de remplacer le G7, résoudre les problèmes de l'économie mondiale et renforcer les échanges économiques et commerciaux entre les pays du monde. Dans la réalité, le G9 n'a pas été constitué mais c'est le G20 qui regroupe toutes les puissances économiques du monde.⁶⁹

Donc, la banque d'investissement Goldman Sachs est la première institution qui a prévu la réalisation des taux élevés de croissance dans les pays de BRIC ainsi leur possession des facteurs presque communs pour montée en puissance.

Sous section 2 : constitution de l'alliance de BRIC.

Il convient d'étudier la nature de cette alliance et les relations entre les quatre pays :

Paragraphe un : la nature de l'alliance des BRIC.

Malgré que l'apparition du concept de BRIC s'était en 2001, la mise en place de cette alliance n'a pas été faite qu'en 2009, lors du sommet de la Russie, cette alliance a constitué un groupe d'intérêts entre ces quatre pays dont la coordination des politiques et décisions économiques est un instrument très important.

La coordination économique signifie l'utilisation de tous les mécanismes visant à accroître la capacité des quatre pays pour améliorer le bien-être commun.

Ce rapprochement est concrétisé par la tenue des réunions annuelles depuis 2009, dont le nombre jusqu'à 2012 est quatre :

Le premier sommet des BRIC :

Le 1^{er} avril 2009, les présidents du Brésil, de la Russie de l'Inde et de la Chine se réunissaient dans la Russie en vue de mettre les piliers de la coopération entre eux : l'accroissement des échanges commerciaux, renforcement du partenariat entre leurs entreprises. Sur le plan international, ils ont revendiqué la réforme du FMI et le système financier international notamment après son effondrement après la crise financière.

⁶⁹ Voir C. Jaffrelot et Autres, *l'enjeu mondial : les pays émergents*, l'EXPRESS, 2008, page

Le deuxième sommet des BRIC :

Le 20 avril 2010, les chefs des quatre pays ont tenu leur deuxième sommet au Brésil, parmi les accords économiques : la création d'une union des banques de développement pour développer les infrastructures sans dépendre des banques étrangères ou du FMI. Par ailleurs, ils ont revendiqué la réorganisation de la gouvernance globale par la réforme de l'ONU et du FMI en leurs demandant un rôle équivalent à leur croissance économique.

Le troisième sommet des BRIC :

Dans la Chine, le troisième sommet a connu l'adhésion de l'Afrique du Sud ou le sommet était appelé BRICS. Les chefs des cinq Etats ont abordé le sujet de la réforme du système financier international.

Dans ce sommet, les dirigeants des BRICS ont insisté beaucoup plus sur les questions économiques par l'étude des positions de leurs pays dans les questions économiques suivantes⁷⁰ :

- réforme du système financier et monétaire international y compris la réforme du FMI ;
- revoir le rôle du G20 ;
- validité des prix des matières premières ;
- développement et l'utilisation des énergies renouvelables ;
- objectifs du millénaire pour le développement ;
- approfondir la coopération économique, commerciale ;
- question de développement durable.

Le quatrième sommet des BRIC :

En Inde, les chefs des cinq pays ont revendiqué le renforcement de leur représentation dans les institutions internationales. Aussi, ils ont demandé aux pays européens de mettre en place des politiques macroéconomiques de réforme structurelle plus responsables, parce que les banques centrales européennes ont injecté des grandes masses monétaires et elles ont abaissé les taux d'intérêts, ce qui pourrait fragiliser la croissance des économies émergentes.

⁷⁰ Voir note de synthèse n° 12 : 3^{ème} sommet des dirigeants des BRIC, OVIDA AFRIDO, 2011, pages 02 et 03.

Les cinq pays ont créé aussi la banque « BRICS BANK » une institution qui vise à permettre aux pays émergents d'être moins dépendants de la Banque Mondiale et du FMI, elle les autorise le cas échéant à contourner l'euro et dollar au profit du yuan.⁷¹

Le point commun entre les quatre sommets est que les chefs d'Etats n'ont jamais abordé les points de divergence comme le taux de change de Yuan.

Paragraphe deux : Les rapports économiques entre les BRIC :

Les pays du groupe de BRIC se situent dans trois continents, et va exposer les relations entre les quatre pays selon leurs continents :

Le rapport entre la Russie et l'Inde-la Chine :

Avant la chute de l'URSS, les relations économiques et politiques entre la Russie et la Chine et l'Inde étaient fortes. En décembre 1998, les trois pays ont lancé la formation d'un triangle stratégique entre eux.

Les échanges commerciaux entre la Chine et la Russie ont connu une forte croissance, ou la Chine est devenue le quatrième client de la Russie en important notamment les hydrocarbures et l'acier. Les échanges commerciaux ont passé de 06 milliards de dollars en 1990 à 56 milliards de dollars en 2008. La Chine et la Russie ont conclu des accords pour fournir à la Chine 15 millions de tonnes de pétrole russe et de 70 milliards de m³ de gaz russe annuellement, tout en débloquant par la Chine un crédit de 25 milliards de dollars pour certaines compagnies russes (TRANSNEFT et ROSENEFT).⁷²

D'un autre côté, les deux Etats ont conclu un accord de coopération entre le nord-est de la Chine et la partie extrême de la Russie (la Sibérie) pour la période 2010- 2018 dans différents domaines (la communication, le transport, la transformation des matières premières, la santé et la protection de l'environnement)

Pour les relations entre la Russie et l'Inde, elles ont connu une grande reprise après un effritement lors de la chute de l'Union Soviétique. La Russie reste parmi les fournisseurs les plus importants pour l'Inde en ce qui concerne les matières premières et les énergies ainsi que les armes.

⁷¹ J. François, *Géopolitique des pays émergents*, CLES, N° 26, 2012, page 02.

⁷² Voir I. FACON, *le tandem sino russe, un défi pour l'occident, politique internationale* n°127

En octobre 2000, les deux pays ont conclu un accord de partenariat stratégique dont les objectifs étaient de renforcer les échanges commerciaux et économiques et l'utilisation de l'énergie nucléaires à des fins pacifiques.⁷³

Le rapport entre le Brésil et l'Inde-la Chine :

La Chine présente un partenaire très important pour le Brésil ou l'économie chinoise reçoit 8,9% des exportations Brésiliennes (3^{ème} place) et le deuxième fournisseur du Brésil avec 11,6% des importations. Les exportations brésiliennes ont été multipliées par douze entre 1990 et 2003 en passant à 5,4 milliards de dollars en 2004.

La Chine a conclu des accords de coopération économique avec le Brésil afin d'assurer la dotation de son économie en produits agricoles comme le Soja. D'autres sociétés chinoises s'installent au Brésil et travaillent dans le domaine de l'exploitation des minerais de fer. Parallèlement, le Brésil travaille pour renforcer le partenariat avec la Chine en vue de profiter de son influence dans l'économie mondiale et s'affranchir de l'influence économique des Etats-Unis.

Section deux : le poids de BRIC dans l'économie mondiale.

Afin de donner un aperçu sur le poids des économies de BRIC dans l'économie mondiale, je propose d'exposer l'émergence des firmes transnationales d'origines des pays de BRIC, le rôle de leurs fonds souverains dans le financement de l'économie mondiale et leurs profits dans les marchés financiers. D'autre part, il convient de parler du poids des BRIC dans le G20 qui a remplacé le G7 dans la résolution des problèmes de l'économie mondiale et la mise des règles qui la régissent.

Sous section une : BRIC comme nouveaux acteurs de la mondialisation économique.

La qualité des pays de BRIC comme des acteurs de la mondialisation économique s'incarne par la montée en puissance des firmes transnationales d'origine de

⁷³Voir A. M. ARIF, l'Inde et sa puissance, page 127

ces quatre pays, ainsi le rôle joué par leurs fonds souverains dans le financement des activités économiques au niveau international et dans les marchés financiers.

Paragraphe un : L'émergence des firmes multinationales d'origine de BRIC

Les firmes multinationales sont des firmes dont les filiales de production s'installent dans deux pays ou plus, elles effectuent ses activités par le biais des investissements directs étrangers IDE, mais les filiales restent toujours dépendantes à la société mère. Selon le CNUCED, il y a près de 80.000 sociétés multinationales qui contrôlent 780.000 filiales de production, ces firmes sont dominées par les pays développés notamment le G7.

Néanmoins, dans les dernières années certaines firmes multinationales sont apparues et elles ont pris en extension notamment celles originaires des économies émergentes. En effet, le magazine Fortune publie chaque année la liste des plus grandes sociétés transnationales du monde, pour celle de 2011, il y a 83 sociétés d'origine des pays de BRIC avec la domination de la Chine avec 61 firmes (elle occupe la deuxième place au niveau mondiale derrière les Etats-Unis).

Parmi la liste des plus grandes cent firmes multinationales, les BRIC comptent 100 sociétés (une russe, d'autre indienne, et une seule société Brésilienne, et avec sept chinoise dont trois sont classée parmi les dix premières).

Les multinationales d'origine de BRIC contrôlent plusieurs secteurs économiques :

- Les sociétés d'origine russe travaillent surtout dans le secteur des hydrocarbures et le secteur des banques (Gazprom, Sberbank...);
- Les sociétés d'origine indienne travaillent dans le secteur pétrolier, automobiles, services, banques (IndianOil, State Bank of India, Tata Motors, Tata Steel);
- Les sociétés d'origine Brésilienne contrôlent le secteur du pétrole, l'agriculture, secteur bancaire (Petrobras, Banco do Brasil, Vale);
- Les sociétés d'origine chinoise contrôlent presque tous les domaines économiques : agriculture, industrie, hydrocarbures, services, technologies et recherche scientifique...(Sinopec Group, China National Petroleum, industrial & Commercial Bank of China, Agricultural Bank of China, China Telecommunications...).

Par ailleurs, les pays de BRIC présentent une destination privilégiée pour les flux des IDE. Dans ce cadre, la Chine est le premier pays d'accueil des IDE avec un taux de progression de 11% en 2011 pour s'établir à 105 milliards de dollars. La Fédération de la Russie à son tour a reçu 41 milliards de dollars, les firmes multinationales ont investi 48 milliards de dollars au Brésil, l'économie indienne a reçu 24 milliards de dollars sous forme des IDE.⁷⁴

Paragraphe deux : Les fonds souverains des pays de BRIC :

Dans les dernières années, les sources de financement de l'économie mondiale se sont élargies avec l'apparition des fonds souverains qui présentent, selon FMI, des fonds d'investissements à but déterminé appartenant à des administrations publiques. En ce qui concerne les sources de l'excédent d'épargne, les fonds souverains relèvent de deux catégories:⁷⁵

- les fonds liés aux matières premières et qui sont alimentés par les recettes d'exportation de ces produits ou par la taxation sur ces mêmes produits ;
- les fonds alimentés par d'autres sources telles que le transfert des réserves de change en devises étrangères réalisé par les banques centrales.

Les gouvernements procèdent à la création des fonds souverains pour l'une des raisons suivantes :

- Diversification des réserves de change ;
- Diversification de l'économie ;
- Rentabilisation des économies ;
- Equité inter-génération.

Donc, la possession des fonds souverains permet d'assurer le financement des projets économiques, ainsi de réaliser un revient financier dans les bourses et les marchés financiers. Ils peuvent présenter un outil de pression en finançant des projets dans d'autres pays notamment avec les problèmes de financement après la crise financière.

⁷⁴. Voir Rapport sur l'investissement dans le monde 2011, CNUCED, 2011 .

⁷⁵Voir H. REISEN, comment reconvertir ressources et revenus du bon usage des fonds souverain, OCDE, 2008, page 10

Certains pays ont créé des fonds lourds dont le capital dépasse 100 milliards de dollars et qui sont généralement des pays exportateurs du pétrole et de pays d'Asie.

Tableau: fonds souverains lourds dans le monde

Pays	fonds	Actifs gérés en milliards de dollars	Source de financement	L'objectif de la création
Emirats arabes unis	Abu Dhabi Investment Authority	875	Pétrole	Diversification de l'économie
Chine	-China Investment Corporation -Central Huijin Investment Corporation -State Foreign Exchange Investment Corporation	500	Non lié aux matières premières	Diversification des réserves de change
Singapour	Government Of Singapore Investment Corporation Et Temasak Holding	438	Non lié aux matières premières	Diversification de l'économie ; Rentabilisation de l'économie
Norvège	Norges Bank Investment Management	322	Pétrole	Equité inter-génération
Arabie Saoudite	Fonds divers (SAMA et d'autres)	300	Pétrole	Equité inter-génération
Koweït	Kuweit Investment Authority	250	Pétrole	Equité inter-génération
Hong Kong	Hong Kong Monetary Authority Investment Portfolio	140	Non lié aux matières premières	Rentabilisation de l'économie
Russie	Fonds de la stabilisation de la fédération de Russie	127	Pétrole	Diversification des réserves de change

Source : KERN(2007), Banque mondiale(2006)

Pour les pays du groupe de BRIC, ils détiennent : ⁷⁶

1- La Chine possède plusieurs fonds souverains grâce au énorme montant des réserves de change. En 1997, le gouvernement chinois a créé la State Administration of Foreign Exchange SAFE dans le but de gérer les réserves de changes accumulées par la banque populaire de la Chine (près de 300 milliards de dollars). La Central Hujin Investment Corporation a été créée en 2003 en vue de recapitaliser les principales banques commerciales publiques chinoises. En 2007, un autre fonds a été créé, il s'agit de la China Investment Corporation CIC qui présente une institution spécialisée dédiée à l'investissement avec un capital initial de 200 milliards de dollars en devises, la CIC gère les fonds de SAFE et contrôle la Central Hujin Investment Corporation. Les domaines d'activités de la CIC ne sont pas limités, elle investit dans les groupes pétroliers américains et européens, elle a acheté des actions dans des entreprises minières canadiennes et australiennes et dans l'industrie nucléaire française et japonaise, c'est-à-dire elle participe dans les plus importantes sociétés des pays industrialisés (CHINALCO, LACKSTONE, MORGAN STANLEY, DIAGEO, TESCO, TOTAL, VEOLIA..). en mars 2007, la Chine a affecté cinq milliards de dollars pour créer le fonds de développement sino-africain pour encourager les sociétés chinoises à investir dans l'Afrique.

2- La Russie à son tour détient un fonds souverain, s'agissant du Fonds de la stabilisation du pétrole (Oil Stabilisation Fund), créé le premier janvier 2004, était chargé d'alimenter le budget de l'Etat en cas de la diminution des prix de pétrole. Ce fonds a été scindé en deux fonds en 2008 :

- Reserve Fund qui gère près de 130 milliards de dollars en obligations d'Etats étrangers (la moitié en dollar américain, le reste en euro et en livre sterling), son capital ne peut dépasser 10% du PIB russe ;
- Le National Wealth Fund qui gère plus de 61 milliards de dollars, il alimente le système de retraite.

3- Le gouvernement brésilien a créé, en 2008, le FUNDO SOBERANO DO BRAZIL FSB, un fond qui gère seulement 9 milliards de dollars. La banque centrale Brésilienne a résisté à transférer les réserves de change au FSB ;⁷⁷

⁷⁶Voir P. Rigaud, les BRIC Brésil, Russie, Inde, Chine : puissances émergentes, Bréal, 2010, pages 87-90.

⁷⁷voir BRIC, sovereign wealth funds, Deutsche Bank, 2010, page 4

4- L'Inde ne possède pas un fonds souverains mais elle envisage de créer un fonds souverains chargés de gérer les réserves de change.

Par le biais des capitaux des fonds souverains, les pays de BRIC interviennent dans les marchés financiers en vue de réaliser des revient financiers, aussi ils jouent un rôle stabilisateur dans les bourses, parce que l'annonce de participation de ces fonds dans le capital d'une entreprise résulte souvent une hausse de la valeur de ses actions dans la bourse grâce à la solvabilité financière des fonds souverains, et l'afflux de la liquidité.

Par ailleurs les fonds souverains dans les BRIC contribuent dans le financement de certains projets notamment à l'étranger (outil de pression sur les pays qui souffrent de crise de financement).

Sous section deux :Le poids des BRIC dans le G20 :

Il est utile tout d'abord de définir le G20 et son rôle dans l'économie mondiale.

Paragraphe un : La définition du G20 :

Le G20 est groupe qui contient vingt puissance économiques dont les intérêts sont divergents, il est composé des pays développés(G7) et des pays émergents, des pays qui cherchent de revoir les règles qui gèrent l'économie mondiale et les institutions internationales.⁷⁸

La mise des règles qui organisent et gèrent l'économie mondiale se faisait par le G7, le groupe des pays les industrialisés(les Etats-Unis, le Japon, la France, Royaume Uni, l'Allemagne, Canada, l'Italie) ou par le G8(le G7 plus la Russie).

Néanmoins, et avec les effets négatifs de la crise financière issus du système financier dont les règles sont mises par le G7, le rôle du G7 a été, d'une grande partie, transféré au G20 qui présente les deux tiers de la population mondiale, 80% du PIB mondial, 85% des échanges commerciaux internationaux, et une importante capacité de financement grâce aux réserves de change notamment les pays émergents membres.

⁷⁸Le G20 comprend les pays suivants :les Etats-Unis, le Japon, la France, Royaume Uni, l'Allemagne, Canada, l'Italie, la Russie, Brésil, la Chine, l'Inde, Corée du Sud, Mexique, Arabie Saoudite, Turquie, Afrique du Sud, Australie, Argentine, Indonésie.

le G20 tiennent chaque année un sommet des chefs d'Etats, les débats étaient autour ce qui suit : ⁷⁹

- Repenser le système monétaire international, principale source des dérèglementations financières depuis 1971 ;
- La lutte contre les paradis fiscaux ;
- La réorganisation du marché des produits dérivés ;
- L'organisation de la traçabilité des produits financiers ;
- Régulation des HUDGE FUNDS et primes brokers ;
- La réforme des agents de notation ;
- Le renforcement des moyens de régulation à l'échelle nationale et internationale.

Paragraphe deux : le poids des BRIC au sein du G20.

Les pays de BRIC ont, dès le premier sommet, revendiqué de réformer le Fonds Monétaire International FMI dont les politiques n'ont pu résoudre les effets négatifs de la crise financière.

Le poids de chaque pays dans FMI dépend de sa quote-part qui définit sa relation avec le Fonds. Cette quote-part est déterminé suivant la taille de l'économie (PIB, réserves de change, balance des transactions courantes...), chaque pays a deux cents cinquante voix de base, et une voix supplémentaire pour 100,000 DTS. La quote-part des BRIC dans FMI est 9,7 du total des quotes-parts. Les BRIC ont revendiqué d'être représentés d'une manière propice à leurs poids économique, à titre d'exemple, la Chine a presque le même nombre des voix que la Belgique avec la grande différence du volume des deux économies. Les BRIC ont exposé certains arguments pour augmenter leurs quoteparts comme : le niveau de leur PIB, leurs énormes réserves de change, l'évolution technologique...)

Les quatre pays de BRIC travaillent pour inclure leurs monnaies dans le panier des monnaies DTS en vue d'internationaliser leurs monnaies et les rendre acceptables dans les échanges commerciaux internationaux. Dans le même cadre, les pays de BRIC ont

⁷⁹Voir le G20 et après, institut montagne, mars 2009, page 04.

refusé la suprématie du dollar américain car le changement de sa valeur dans les dernières années a un effet négatif sur la valeur de leurs exportations dont la majorité est en dollar.⁸⁰

Section trois : partenariat entre BRIC et les économies africaines.

Dans cette section on va parler de la présence des pays de BRIC dans les économies africaines y compris l'Algérie.

Sous section : le poids économique des BRIC dans l'Afrique :

Devant la richesse naturelle du continent africain, les pays de BRIC cherchent toujours de renforcer leur présence dans cette région soit par l'augmentation des échanges commerciaux ou par l'afflux des capitaux. La présence chinoise dans l'Afrique est forte par rapport aux autres pays des BRIC.

Paragraphe un : le poids de l'économie chinoise dans l'Afrique :

La Chine utilise plusieurs mécanismes en vue d'assurer une forte influence dans les économies africaines :

1- Les sommets Chine-Afrique :

Depuis 2000, les Etats africains et la Chine ont tenu des réunions dont l'objet est d'étudier la coopération politique, paix et sécurité, coopération multilatérale, développement économique et développement social. Dans le quatrième sommet, tenu à l'Egypte en 2009, la Chine a affirmé son soutien à toutes les initiatives régionales et internationales visant à améliorer le niveau de vie de la population africaine comme l'initiative de NEPAD.

2- Les aides chinoises données aux pays africains dans le cadre de la coopération internationale ;

3- Le renforcement des échanges commerciaux bilatéraux : le volume du commerce entre la Chine et l'Afrique s'élevait à 114,8 milliards de dollars (10% du commerce africain en 2010). La majorité des exportations chinoises vers l'Afrique sont des produits industriels (automobiles, machines et outils, et de l'électronique), par contre, les pays

⁸⁰ DTS : droits de tirages spéciaux, créés en 1969 par le FMI, ils se composent de 0,6 dollars, 0,4 euro, 18,4 yens, 0,09 livres sterling, ils s'échangent avec 1,55 dollar

africains exportent les matières premières (cuivre, phosphates, acier), les produits agricoles.⁸¹

4- la Chine a confirmé son existence dans l'Afrique par le biais des flux des capitaux dans le cadre de l'investissement direct étranger. Les IDE chinois se concentrent dans les activités liées à l'exploitation des mines et de l'énergie (pétrole et gaz), ainsi que dans les infrastructures, à titre d'exemple, en 2001 la Chine a conclu des accords de financement des infrastructures avec quatre pays africains (Ghana, Nigéria, Cameroun et République Démocratique du Congo) avec un montant de 8,8 milliards de dollars ;⁸²

La Chine a conclu des accords économiques avec 33 pays africains et elle envisage de créer des zones de libre échange avec certains pays africains. Les grands partenaires africains de la Chine sont : des économies rentières (la Zambie, Nigéria, Angola, Libye, soudan) en vue d'assurer son approvisionnement en matières premières et en énergie, et d'autres pays comme l'Afrique du Sud, Ghana, l'Egypte).

Paragraphe deux : partenariat entre les autres BRIC et l'Afrique :

Le partenariat entre les BRIC et les pays africains existe sous différents types : échanges commerciaux et les IDE :

1-le partenariat entre l'Afrique et Brésil :

Entre 2000 et 2010, les échanges commerciaux entre Brésil et l'Afrique étaient multipliés par cinq en passant à 20 milliards de dollars. En 2007 le Brésil a lancé le programme de l'intégration avec l'Afrique, avec un montant de 265 millions de dollars (365 millions de dollars en 2008), le gouvernement brésilien a visé de relancer les entreprises actives en Afrique.⁸³

Aujourd'hui, les entreprises brésiliennes sont présentes presque dans tous les cotés du continent africain dans les secteurs des infrastructures, de l'énergie et l'exploitation minière).

⁸¹Voir P. FERRAS, *l'impact du partenariat entre les BRIC et les pays africains sur l'évolution du régionalisme sécuritaire*, IRSEM, page 50

⁸²Voir *perspectives économiques mondiales*, la Banque Mondiale, JANVIER 2011,

⁸³Voir *le partenariat Afrique Brésil*, Banque Mondiale, IPEA, page 4

2-le partenariat entre la Russie et l'Afrique :

Dés la fin de la deuxième guerre mondiale, la Russie agissait avec l'Afrique comme une zone d'influence et un marché pour la vente des armes. Mais dans le début de ce siècle, les autorités russes cherchent de consolider les piliers du partenariat avec les pays africains. En 2009, la Russie a lancé le programme d'aide pour le développement pour l'Afrique, avec un montant de 500 millions de dollars destinés à la lutte contre la faim, contre le Sida...

Par ailleurs, la Russie essaye de mettre en place des alliances avec les pays exportateurs des matières premières et des hydrocarbures (Afrique du Sud pour le diamant, l'Algérie pour le gaz naturel...) en vue de protéger leurs intérêts et garder les prix à haut niveau.

3-le partenariat entre l'Inde et l'Afrique :

Les relations économiques entre l'Inde et le continent africain sont historiques. En 2008, les deux parties ont tenu un sommet ayant pour objet de renforcer les échanges commerciaux. Les deux parties concentrent la coopération sur :

- l'assistance technique et le renforcement des capacités dans le cadre des négociations commerciales ;
- le renforcement des liens entre les entreprises des deux parties en vue d'élever leurs compétitivités dans les marchés mondiaux ;
- l'accord des avantages (fiscaux et administratifs) aux entreprises de chaque partie pour investir dans l'autre partie.

L'Inde et les pays africains ont insisté sur la nécessité de coordonner les stratégies agricoles comme le partage des expériences et la coopération pour la lutte contre les maladies phytosanitaires.

Sous section deux : les BRIC en Algérie.

Les relations entre l'Algérie et les BRIC (Brésil, Russie, Chine et Inde) sont historiques, elles étaient lancées juste après l'indépendance de l'Algérie, les cinq pays ont adopté la même idéologie socialiste, des relations qui se continuent et s'évoluent avec le temps.

Paragraphe un : les échanges commerciaux entre l'Algérie et BRIC.

La majorité des échanges commerciaux de l'Algérie est avec les Etats-Unis et les pays européens surtout avec la France. Néanmoins, dans les dernières années, certains pays sont devenus des partenaires commerciaux à l'Algérie, parmi lesquels on a les pays du groupe de BRIC.

Les exportations de l'Algérie vers les BRIC en 2011:

classement	pays	Valeurs en milliard de dollar	%	évolution
7	Brésil	3,23	4,40%	34%
10	Inde	2,23	3,05%	43%
11	Chine	2,17	2,96%	85%

Source : CNIS 2012

Brésil, Inde et Chine sont parmi les plus grands clients de l'Algérie, en 2011 ils ont reçu 7,63 milliards de dollars soit 10,41% des exportations algériennes. L'Algérie exporte généralement les hydrocarbures (Combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leurs distillations; matières bitumineuses; cires minérales) et les matières premières vers ces trois pays.

Les exportations des BRIC vers l'Algérie en 2011:

classement	pays	Valeurs en milliard de dollar	%	évolution
2	Chine	4,74	10,03%	6,73%
8	Brésil	1,76	3,73%	95,12%
11	Inde	1,09	2,31%	41,58%

Source : CNIS 2012

Le Brésil, la Chine et l'Inde sont des grands fournisseurs de l'Algérie avec une valeur de 7,59 milliards de dollars soit 16,07% des importations algériennes en 2011 et 6,11 milliards de dollars en 2012.

Pour la Russie, les échanges commerciaux avec l'Algérie restent très bas par rapport aux autres trois pays, ils étaient 163 millions de dollars en 2012.

Ces importations sont différents (produits agricoles et industriels), et à titre d'exemple, on cite deux produits, les céréales et les véhicules :

Exportation des céréales vers l'Algérie en 2012

Pays	Valeurs en dollars	Quantité (Kg)
Russie	792.700	3.005.000
Brésil	74.131.163	282.553.086
Chine	1.262.112	1.790.584
Inde	760.111	604.397

Source : CNIS Algérie 2012

De ce tableau, on observe que les pays de BRIC sont des fournisseurs importants pour l'Algérie pour les céréales avec une valeur de plus de 77 millions de dollars pour une quantité de 287.953 tonnes des céréales, ce qui reflète une dépendance alimentaire de l'Algérie vers ces pays.

Exportation des véhicules vers l'Algérie en 2012

Pays	Valeurs en dollars
Russie	408.163
Brésil	7.918.987
Chine	693.898.222
Inde	193.724.870

Source : CNIS Algérie 2012

Le marché des voitures en Algérie est un marché potentiel, un facteur qui attire les multinationales d'origine des pays de BRIC dans le domaine industriel d'augmenter d'une année à autre ses exportations des véhicules vers l'Algérie notamment les marques chinoises dont la valeur est basse par rapport aux autres marques notamment

celles des pays européens. En 2012 les exportations des véhicules des BRIC vers l'Algérie s'élève à 900 millions de dollars.

Généralement les pays de BRIC sont des partenaires commerciaux et les échanges commerciaux sont en évolution continue, à titre d'exemple, les exportations brésiliennes sont doublées dans une année seulement (95% entre 2010 et 2011), et les importations chinoises de l'Algérie s'évaluent de 85% dans la même période. La balance commerciale avec ces quatre pays est presque équilibrée.

Paragraphe deux : partenariat économique entre l'Algérie et BRIC.

Dans les dernières années l'Algérie a attribué des contrats de 20 milliards de dollars pour cinquante sociétés chinoises relatifs aux projets de la réalisation de l'autoroute Est-Ouest, à la construction des réseaux ferroviaires dans la partie occidentale du pays, à la construction des logements réalisés dans le cadre des différents programmes comme le programme de la construction d'un million de logements.

En 2006, le géant russe GAZPROM a signé un protocole d'accord avec Sonatrach ayant pour objet de mettre en place une alliance stratégique entre les deux sociétés qui permet à une coopération dans toutes les activités reliées au secteur des hydrocarbures de l'exploration jusqu'à la distribution du gaz dans les marchés mondiaux.

Dans ce cadre, la société Chinese National Pétroleum Corporation a conclu un accord avec Sonatrach pour créer une petite raffinerie à Adrar dont la capacité de production est 13000 baril/ jour. En 2010, les sociétés indiennes ont été invitées à prendre part d'un projet de 10 milliards de dollars pour la construction du Gazoduc transsaharien en Algérie. La société brésilienne PETROBRAS a investi avec Sonatrach dans un projet de l'exploration du gaz naturel⁸⁴.

Les sociétés des BRIC veulent investir en Algérie pour bénéficier des avantages fiscaux prévus dans l'accord d'association avec l'Union Européen.

⁸⁴Voir V.Castel et d'autres, les BRIC en Afrique du Nord : les enjeux sont il en train de changer ?, AFDB, 1^{er} trimestre 2011, page 5, 6 et 9

Par ailleurs, il existe d'autres domaines d'investissement dans l'Algérie dont des projets ont été détectés comme l'indique le tableau ci-après :

La liste des projets détectés en Algérie en 2007 ⁸⁵

Entreprise	Origine	Secteur	Projet
RANDON	Brésil	Automobile	Associated Car and Truck et la filiale de Cevital lancent une ligne d'assemblage des remorques industrielles.
CHINA GEO ENGINEERING	Chine	Ciment-verres minéraux	La société chinoise CHINA GEO ENGINEERING décroche des contrats de prospection aurifère.
SOCOM	Chine	Ciment-verres minéraux	Le chinois SOCOM obtient une licence d'exploitation aurifère à Tamarrasset avec une valeur de 3 millions de dollars
CECOMINES	Chine	Ciment-verres minéraux	Le groupe minier chinois reporte la licence d'exportation de Zinc pour les sites de Guelma-Tébessa et Sou Ahres
CGC OUVVERSEAS CONSTRUCTION	Chine	Ciment-verres minéraux	L'entreprise chinoise décroche des licences de prospection aurifères pour différents sites.
HUAWEI	Chine	Equipement du foyer	La compagnie technologique chinoise inaugure un nouveau siège régional à Alger

Le choix de l'Algérie comme un pays d'accueil des IDE des BRIC est effectué grâce aux plusieurs facteurs, à titre d'exemple : les réserves de change, une population active de 68% de la population globale. Néanmoins, les domaines d'investissement restent limités en choisissant les secteurs des hydrocarbures, l'exploration des matières premières, en absence des projets dans les secteurs agricoles et le secteur des hautes

⁸⁵ Voir P. Henry, S. Abdelkrim et B. Saint Laurent, les investissements étrangers dans la région MEDA en 2007, AMINA Investment Network, 2008, pages 98,102 et 104

technologies, ce qui signifie que les multinationales d'origine BRIC cherchent toujours des projets ayant une rentabilité rapide et élevée.

De ce fait, l'Algérie par les biais des IDE et des accords de partenariat pourra bénéficier des expériences de croissance économique dans les BRIC notamment le transfert des technologies et l'investissement dans le secteur agricole.

Conclusion du chapitre quatre :

L'influence des pays du groupe de BRIC dans l'économie mondiale ne cesse d'augmenter soit l'influence de chaque pays ou l'influence des quatre pays comme un groupe ou une alliance, une situation traduite par une convergence économique entre eux grâce aux différents facteurs (démographiques, politiques et économiques) et la tenue des réunions annuelles en vue de résoudre les problèmes de leurs économies, renforcer la coopération et de revendiquer l'introduction des réformes dans l'économie mondiale. Ce qui rend une réalité l'approche théorique de l'économiste JIM O'NILL de la banque américaine Goldman Sachs.

Font partie du G20, les BRIC sont des acteurs influents avec la possession des grandes firmes internationales dans les différents continents du monde et avec une capacité considérable de financement de l'économie grâce à leurs fonds souverains.

Cette influence s'étend au continent africain qui détient le plus grand réservoir des matières premières et des marchés potentiels. L'Algérie à son tour est un partenaire économique (les IDE) et commercial (les échanges commerciaux) à ces pays. Des relations qui devront être développées en vue de transférer l'expérience d'émergence économique de ces pays vers l'Algérie.

Conclusion :

L'émergence économique est le fruit des mutations économiques dans certains pays qui ont mis en place de différents programmes de sortie de sous-développement, cette émergence a touché des dizaines d'économies dans les cinq continents du monde y compris l'Afrique. Un concept qui n'a pas une définition unique et officielle, les économies émergentes jouent actuellement un rôle très important dans l'économie mondiale, elles ont une influence dans les différentes institutions économiques et politiques internationales, et elles contribuent aux programmes réalisés dans le cadre de la coopération économique internationale. Ces économies n'ont pas adopté des stratégies d'émergence communes, c'est-à-dire, il n'existe pas « one best way de l'émergence ».

L'étude des pays du groupe de BRIC nous confirme qu'il n'y a pas une seule stratégie pour s'émerger économiquement, Brésil, Russie, Inde et Chine ont adopté des différentes politiques de développement, les points communs entre les quatre pays sont les suivants : la volonté d'être un pays développé, les politiques de l'émergence étaient issues de l'intérieur suivant les caractéristiques de leurs économies, la libéralisation économique.

Donc l'hypothèse n° 01 (La définition du concept de l'émergence économique et les trajectoires de l'émergence sont déterminées définitivement) et l'hypothèse n° 02 (les pays de BRIC ont suivi les mêmes stratégies de développement) sont refusées.

La l'adoption de ces stratégies d'émergence ont permis au groupe de BRIC de réaliser des taux de croissance considérable et continue dans la dernière décennie, ils ont augmenté le niveau du bien-être de leurs populations qui reste inférieur à celui enregistré dans les pays développés, les autres indicateurs économiques s'évaluent d'une année à l'autre. La performance des politiques économiques des BRIC s'apparait dans la résistance de leurs économies devant les effets négatifs de la crise financière, et le redécollage rapide après la crise.

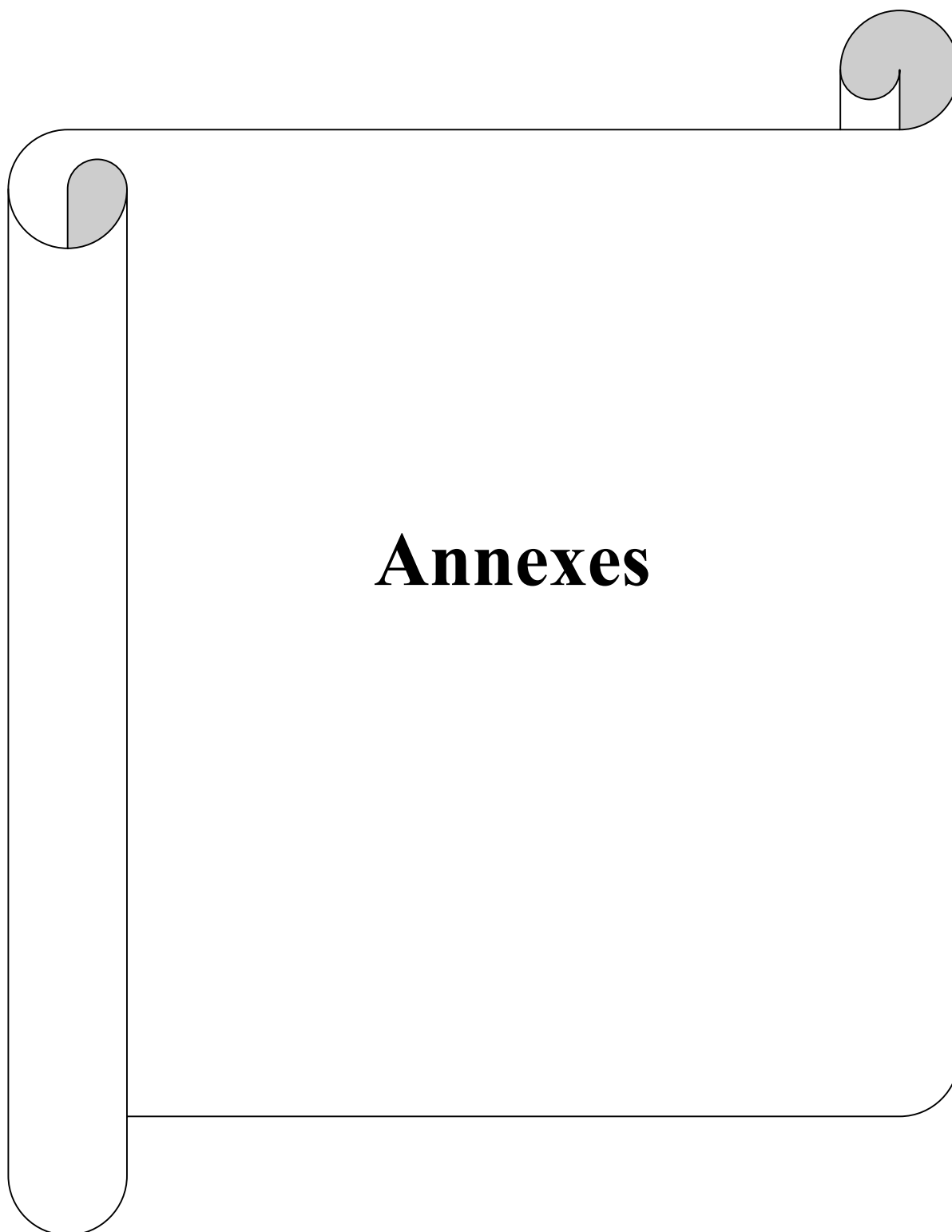
De ce qui précède l'hypothèse n° 03 (Les démarches entreprises ont donné des résultats positifs pour tous les indicateurs économiques) est acceptée ou malgré la différence entre les niveaux de performance économique, tous les indicateurs économiques sont en progression.

Sur le plan international, les quatre pays du groupe de BRIC ont constitué une alliance politique et économique en vue de coordonner leurs efforts pour avoir une place propice à la taille de leurs économies dans la scène économique internationale, mais les décisions prises dans les sommets de BRIC restent insuffisantes pour réaliser l'intégration économique entre eux. Les quatre pays sont des membres influents dans le forum du G20, ils revendiquent la réforme des institutions économiques internationales comme le Fonds Monétaire International FMI, et l'établissement de l'égalité entre les pays en annulant tous les avantages accordés historiquement aux Etats-Unis et aux pays européens. Les pays du groupe de BRIC sont présents dans les différents continents du monde notamment dans l'Afrique y compris l'Algérie en concluant des accords de partenariat par le biais des investissements directs étrangers et des différents programmes de la coopération économique internationale. Le groupe des pays de BRIC adopte aussi une politique commerciale axée sur l'augmentation des exportations vers tous les pays du monde. Ces actions économiques et commerciales ont créé une dépendance économique et même politique de certains pays aux pays de BRIC.

Donc, l'hypothèse n° 04 (Les pays de BRIC jouent un rôle clé sur la scène économique internationale) est acceptée, surtout avec la part du PIB de ce groupe dans le PIB mondial (17,77% en 2010).

Le groupe des pays de BRIC s'est élargi dans les dernières années avec l'adhésion des autres pays comme le Mexique, et l'Afrique du Sud qui a participé au dernier sommet du groupe parce que, un côté, l'expérience des quatre pays (le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine) a connu une réussite, et d'un autre côté, ces pays sont devenus des puissances émergentes ayant un poids dans la scène économique et politique internationale.

L'Algérie, comme un partenaire commercial et économique à ces pays et vu la possession d'un grand réservoir des hydrocarbures et des matières premières et l'existence des conditions favorables pour le développement de l'agriculture, doit inspirer de l'expérience de ces pays qui ont échappé de sous développement, par le biais de l'adoption des stratégies économiques suivant les caractéristiques et les problèmes de l'économie algérienne notamment avec la possession de plus de 191 milliards de dollars en 2011 selon les statistiques de la banque mondiale.



Annexe 01: PIB dans les BRIC (en milliard\$ US courants).

Pays	Brésil	Fédération de Russie	Inde	Chine
1990	461,951782	516,814259	317,466616	356,936901
1991	407,337833	509,381639	267,523505	379,468656
1992	390,566551	460,205415	245,55317	422,660918
1993	438,299504	435,060123	276,037366	440,500899
1994	546,23338	395,086556	323,506144	559,224707
1995	768,95118	395,528489	356,298991	728,0072
1996	839,683247	391,721392	388,343911	856,084729
1997	871,199987	404,926534	410,915167	952,652693
1998	843,826501	270,953117	416,252442	1019,45859
1999	586,863191	195,905768	450,476199	1083,27793
2000	644,701831	259,708496	460,182032	1198,47493
2001	553,582178	306,602674	477,848859	1324,80691
2002	504,221229	345,110439	507,189954	1453,82755
2003	552,469288	430,347771	599,46139	1640,95873
2004	663,76	591,016691	721,573249	1931,64433
2005	882,185292	764,000901	834,035801	2256,90259
2006	1088,91728	989,930542	951,339359	2712,95089
2007	1365,98265	1299,70576	1242,42625	3494,05594
2008	1652,63223	1660,84639	1215,99281	4521,82729
2009	1594,48968	1221,99135	1377,26472	4991,25641
2010	2087,88955	1479,81931	1727,1111	5926,61201

Source : Banque Mondiale 2012

Annexe 02 : PIB par habitant dans les BRIC (en \$ US courants)

Pays	Brésil	Fédération de Russie	Inde	Chine
1990	3086,87702	3485,1122	373,703367	314,4306
1991	2677,26696	3427,31752	308,729651	329,749089
1992	2526,59618	3095,08716	278,146046	362,808414
1993	2791,96868	2929,30328	306,937023	373,800023
1994	3426,84016	2663,45699	353,289509	469,213194
1995	4751,06526	2669,94612	382,221236	604,228061
1996	5109,34861	2651,44202	409,317826	703,120799
1997	5220,85654	2748,91744	425,629968	774,467161
1998	4980,98064	1844,48578	423,803579	820,863077
1999	3413,25997	1338,98644	450,9199	864,730314
2000	3696,14677	1775,14129	452,9694	949,178062
2001	3129,75546	2100,74379	462,819523	1041,6377
2002	2812,33422	2375,16293	483,66418	1135,44795
2003	3041,6778	2976,13705	563,19257	1273,64074
2004	3609,87551	4108,57449	668,295902	1490,38006
2005	4743,26411	5337,06532	761,966704	1731,12523
2006	5793,40096	6946,881	857,208329	2069,34363
2007	7197,03131	9146,41636	1104,58803	2651,26012
2008	8627,98528	11700,2211	1066,69317	3413,58866
2009	8251,06156	8614,67292	1192,07815	3748,93449
2010	10710,066	10439,6424	1474,98082	4428,4646

Source : Banque Mondiale 2012

Annexe 03 :Agriculture, valeur ajoutée dans les BRIC(% du PIB)

Pays	Brésil	Fédération de Russie	Inde	Chine
1990	8,1	16,6110739	29,2797341	27,1162108
1991	7,79	14,2941961	29,6491901	24,5263182
1992	7,72	7,39353834	28,9895923	21,7898862
1993	7,56	8,31108952	28,9303793	19,7085518
1994	9,85	6,62948055	28,5218198	19,8612388
1995	5,7712514	7,16051232	26,4884071	19,9622658
1996	5,51368565	7,17246646	27,3671185	19,691022
1997	5,39627447	6,4393762	26,1157087	18,2871361
1998	5,52474321	5,61600268	26,018853	17,5559821
1999	5,47304594	7,31454382	24,993493	16,4702209
2000	5,60281036	6,43452162	23,3538319	15,0630118
2001	5,97337419	6,58868076	23,1973575	14,3917518
2002	6,61771117	6,29875895	20,8745409	13,7427329
2003	7,38596762	6,2552289	20,9734573	12,7973401
2004	6,91327928	5,62017487	19,0285327	13,3931215
2005	5,70839076	4,96657343	18,8154369	12,1230231
2006	5,46735679	4,52340039	18,293014	11,113452
2007	5,56271412	4,41079224	18,2589161	10,7697103
2008	5,90180035	4,40347403	17,5866694	10,7315685
2009	6,08246042	4,68270124	17,7605764	10,3331503
2010	5,76694931	4,04232927	18,980205	10,1031401

Source : Banque Mondiale 2012

Annexe 04 : Industrie, valeur ajoutée dans les BRIC (% du PIB)

Pays	Brésil	Fédération de Russie	Inde	Chine
1990	38,69	48,3510694	26,4932793	41,3407048
1991	36,16	47,6042726	25,4008443	41,7886739
1992	38,7	43,0074836	25,7697081	43,4546022
1993	41,61	44,5682175	25,4976084	46,5683098
1994	42,0583716	44,7226863	26,4052618	46,5692489
1995	27,5258906	36,9560333	27,4018304	47,1751185
1996	25,9840126	38,7095015	26,5988283	47,5366904
1997	26,1287651	38,0555425	26,4103441	47,5390323
1998	25,6583468	37,353532	25,7411304	46,2121751
1999	25,9459087	37,2318116	25,3734915	45,7575521
2000	27,7317628	37,9456082	26,1141999	45,9166505
2001	26,9235858	35,700494	25,1705227	45,1524534
2002	27,0519327	32,7656712	26,2339688	44,7898243
2003	27,8458031	32,5701754	26,0451528	45,9689538
2004	30,1136019	36,3287069	27,9250565	46,2253367
2005	29,2729609	38,0776963	28,1336427	47,36636
2006	28,7527649	37,2295286	28,8418264	47,9484896
2007	27,8112103	36,4428466	29,0319736	47,3387966
2008	27,9016063	36,1196137	28,2876411	47,4464631
2009	26,8288327	33,7083352	27,5654294	46,2415449
2010	28,0694513	36,6772994	27,1167148	46,6692967
2011	27,5330209		26,4090964	46,6105709

Source : Banque Mondiale 2012

**Annexe 05 : Balance des paiements courants dans les BRIC
(en milliards \$ US courants)**

Pays	Brésil	Fédération de Russie	inde	Chine
1990	-3,823		-7,03565441	11,997
1991	-1,45		-4,29173433	13,272
1992	6,089		-4,48522363	6,401
1993	0,02		-1,87580228	-11,609
1994	-1,153	7,843588	-1,67628152	6,908
1995	-18,136	6,96267533	-5,56322758	1,61839
1996	-23,248	10,8468195	-5,95613958	7,243
1997	-30,491	-0,08034778	-2,96519531	36,963
1998	-33,829	0,219076	-6,90310537	31,472
1999	-25,4	24,6157759	-3,22802282	21,115
2000	-24,2245297	46,8393208	-4,60124878	20,518382
2001	-23,214529	33,9345883	1,41018157	17,401
2002	-7,63662935	29,115942	7,05949604	35,421998
2003	4,17728849	35,4100223	8,77251026	45,8748117
2004	11,737597	59,5117479	0,78019572	68,6591624
2005	13,9846555	84,6021743	-10,2835433	134,082021
2006	13,6214762	94,6863913	-9,29906032	232,745972
2007	1,55078509	77,7683253	-8,07569448	353,99647
2008	-28,1920237	103,529765	-30,9719872	412,363809
2009	-24,3022621	48,6046889	-25,9217643	261,120248
2010	-47,3647307	70,2532336	-51,7809971	305,373967

Source : Banque Mondiale 2012

Annexe 06 : Les IDE dans les BRIC (en milliard de dollar US courants)

Pays	Brésil	Fédération de Russie	Inde	Chine
1990	0,989		0,23669	3,487
1991	1,103		0,07353764	4,366
1992	2,061	1,161	0,27651244	11,156
1993	1,292	1,211	0,55037002	27,515
1994	3,072	0,69	0,97327147	33,787
1995	4,859	2,065	2,14362811	35,8492
1996	11,2	2,579	2,42605702	40,18
1997	19,65	4,86464327	3,57733004	44,237
1998	31,913	2,76126	2,63465166	43,751
1999	28,576	3,30943	2,16859105	38,753
2000	32,7792397	2,71423	3,58421731	38,3993
2001	22,4573534	2,7482856	5,47194716	44,241
2002	16,5902042	3,4611318	5,62603951	49,3079766
2003	10,1435247	7,9581202	4,32274767	47,0767187
2004	18,1656939	15,4443708	5,77129715	54,9364833
2005	15,0662917	12,8858075	7,60642524	117,208286
2006	18,7822154	29,7014271	20,3359474	124,082036
2007	34,584901	55,0731978	25,482652	160,051835
2008	45,0581563	75,002416	43,4062771	175,14765
2009	25,9485798	36,499625	35,5958617	114,214527
2010	48,4377347	42,8684285	24,1591807	185,080744

Source : Banque Mondiale 2012

**Annexe 07 : Prêts de la BIRD et crédits de l'IDA (Dette en cours et
décaissée, milliards \$ US courants)**

Pays	Brésil	Fédération de Russie	Inde	Chine
1990	8,426717		21,30652	5,88099
1991	8,164643		22,661997	7,165271
1992	7,238026		24,406002	8,038397
1993	6,574882	0,366857	25,84843	9,709382
1994	6,310906	0,684286	28,785988	12,030535
1995	6,037664	1,523877	27,347776	14,247875
1996	5,876244	2,508965	26,384267	15,194723
1997	5,742737	5,053064	26,049772	16,069053
1998	6,298359	6,336702	26,553096	18,337597
1999	6,822419	6,70694	26,744721	19,307722
2000	7,376553	6,843667	25,966848	19,889372
2001	7,963197	6,745633	26,467214	20,203244
2002	8,584823	6,598613	26,092808	20,676866
2003	8,58816	6,289172	26,504384	20,971177
2004	8,668375	5,743457	28,37925	21,705151
2005	8,083177	5,091359	28,004165	20,880303
2006	9,694176	4,758913	30,440342	21,411742
2007	9,676332	4,291763	31,998715	21,912498
2008	10,670772	3,850971	32,79442	22,250017
2009	10,065337	3,210674	34,432254	22,277062
2010	13,523256	2,618311	37,068178	21,961743

Source : Banque Mondiale 2012

**Annexe 08 : Aide publique au développement nette reçue dans les
BRIC (\$ US courants)**

Pays	Brésil	Fédération de Russie	Inde	Chine
1990	151060000		1398930000	2032370000
1991	161560000		2736230000	1932580000
1992	-257790000		2422850000	2993630000
1993	199830000		1462160000	3206880000
1994	251340000		2317380000	3138610000
1995	271310000		1729410000	3470670000
1996	270080000		1892510000	2640040000
1997	259860000		1641270000	2047390000
1998	282220000		1604150000	2438570000
1999	123100000		1483590000	2379250000
2000	231370000		1372840000	1711750000
2001	219530000		1732090000	1549030000
2002	207730000		1757870000	1496780000
2003	198280000		729780000	1358550000
2004	154380000		774020000	1715750000
2005	243070000		1875790000	1814300000
2006	113430000		1384300000	1247870000
2007	321200000		1390670000	1487940000
2008	460360000		2117070000	1479510000
2009	336930000		2500390000	1129470000
2010	661320000		2806360000	646110000

Source : Banque Mondiale 2012

Annexe 09 : Total des réserves dans les BRIC (comprend l'or, en milliard \$ US courants)

Pays	Brésil	Fédération de Russie	Inde	Chine
1990	9,19969103		5,63744698	34,4756631
1991	8,74863153		7,61598744	48,1650184
1992	23,2645475		9,53878491	24,8526325
1993	31,746911	9,81768156	14,6746275	27,3481054
1994	38,4917777	7,20622724	24,220929	57,78134
1995	51,4773896	18,0236411	22,8646385	80,2884341
1996	59,6854761	16,2576173	24,8893661	111,728907
1997	51,7055206	17,6240902	28,3853727	146,448006
1998	43,9021937	12,0429729	30,6465652	152,842973
1999	36,3423244	12,3251024	36,0052949	161,414045
2000	33,0152973	27,6562667	41,0590626	171,763103
2001	35,8664455	36,3025243	49,0508412	220,056778
2002	37,8321461	48,3256372	71,6078635	297,739465
2003	49,297287	78,409348	103,737208	416,199411
2004	52,9348652	126,257956	131,631146	622,948552
2005	53,7992851	182,272105	137,824831	831,409628
2006	85,8428611	303,773186	178,049789	1080,75568
2007	180,333623	478,822287	276,578101	1546,36466
2008	193,783364	426,278774	257,422726	1966,03743
2009	238,539463	439,341751	284,682886	2452,89906
2010	288,574604	479,222291	300,480146	2913,71165
2011	352,010242	497,410248	298,739486	3254,67412

Source : Banque Mondiale 2012

Annexe 10 : Taux d'intérêt réel dans les BRIC (%)

Pays	Brésil	Fédération de Russie	Inde	Chine
1990			5,269527	3,32725277
1991			3,62471659	1,67583559
1992			9,13274941	0,37189618
1993			5,81477651	-3,59723002
1994			4,33710973	-7,98242481
1995		72,2553306	5,86417811	-1,47380647
1996		69,2764911	7,7929943	3,42426508
1997	65,5381435	14,7598053	6,90957899	7,02088088
1998	78,7943039	19,6163634	5,12127633	7,31130296
1999	66,3351364	-18,9516339	9,39847501	7,19506707
2000	47,708646	-9,63322127	8,33215441	3,71124107
2001	44,6408652	1,21796816	8,62516236	3,7207353
2002	47,327164	0,17927203	7,91123603	4,69835499
2003	46,9202961	-0,70755935	7,28725266	2,62977602
2004	43,3988554	-7,34973197	4,7052052	-1,24663791
2005	44,9342255	-7,2274275	6,24832585	1,58785071
2006	42,0688401	-4,12003574	4,47736129	2,24930123
2007	35,7502605	-3,31365629	6,86916077	-0,12264771
2008	35,9236465	-4,86158693	4,27724935	-2,30788578
2009	34,9534005	13,0405547	5,87268789	5,93857834
2010	29,3482043	-0,70545357	-0,13571444	-0,81934383
2011	34,5095199	-6,38499253	2,01202336	-1,10803977

Source : Banque Mondiale 2012

Annexe 11 : Inflation, déflateur du PIB dans les BRIC (% annuel)

Pays	Brésil	Fédération de Russie	Inde	Chine
1990	2735,48846	15,902913	10,6822541	5,83848604
1991	414,235596	128,629772	13,7308833	6,84938006
1992	968,184233	1490,41842	8,974834	8,23746899
1993	2001,34819	887,840736	9,80799532	15,1211734
1994	2251,70403	307,298057	10,0005786	20,6073946
1995	93,5219747	144,003092	9,07548297	13,7362522
1996	17,0853747	45,8018959	7,54642452	6,43537077
1997	7,64487842	15,0591588	6,45828894	1,5129002
1998	4,23337278	18,538687	7,9825126	-0,85853301
1999	8,48178997	72,3867777	3,80042474	-1,25478448
2000	6,17523364	37,6980956	3,52605739	2,06222479
2001	8,97104805	16,489528	3,02725192	2,05288238
2002	10,5532718	15,4929534	3,79587556	0,58419735
2003	13,7237929	13,7800615	3,55602151	2,61154617
2004	8,0378219	20,2820769	8,70217415	6,91281569
2005	7,20955162	19,3060948	4,17952752	3,92975072
2006	6,15159047	15,1700471	6,41476738	3,78555034
2007	5,86842789	13,8044207	5,75256831	7,60197135
2008	8,32810169	17,959714	6,69385768	7,79785128
2009	5,73665709	1,93142225	7,54162499	-0,59334225
2010	7,33957016	11,3702672	10,5023192	6,60152844

Source : Banque Mondiale 2012

Annexe 12 : Dépenses en recherche et développement dans les BRIC
(% du PIB)

Pays	Brésil	Fédération de Russie	Inde	Chine
1996	0,71507924	0,96592748	0,64656174	0,56827665
1997		1,04374348	0,69484231	0,64472668
1998		0,95383579	0,71226457	0,65297031
1999		0,99623746	0,73756977	0,7570503
2000	1,01825208	1,04983985	0,77052143	0,9027516
2001	1,04290182	1,17693882	0,74763093	0,9506908
2002	0,9847194	1,2478219	0,73692037	1,07003333
2003	0,95791754	1,28603417	0,72918706	1,13355784
2004	0,89951676	1,15133437	0,74385211	1,22989174
2005	0,97132178	1,06796717	0,77933018	1,32475805
2006	0,99807806	1,07293918	0,7672137	1,38830175
2007	1,07493432	1,11611445	0,75761477	1,39582326
2008	1,08079386	1,04434619		1,46985812
2009		1,25259021		

Source : Banque Mondiale 2012

**Annexe 13 : Exportations de haute technologie dans les BRIC (en
Milliard \$ US courants)**

Pays	Brésil	Fédération de Russie	Inde	Chine
1990	1,0531306		0,49782927	
1991	0,90223251		0,60422894	
1992	1,00731654		0,61524086	4,30333796
1993	0,90023194		0,69583651	5,24728518
1994	1,097107		0,95920122	8,25876149
1995	1,20755257		1,35121957	13,0573485
1996	1,57529721	2,22878525	1,66248897	15,8219728
1997	2,12199492	1,89065553	1,6858962	20,4773723
1998	2,60982222	2,46918746	1,41482882	24,6395265
1999	3,39469588	2,27737968	1,67910827	29,5980659
2000	5,9904069	3,90795832	2,06248834	41,7355395
2001	6,05663298	3,24950085	2,28651114	49,4095109
2002	5,22357247	4,6644082	2,35366677	69,2264314
2003	4,5149438	5,50136666	2,71012349	108,669366
2004	5,95391661	5,25418837	3,35593444	163,006979
2005	8,0313421	3,82036858	4,1392381	215,928413
2006	8,41809563	3,86605419	4,87630023	273,131516
2007	9,07635353	4,1086275	5,99779034	302,773297
2008	10,2855556	5,07129669	7,73841414	340,117842
2009	7,89604272	4,52743143	10,728448	309,600892
2010	8,1218728	5,19335508	10,0866263	406,089688

Source : Banque Mondiale 2012

Annexe 14 : Dépenses publiques dans les BRIC (% du PIB)

Country Name	Brésil	Fédération de Russie	Inde	Chine
1990	34,1872753		15,2173514	
1991	23,4708498		15,074617	
1992	28,4832221		14,8559482	
1993	36,5103739		14,8840869	
1994	32,9076737		14,3516225	
1995			14,0002049	
1996			13,8380339	
1997	22,1162272		14,3458992	
1998	22,4104312		14,1593192	
1999	22,1728133		14,6279361	
2000	21,7233812		15,2059867	
2001	22,81783		15,3265946	
2002	22,7952185	22,5587588	15,8115904	10,7335069
2003	24,9498449	23,0463064	15,3285507	10,4481756
2004	22,8905554	21,5738427	14,8726686	11,1236534
2005	25,6448305	19,9480999	14,9223649	
2006	27,2075167	19,5005414	15,0477355	
2007	26,7807585	23,0065327	14,9872972	
2008	26,7994705	21,5321668	16,8729906	
2009	26,2742842	31,0851961	16,5445062	
2010	26,6259989	28,0613878	15,3817987	

Source : Banque Mondiale 2012

Annexe 15 : Chômage, total dans les BRIC (% de la population)

Pays	Brésil	Fédération de Russie	Inde	Chine
1990	3,70000005			2,5
1991				2,29999995
1992	6,4000001	5,19999981		2,29999995
1993	6	5,9000001		2,5999999
1994		8,10000038	3,70000005	2,79999995
1995	6	9,39999962	2,20000005	2,9000001
1996	6,80000019	9,69999981	2,0999999	3
1997	7,69999981	11,8000002	2,5999999	3,0999999
1998	8,89999962	13,3000002	3,5999999	3,0999999
1999	9,60000038	13		3,0999999
2000		10,6000004	4,30000019	3,0999999
2001	9,30000019	9		3,5999999
2002	9,10000038	7,9000001		4
2003	9,69999981	8,19999981		4,30000019
2004	8,89999962	7,80000019	4,40366741	4,19999981
2005	9,30000019	7,19999981	4,4000001	4,19999981
2006	8,39999962	7,19999981		4,0999999
2007	8,10000038	6,0999999		4
2008	7,0999999	6,30000019		
2009	8,30000019	8,39999962		4,3
2010		7,5		

Source : Banque Mondiale 2012

Annexe 16 : Population, totale dans les BRIC

Pays	Brésil	Fédération de Russie	Inde	Chine
1990	149650206	148292000	873785449	1135185000
1991	152146887	148624000	891910180	1150780000
1992	154582103	148689000	910064576	1164970000
1993	156985824	148520000	928226051	1178440000
1994	159398558	148336000	946373316	1191835000
1995	161848162	148141000	964486155	1204855000
1996	164342524	147739000	982553253	1217550000
1997	166869168	147304000	1000558144	1230075000
1998	169409713	146899000	1018471141	1241935000
1999	171936271	146309000	1036258683	1252735000
2000	174425387	146303000	1053898107	1262645000
2001	176877135	145949580	1071374264	1271850000
2002	179289227	145299690	1088694080	1280400000
2003	181633074	144599447	1105885689	1288400000
2004	183873377	143849574	1122991192	1296075000
2005	185986964	143150000	1140042863	1303720000
2006	187958211	142500000	1157038539	1311020000
2007	189798070	142100000	1173971629	1317885000
2008	191543237	141950000	1190863679	1324655000
2009	193246610	141910000	1207740408	1331380000
2010	194946470	141920000	1224614327	1337825000
2011	196655014	141930000	1241491960	1344130000

Source : Banque Mondiale 2012

Bibliographie

- A. Blum et C. Lefèvre, Après 15 ans de transition la population de la Russie toujours dans la tourmente, Population et Société n° 420, INED, février 2006 ;
- A. MEBTOUL, Comprendre l'essence de la crise d'octobre 2008 et les perspectives de l'économie mondiale 2010/2020 ;
- A. S. Zantman et J. Trotigno, Brésil : Héritage de Fernando Henrique Cardoso, revue de l'OCDE n°83, octobre 2002 ;
- A. M. ARIF, l'Inde et sa puissance, page 127 ;
- A. Reverchon et A.de Tricornot, Pays émergents : après la Chine, l'Inde et le Brésil, à qui le tour ? Problèmes Economiques n° 2993
- A. BOUTAUD, les indices synthétiques du PNUD : IDH, IPH, IPF en ile de France, 2007 ;
- B. Sébastien, Zlotowski Yves, la stabilisation russe en 1995 : le pari de l'ancrage par le change, Revue d'études comparatives Est-Ouest, n°2, 1996 ;
- C. KEREBEL, qu'est ce que la gouvernance de l'énergie ? Les termes du débat ;
- C. Durand, les privatisations en Russie e la naissance d'un capitalisme oligarchique, Recherches Internationales, vol n° 74 juillet-septembre 2005,
- C.E. BEPI POUT, transparence financière et bonne gouvernance économique, fondation pour la recherche stratégique, octobre 2007 ;
- C. Jaffrelot et autres, l'enjeu mondial : les pays émergents, l'EXPRESS, 2008
- F., Géopolitique des pays émergents, CLES, N° 26, 2012,
- F. Lafargue, des économies émergentes aux puissances émergentes, Questions Internationales n° 51, 2011
- G. PERROULAZ, C. FIORONI and G.CARBONNIER, évolution et enjeux de la coopération internationale au développement, Revue Internationale de développement, p. 149-169
- G. Longueville et F. Faure, les pays émergents désormais ébranlés par la crise internationale, Décembre 2008 ;
- H. REISEN, comment reconvertir ressources et revenus du bon usage des fonds souverain, OCDE, 2008 ;
- I. Attané, les défis de la Chine, moins de filles plus de personnes âgées, Population& Société n° 416, octobre 2005
- I. FACON, le tandem sino russe, un défi pour l'occident, politique internationale n°127 ;
- J. Wedel, The Havard Boys do Russia, The Nations, June 1, 1998) ;

- J. Véron et A.K.NANDA, recensement en Inde 2011, plus de 181 millions d'habitants de plus en dix ans, Population& Société n° 478, mai 2011, INED
- J. R. Caponnière, la Prue et le Riz ; croissance dans le sud asiatique, Paris, Armand Colin, 1985;
- J. O'Neill, Building Better Global Economic BRICS, Global Economic Papers n° 66, Goldman Sachs, 2001
- J. Ruet, réformes et nouvelle économie politique en Inde, Critique Internationale n° 32, juillet-septembre 2006
- J. Vercueil, les pays émergents, Bréal, 2010.
- L. MIOTTI et D. PLION, Libéralisation financière, spéculation et crises bancaires, Revue de CEPII n° 85, 2001,
- M -C Saglio- Yatzimisky, Population et Développement en Inde, Ellipses, édition 2002,
- M. AGLITTA et Y. LANDRY, la Chine vers la superpuissance, ECONOMICA 2007 ;
- M. Petrovski et R. Fabre, la thérapie de choc : dix ans de transformations économiques en Russie ;
- P. Rigaud, les BRIC Brésil, Russie, Inde, Chine : puissances émergentes, Bréal, 2010,
- P. FERRAS, l'impact du partenariat entre les BRIC et les pays africains sur l'évolution du régionalisme sécuritaire, IRSEM
- P. Henry, S. Abdelkrim et Bénédicte de Saint Laurent, les investissements étrangers dans la région MEDA en 2007, AMINA Investment Network, 2008
- S. Poncet, les investissements directs en Chine, moteurs de croissance, notes de synthèses du SESP N° spécial, juillet 2008 ;
- S. Sen, l'Indice de développement humain, la Découverte/Revue du MAUSS, n°21, 2003 ;
- S. Chauvin et F. Lemoine, l'économie indienne en bonne voie, éditions la Découverte, collection Repères, Paris,
- S. MONCLAIRE, Urgence et retard des privatisations au Brésil, cahiers des Amériques Latine n° 26, 1998.
- V. Castel et d'autres, les BRIC en Afrique du Nord : les enjeux sont il en train de changer ?, AFDB, 1^{er} trimestre 2011 ;

Rapports :

- Banque Mondiale, le partenariat Afrique Brésil, IPEA ;
- BRIC, sovereign wealth funds, Deutsche Bank, 2010 ;
- Évolution et enjeux de la coopération internationale au développement, Revue Internationale de développement ;
- La Chine dans l'économie mondiale : les enjeux de politique intérieure et l'économie internationale, OCDE, 2002
- le G20 et après, institut montagne, mars 2009 ;
- Manuel des IDE en Inde, ministère du Commerce et de l'Industrie Indienne, n°2, 2004.
- note de synthèse n° 12 : 3^{ème} sommet des dirigeants des BRIC, OVIDA AFRIDO, 2011,
- Rapport sur l'investissement dans le monde 2011, CNUCED, 2011 ;
- République d'Afrique de Sud, Document de stratégie pays axé sur les résultats de 2002-2008, Banque Africaines de développement, février 2008
- revue Population & Société n° 345, Brésil, la transition démographique rapide d'un pays hétérogène, INED, Avril 1999
- le partenariat Afrique Brésil, Banque Mondiale, IPEA
- Perspectives de l'emploi dans l'OCDE, OCDE, 2007 ;
- Perspectives économiques mondiales, la Banque Mondiale, JANVIER 2011;
- UNDP(1990), Human Development Report 1990, Concept And Measurement Of Human Development, Oxford University Press,
- Spéculation et crises bancaires, Revue de CEPII n° 85, 2001 ;

Sites internet

Le site de l'ONU : un.org.fr.

Le site de l'OMC : wto.org.fr

Le site de l'OCDE : oecd.org

Atlas Géographique 2007 : atlasgeo.net

Revue Internationale de développement : poldev.revues.org.

Résumé :

Ce travail, intitulé « les économies émergentes : étude de l'expérience des pays du groupe de BRIC » vient pour donner un aperçu sur les trajectoires de l'émergence économique de quatre économies considérées comme les plus grandes économies émergentes, à savoir le groupe de BRIC qui contient quatre pays de différents continents (Asie, Amérique Latine et l'Europe), il s'agit : **B** : Brésil, **R** : Russie, **I** : Inde, **C** : Chine.

Ce mémoire a été divisé en quatre chapitres, le premier chapitre est destiné pour exposer les caractéristiques géopolitiques des pays du groupe de BRIC par le biais de l'étude des particularité des régimes de pouvoirs, les ressources naturelles disponibles et les ressources démographiques dans ces pays. Le deuxième chapitre a pour objet de présenter la définition du concept des économies émergentes d'une manière générale et les plus grandes trajectoires de l'émergence économiques dans le monde en passant à l'influence de ces économies sur la scène économiques et politiques internationale, et en fin les effets des différentes crises économiques dans ces économies y compris l'impact de la crise économique internationale.

Dans le troisième chapitre, on a étudié les stratégies économiques adoptées par chaque pays pour réaliser l'émergence économique et ce dans les deux dernières décennies et leurs effets notamment sur la production, le revenu et les indices de développement humain et autres indicateurs économies comme l'inflation et les réserves de change. Le dernier chapitre vise à exposer les initiatives de ces pays pour réaliser la convergence économiques et construire l'alliance de BRIC afin d'avoir une influence dans l'économie mondiale soit par le biais du groupe de G20 ou soit par le biais de leurs firmes multinationales, et ce avant d'étudier le partenariat entre les BRIC et les pays africaines y compris leur existence dans l'économie algérienne comme un partenaire commercial et économiques.

Mots clés :

Economies Emergentes; BRIC; Stratégies Economiques; Privatisation; IDE; IDH; Croissance; Crise Financière; Réserves De Change; Convergence.